

masse. C'est de ce point de vue que nous devons voir tous nos problèmes et juger aussi chacun de nos camarades.

On compare souvent la période fasciste à la période de la guerre. Eh bien, une des faiblesses du Parti socialiste a été de ne s'être pas soucié pendant la guerre du noyau de 20 à 25 000 socialistes demeurés fidèles, de ne pas l'avoir considéré comme l'élément organisateur de la grande masse qui allait affluer après l'armistice. C'est ce qui explique qu'en 1919-1920 ce noyau a été submergé par le flot des nouveaux venus, et avec lui ont été submergées la pratique de l'organisation, l'expérience acquise par la classe ouvrière pendant les années les plus sombres et les plus dures. Nous serions des criminels si nous tombions dans la même erreur. Chacun des membres actuels du Parti a dû affronter une sélection sévère, il a dû faire la preuve de sa force de sacrifice et, à ce titre, il doit nous être particulièrement cher, le centre responsable doit l'aider à s'améliorer, à tirer des expériences qu'il a traversées tous les enseignements et toutes les indications qu'elles comportent. C'est en ce sens que *L'Ordine Nuovo* se propose de remplir une fonction spéciale dans le cadre de l'action du Parti.

Il faut donc organiser le consentement qui s'est déjà manifesté. C'est là la tâche particulière des vieux amis de *L'Ordine Nuovo*. Nous avons dit qu'il suffira de rassembler en six mois les 50 000 livres nécessaires pour garantir l'indépendance de la revue. Pour atteindre ce but, il est indispensable de provoquer un mouvement de 500 camarades, dont chacun s'engagera sérieusement à collecter 100 livres en six mois parmi ses amis et connaissances. Nous tiendrons une liste exacte de ces camarades qui veulent collaborer à notre activité : ils seront comme les garants de nos ressources. La collecte des souscriptions peut être composée comme suit : 1° simples souscriptions de quelques sous ou de sommes plus importantes ; 2° abonnements de soutien, 3° cotisations pour faire face aux premières dépenses d'un cours par correspondance pour devenir organisateurs et propagandistes du Parti, ces cotisations ne pourront pas être intérieures à 10 livres et donneront droit à un nombre de leçons qui sera déterminé par le coût de l'ensemble, frais de port inclus.

Ce mécanisme nous permettra, comme nous le pensons, de recréer un appareil qui remplacera celui qui existait dans les

années 1919-1920 en régime de liberté et grâce auquel *L'Ordine Nuovo* se maintenait en contact étroit avec les masses dans les usines et dans les cercles ouvriers. Le cours par correspondance doit devenir la première étape d'un mouvement pour la création de petites écoles du Parti, qui soient en mesure de créer des organisateurs et des propagandistes bolcheviques, non

pas maximalistes, en d'autres termes qui aient un cerveau en plus de poumons et de cordes vocales. Aussi resterons-nous toujours en correspondance avec les meilleurs camarades, pour leur communiquer les expériences qui ont été faites dans ce domaine en Russie et dans les autres pays, pour les orienter, pour leur conseiller des livres à lire et les méthodes à appliquer. Nous croyons que les camarades émigrés doivent tout particulièrement travailler dans cette direction : partout où existe à l'étranger un groupe de dix camarades, doit naître une école du Parti. Ce sont les éléments les plus anciens et les plus rompus à l'action qui seront les instructeurs de ces écoles, ils feront bénéficier les plus jeunes de leur expérience, ils contribueront à élever le niveau politique de la masse. Certes, ce n'est pas avec ces moyens pédagogiques que peut-être résolu le grand problème historique de l'émancipation spirituelle de la classe ouvrière et notre intention n'est pas de proposer quelque solution utopique de ce problème. Notre tâche se limite au Parti, constitué d'éléments qui ont déjà prouvé, par le seul fait qu'ils ont adhéré au Parti, qu'ils avaient un niveau certain d'émancipation spirituelle : notre tâche est d'améliorer nos cadres, de les préparer à affronter les prochaines luttes. Dans la pratique, celles-ci se présenteront également dans ces termes : rendue prudente par la réaction sanglante, pendant un certain temps, la classe ouvrière dans son ensemble se méfiera des éléments révolutionnaires, elle voudra les voir à l'épreuve du travail pratique, elle voudra jauger leur sérieux et leur compétence. Il faut que nous parvenions à battre sur ce terrain aussi les réformistes qui sont, sans contestation possible, le Parti qui a aujourd'hui les cadres les meilleurs et les plus nombreux. Si nous ne nous efforçons pas d'y parvenir, nous ne ferons certainement pas beaucoup de pas en avant. Les vieux amis de *L'Ordine Nuovo*, et en particulier ceux qui ont travaillé à Turin en 1919-1920, comprennent bien toute l'importance de ce problème, parce qu'ils se rappellent com

ment à Turin on n'est parvenu à éliminer les réformistes des postes de responsabilité qu'au fur et à mesure que se formaient, à partir des conseils d'usine, des camarades ouvriers capables d'un travail pratique et pas seulement de crier : Vive la révolution ! Ils se rappellent aussi comment, en 1921, il n'a pas été possible d'enlever aux opportunistes plusieurs positions importantes comme Alessandria, Biella, Vercelli, parce que nous n'avions pas les éléments d'organisation à la hauteur des tâches à accomplir ; les majorités dont nous disposions dans ces centres se sont dispersées à cause de notre faiblesse en matière d'organisation. Et en revanche, dans quelques centres, par exemple à Venise, il a suffi d'un seul élément capable pour nous permettre de gagner la majorité après un actif travail de propagande et d'organisation des cellules d'entreprise et des cellules syndicales (1). L'expérience de tous les pays a démontré combien il est vrai que les situations les plus favorables peuvent se retourner du fait de la faiblesse des cadres du parti révolutionnaire ; les mots d'ordre ne servent qu'à mettre en mouvement les grandes masses en leur donnant l'orientation générale ; mais gare ! si le parti responsable n'a pas pensé à les organiser pratiquement, à créer une structure qui les discipline et leur confère une puissance durable ; l'occupation des usines nous a beaucoup appris dans ce domaine.

Pour aider les écoles du Parti dans leur travail, nous nous proposons de publier toute une série d'opuscules et quelques livres. Mentionnons parmi les opuscules : 1° des exposés élémentaires du marxisme ; 2° un exposé concernant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan tel qu'il peut s'appliquer à l'Italie ; 3° un petit manuel du propagandiste qui contient les données essentielles sur la vie économique et politique italienne, sur les partis politiques italiens, etc., en somme les matériaux indispensables pour la propagande courante que permet de faire la lecture en commun des journaux bourgeois. Nous voudrions faire une édition italienne du *Manifeste des Communistes* avec les notes du camarade D. Riazanov (2) : dans leur ensemble, ces notes constituent, sous une forme populaire, un exposé complet de nos doctrines. Nous voudrions imprimer également une anthologie du matérialisme historique, c'est-à-dire un recueil des textes les plus significatifs de Marx et Engels fournissant

*Après la conférence de Côme* 115

un tableau d'ensemble des œuvres de nos deux grands maîtres.

Les résultats obtenus jusqu'ici permettent d'espérer qu'on pourra continuer en étant assuré du succès. Au travail donc : nos meilleurs camarades doivent se persuader qu'il s'agit aussi d'un acte politique, d'une manifestation de la vitalité et de la capacité de développement de notre mouvement, par conséquent d'une manifestation antifasciste et révolutionnaire.

Pour la rédaction de *L'Ordine Nuovo*,

Antonio Gramsci.

Toutes la correspondance et les souscriptions doivent être envoyées à *L'Ordine Nuovo* par l'entremise de l'organisation du Parti, pour la continuité et le contrôle. Les camarades émigrés de bonne volonté sont priés de se mettre en contact avec nous au plus vite et de nous envoyer indications et suggestions pratiques.

*L'Ordine Nuovo*,

IIIe série, 1-15 avril 1924.

## APRÈS LA CONFÉRENCE DE CÔME (1)

### 1 PRÉALABLE

L'organisation communiste italienne est dotée d'une homogénéité fondamentale, granitique : telle est la première constatation, la plus importante aussi, que permet de faire la récente conférence de notre Parti. La discussion qui s'est engagée, le nouveau regroupement qui s'est opéré entre les divers éléments de la couche dirigeante ne représentent donc pas, même partiellement, un signe de faiblesse, un symptôme de désagrégation, même en puissance, fût-ce à l'état d'ébauche. Il ne s'agit nullement de ce phénomène morbide qui caractérise tous les partis socialistes : les diverses tendances prennent périodiquement conscience de ne plus pouvoir cohabiter pacifiquement sans passer par un examen

réci-proque, un règlement de comptes réci-proque ; une kyrielle de compromis sur les principes évitent alors les fractures irrémédiables et débouchent mécaniquement sur un nouvel équilibre interne. Rien de tout cela, ici, mais au contraire, sur la base d'une unité rigoureuse, la recherche de nouvelles voies pour développer l'organisation primitive et atteindre à un plan supérieur d'activité : le parti peut ainsi s'étendre, élargir sa sphère d'influence, s'adapter à la nouvelle situation qui s'annonce favorable à une reprise du mouvement révolutionnaire. On peut dire qu'au cours de sa dernière conférence, notre parti s'est, pour la première fois, posé explicitement le problème de devenir le parti des masses italiennes, des masses les plus larges, de devenir le parti qui réalise l'hégémonie du prolétariat dans le vaste cadre de l'alliance entre la classe ouvrière et la masse des paysans.

Cette conférence a été la première assemblée nationale du Parti depuis le Congrès de Rome de mars 1922. Il faut en tenir compte si l'on veut évaluer exactement la portée du vote qui s'y est déroulé. Ce dernier ne peut être en effet interprété que d'une seule façon : l'écrasante majorité du parti considère que c'est à Livourne que s'est constitué le noyau vital du Parti communiste d'Italie et que les résultats du Congrès de Livourne représentent un acquis historique (1). Trois ans et demi de luttes, de sacrifices, d'activité ont permis à ce noyau de prendre conscience que seule son organisation a été capable d'accumuler l'expérience théorique et pratique nécessaire au prolétariat italien pour s'émanciper, pour se constituer en classe dominante. Qu'il s'opère grâce à des adhésions individuelles ou par des fusions successives avec des groupes plus ou moins importants qui se sépareraient d'autres partis, le développement ultérieur du Parti ne peut donc être que le développement organique du noyau actuel, une assimilation à ce noyau et nullement une juxtaposition mécanique. C'est cette volonté qu'a voulu désigner le vote : celle d'une maturité politique qui fait savoir résolument qu'elle n'entend pas, sur ce terrain, procéder à des compromis ou à des marchandages.

Comment développer le Parti, le transformer en parti de masse ? C'est précisément sur ce point que doit s'ouvrir la discussion, que doit s'opérer aussi un nouveau regroupement à l'intérieur du Parti. Les deux années qui ont suivi le

*Après la conférence de Côme* 117

Congrès de Rome ont vu se dérouler une expérience vitale : celle-ci a démontré que les thèses sur la tactique que le Congrès de Rome avait votées à titre consultatif (1) ne peuvent représenter la plate-forme qu'exige le développement du Parti. Le Parti ne peut se développer que comme section italienne de l'internationale communiste, du Parti mondial du prolétariat révolutionnaire ; et, partant, ce n'est pas seulement par discipline, mais aussi par conviction, qu'il doit accepter la doctrine et la tactique de l'Internationale communiste. À l'époque du Congrès de Rome, le noyau

fondamental du Parti était encore jeune, il n'était pas encore éprouvé et soudé par la lutte, il commençait à peine de sortir de sa première période organisationnelle ; il s'agissait de maintenir son unité : on fut donc forcé de voter les thèses sur la tactique qui renforçaient l'unité nationale tout en ouvrant une crise dans le domaine international (2) . La situation - le fascisme - a empêché de résoudre à temps cette contradiction criante ; mais au moins les événements ont-ils fait apparaître avec d'autant plus d'évidence les raisons qui font qu'il est urgent, aujourd'hui, de résoudre cette contradiction. Les événements ont démontré que, si l'on ne procède pas en plein et profond accord avec les normes internationales, il est impossible d'organiser solidement un parti communiste. Que s'est-il passé, en effet ? Le drapeau de l'Internationale a d'abord été utilisé pour regrouper tous les éléments malsains du Parti (3), pour diffuser un état de malaise et de gêne, pour freiner l'application de la discipline intérieure avec toute la rigueur et toute la sévérité qu'exigeait la situation politique. La chose était inévitable et il est inévitable qu'elle se reproduise encore : tant que la question des rapports avec l'Internationale ne sera pas résolue de manière rigoureuse, et même si l'actuel groupe de droite a fait des efforts louables pour larguer le lest qui le compromettait, à la droite de cette droite se constitueront, dans tous les égouts du Parti, de nouveaux groupes de « fidèles » à l'Internationale.

Il faut donc doter le Parti d'une nouvelle plate-forme, il faut revoir les thèses du Congrès de Rome. Mais il ne s'agit pas tant d'engager une discussion de principe, de caractère théorique et abstrait, que d'envisager les solutions pratiques à apporter aux problèmes immédiats que doivent affronter

le mouvement ouvrier et paysan et donc le Parti. Il faut arriver à ce que la discussion intéresse tous les membres du parti, qu'elle soit menée en termes suffisamment clairs pour que chaque cellule d'entreprise ou de village puisse l'assimiler et en répercuter ainsi les résultats dans toute la masse ouvrière et paysanne.

Deux nœuds de problèmes doivent constituer la base générale de la discussion et c'est sur eux que doit porter tout spécialement l'attention du Parti.

1° *La question syndicale.* On ne doit pas seulement la voir dans ses aspects formels, mais surtout dans sa substance la plus intime, comme porteuse de développements ultérieurs. Si nous continuons à baser notre « activité » syndicale sur le prêche des absents, nous courons le risque de nous perdre dans des polémiques purement verbales et de nous vouer à la stérilité en menant une propagande sans résultats pratiques. Si les syndicats sont en crise, ce n'est pas parce que leur forme est inadéquate, c'est qu'ils ne remplissent plus leur fonction ou ne le font que pour une petite couche d'ouvriers qualifiés. Tout en tenant particulièrement compte de l'activité des cellules communistes d'usine et de village, il ne faut donc pas se contenter d'étudier le problème de l'action syndicale proprement dite. Cette action s'exprime aujourd'hui dans des luttes sporadiques extérieures aux syndicats officiels et, puisque ceux-ci continuent à vouloir systématiquement briller par leur absence, ces luttes doivent être élargies et centralisées par les noyaux du Parti. Résoudre ce problème, c'est réaliser le contact entre le parti et les grandes masses, c'est faire avancer d'un grand pas toutes nos questions d'organisation, y compris celle de nos rapports avec le Parti maximaliste et le Parti unitaire.

2° *Gouvernement ouvrier et paysan.* C'est là la formule qui doit rassembler tous les motifs de la lutte générale contre le fascisme que doit permettre de mener, sur le plan national, l'alliance des ouvriers et des paysans, spécialement des masses paysannes d'Italie méridionale. Le Parti doit l'étudier concrètement, en tenant compte de toutes les situations régionales et locales et de l'attitude, à la Chambre et dans le pays, des différents partis petits-bourgeois d'opposition qui s'appuient particulièrement sur les masses paysannes.

La discussion qui s'est ouverte au cours de la récente conférence doit rendre tous les membres du Parti pleinement avertis sur ces deux ensembles de problèmes dont la solution commande la politique générale du mouvement communiste italien et permet de résoudre implicitement toutes les questions organisationnelles ou plus proprement politiques qui se posent à notre parti. C'est à cette seule condition que le prochain congrès national (1) pourra constituer une centrale jouissant de toute l'autorité nécessaire pour guider les grandes luttes que le prolétariat devra affronter.

Signé A.

Gramsci, *Lo Stato Operaio*, II, 19,

5 mai

[en fait : juin] 1924.

111(2)

NOTE

Je ne m'attarderai pas sur les allusions aussi élégantes que gracieuses du camarade Tasca aux « psychologies élémentaires qui permettent les escroqueries à l'américaine et la vente de la sempiternelle camelote » ; je chercherai, autant que possible, à rester sur le terrain d'une discussion sereine entre camarades, terrain que Tasca, à l'inverse, se plaît fréquemment à abandonner pour sacrifier au goût discutable des petites phrases... littéraires et des formules... éducatives.

Le problème politique concret dont nous discutons aujourd'hui dans un autre cadre, dans un système de rapports radicalement transformé, est le même que celui qu'a dû affronter, en 1919-1920, la gauche de l'organisation turinoise du Parti socialiste italien : sur quelle base doit s'organiser le Parti communiste d'Italie. En 1920, le camarade Tasca n'était pas d'accord avec moi sur la solution à apporter à ce problème ; et, j'insiste, ce n'était pas là qu'un désaccord épisodique qui se serait manifesté occasionnellement : c'était un désaccord permanent sur les orientations tactiques.

Le camarade Tasca continue d'affirmer aujourd'hui dans



sa lettre qu'en 1919-1920 l'« infantilisme de gauche » constituait un danger plus sérieux que l'opportunisme de droite. Évidemment, le camarade Tasca est libre de proférer ce genre d'énormités, mais il faut lui rappeler que ce n'était pas là, en 1920, la position de l'Internationale communiste ; il faut lui rappeler que le IIe Congrès a proclamé précisément le contraire, il faut lui rappeler que, dans son livre sur *La maladie infantile du communisme*, c'est précisément dans l'opportunisme de droite que Lénine voit l'une des principales causes du « gauchisme » ; il faut lui rappeler qu'en 1920 l'Internationale n'a pas songé le moins du monde à exclure Bordiga et les abstentionnistes, mais a dû au contraire exclure Serrati et la fraction des communistes unitaires.

Et voici comment se sont passées les choses au sein de l'organisation de Turin, aussitôt après le Congrès de Bologne et les élections parlementaires de 1919. Un nouveau comité de section devait être élu en janvier 1920 (1). Le groupe de *L'Ordine Nuovo* décida que le nouveau comité devrait sanctionner notre alliance avec la fraction abstentionniste, qui s'était déjà formée dans le domaine des conseils d'usine et des syndicats, contre les réformistes que représentait surtout la bureaucratie syndicale. On présenta une motion dans ce sens à l'assemblée de section qui l'adopta à la quasi-unanimité. L'assemblée mandata le comité électoral, dont faisait partie le camarade Tasca, pour appliquer cette décision. Que s'est-il passé ? Trois jours avant le vote, usant d'un procédé que les abstentionnistes étaient pleinement en droit de proclamer illégal, le camarade Tasca a abandonné la plate-forme adoptée par l'assemblée de section, il a rompu l'accord avec les abstentionnistes et établi une liste de candidats dans laquelle étincelaient les noms des plus fameux réformistes ou opportunistes du mandarinat syndical (et par exemple, je m'en souviens, celui du typographe Garnerone, adversaire acharné du mouvement des conseils). Les choses ne se sont pourtant pas passées comme l'entendait le camarade Tasca : la liste qu'il avait préparée n'en fut pas moins battue par une liste que l'urgence de la situation avait contraint d'improviser au pied levé et qui comprenait huit abstentionnistes et trois membres du groupe de *L'Ordine Nuovo* (Togliatti, Enea Matta (2) et le soussigné). Ce comité,

*Après la conférence de Côme*

121

qui avait été élu dans des conditions difficiles et qui était la cible d'une campagne furieuse de la part des amis du camarade Tasca, eut l'honneur de guider la grève d'avril 1920.

Le camarade Tasca a cherché à prendre sa revanche dans le domaine syndical, il a cherché à réaliser dans le domaine syndical cette alliance par surprise avec les réformistes à laquelle il n'était pas parvenu dans la section socialiste. Comme c'est toujours le cas pour les mouvements qui n'ont pas réussi, la grève d'avril avait charrié dans son sillage une masse de récriminations et de polémiques : les réformistes redressèrent la tête ; au cours de l'assemblée générale du parti

convoquée après la grève, ils réclamèrent bruyamment la démission du comité et M. Luigi Chignoli (1) se livra à une attaque frénétique, de nature franchement policière et provocatrice.

L'assemblée n'en a pas moins voté, dans sa majorité, la confiance au comité. Lors du congrès de la Bourse du travail qui s'est tenu en mai 1920, le camarade Tascas'est allié, avec les réformistes, il s'est partagé, le secrétariat de la Bourse avec ce même M. Chignoli (1) et il l'a fait sans aucun mandat de la section, sans avertir le comité, sans faire connaître ses intentions au groupe de *L'Ordine Nuovo*, auquel la masse ouvrière le croyait étroitement lié, dont on pensait même qu'il était un représentant autorisé. Naturellement, nous l'avons attaqué et nous ne l'avons pas ménagé. Deux types de considérations nous ont amenés à le faire : 1° il était intervenu au congrès de la Bourse du travail et y avait soutenu, sans crier gare, une ligne opposée à celle de la section, dans le droit fil d'une tradition individualiste qu'il fallait combattre ; 2° nous devons montrer tout le danger que comportaient ses thèses, qui aboutissaient à subordonner les conseils d'usine aux syndicats au moment où les syndicats étaient encore dominés par les réformistes. Les thèses du IIe Congrès sur les syndicats et les conseils d'usine n'ont certes pas donné raison à Tasca sur ce point et l'on ne peut que s'étonner de la... gaieté des affirmations que sa lettre avance à ce sujet (3).

Nous manquons de place pour démontrer combien Tasca... exagère dans toutes les affirmations que contient la dernière partie de sa lettre. Je veux seulement faire noter tout ce qu'il y a de mal venu dans son attaque contre le comité d'étude des

conseils (1), qui a accompli brillamment son devoir tout au long de l'année 1920 : ce n'était certainement pas à des gens de l'acabit du Chignoli de la Bourse du travail que le comité d'étude aurait pu s'en remettre pour apprécier la nature de ses travaux et l'importance de son activité. Je me contente aujourd'hui de résumer brièvement :

1° Si le camarade Tasca a été en désaccord avec le groupe de *L'Ordine Nuovo* en 1920, c'est qu'il voyait le danger à gauche ; tandis que nous, interprétant fidèlement la tactique de l'Internationale, nous voyions le danger à droite et cherchions à nous allier avec les gauches pour construire une grande fraction de gauche ; le camarade Tasca s'est étroitement uni aux éléments réformistes et opportunistes les plus discrédités tels que Chignoli.

2° Il ne s'est pas agi d'un désaccord fortuit mais permanent ; à l'époque de l'occupation des usines, l'attitude prise par Tasca devant le Conseil national de la C.G.L. en a offert une dernière illustration (2) ; à l'unanimité (moins Oreste Bertero (3)), l'assemblée de section de Turin qui s'est réunie dès la fin du mouvement de septembre a désavoué cette attitude.

3° Ce désaccord a resurgi, dans des termes semblables, à l'intérieur du Parti communiste et il a été à l'origine de l'attitude de ce qui est aujourd'hui le centre au moment du Congrès de Rome : nous avons choisi alors, et nous sommes encore persuadés aujourd'hui d'avoir eu raison sur ce point particulier, de voter avec la gauche contre la droite ; j'avais défini notre position particulière devant l'assemblée de la section turinoise dans une motion qui a été votée à l'unanimité (motion publiée dans *L'Ordine Nuovo* en février 1922 (4)). Ce désaccord s'est atténué aujourd'hui, mais il n'a pas complètement disparu. C'est pourquoi, dans la discussion en cours à l'intérieur du Parti, nous nous sommes présentés comme un groupe indépendant, et de la gauche, et de la droite. Si nous entendons, en effet, combattre certains points de vue du camarade Bordiga qui, dans la situation actuelle, nous paraissent être devenus effectivement dangereux pour le développement de notre mouvement, nous entendons pourtant demeurer fermement sur notre position des années 1920-1921-1922, en affirmant une fois de plus que ce n'est que sur le terrain de la gauche que peut continuer d'exister

*La crise de la petite bourgeoisie*

123

et de se développer le noyau vital du Parti communiste d'Italie.

Signé

Antonio Gramsci. *Lo Stato Operaio*,

11, 19, 5 mai [en fait : juin] 1924.

## LA CRISE DE LA PETITE BOURGEOISIE.

La crise politique provoquée par l'assassinat de Matteotti continue de se développer (1) et on ne peut pas encore dire quelle en sera l'issue.

Elle présente des aspects divers et multiples. Notons avant tout la lutte qui s'est rallumée autour du gouvernement entre forces opposées du monde ploutocratique et financier pour la conquête de la part des uns, la conservation, de la part des autres, d'une influence prédominante dans le gouvernement de l'État. À l'oligarchie financière dont les aboutissants sont à la Banque commerciale s'opposent les forces qui naguère, avant sa faillite, se rassemblaient autour de la Banque d'escompte, et qui tendent à reconstituer aujourd'hui leur propre organisme financier qui devrait évincer l'influence prédominante de la Banque commerciale (2). Leur mot d'ordre est « constitution d'un gouvernement de reconstruction nationale », avec éjection de lest (il faut entendre les responsables de l'actuelle politique financière). Il s'agit en substance d'un groupe de requins non moins néfastes que les autres qui, derrière le masque de l'indignation pour l'assassinat de Matteotti et au nom de la « justice », se lancent à l'abordage des caisses de l'État. L'occasion est belle et ils cherchent naturellement à ne pas la laisser échapper.

Toutefois, du point de vue de la classe ouvrière, le fait le plus important n'est pas là, il est dans la répercussion extrêmement forte que les événements de ces derniers jours ont eue dans les milieux de la moyenne et petite bourgeoisie : la crise de la petite bourgeoisie s'accroît gravement.

Si l'on tient compte des origines et de la nature sociales du fascisme, on comprendra l'importance énorme de ce fait

qui vient miner les bases de la domination fasciste. Ce déplacement soudain et radical de l'opinion publique qui s'est polarisée autour des partis de ce qu'on nomme « l'opposition constitutionnelle » place ces partis au premier rang de la lutte politique : ils doivent se rendre compte, comme certaines couches de la classe ouvrière, des nécessités et des conditions qu'une telle lutte impose.

Dans le camp ouvrier, la répercussion immédiate de ce déplacement des forces ne s'est pas fait attendre : le prolétariat a aujourd'hui le sentiment de n'être plus isolé dans la lutte contre le fascisme et cette sensation, jointe à l'esprit antifasciste qui continue à l'animer, éveille en lui la conviction que la dictature fasciste pourra être abattue et dans un délai beaucoup plus bref qu'on ne l'a cru dans le passé. Le fait que la révolte morale contre le fascisme de la population tout entière se soit manifestée dans la classe ouvrière par des grèves dans lesquelles il faut voir, toutes partielles qu'elles soient, une forme énergique de la lutte, le fait qu'on ait senti le besoin et qu'on ait jugé possible, à certaines conditions, une grève générale nationale contre le fascisme (1), montrent que la situation évolue avec une rapidité tout à fait imprévue. Quiconque a des doutes à ce sujet n'a qu'à aller parmi les ouvriers et il verra comment on accueille les communiqués mélancoliques par lesquels la Confédération générale du travail appelle au calme et stigmatise comme « éléments irresponsables » et « agents provocateurs » tous ceux qui font de la propagande pour l'action : ces formules-là, nous étions habitués à les lire autrefois dans les communiqués de la police...

L'attitude et la conduite des différents partis regroupés aujourd'hui sur le front de la lutte antifasciste permettent de faire aussitôt une première constatation : l'impuissance de l'opposition constitutionnelle.

Dans le passé, ces partis, en s'opposant au fascisme, visaient évidemment à attirer à eux la petite bourgeoisie et une partie de ces couches de la bourgeoisie qui, du fait qu'elles vivent dans les zones marginales de la ploutocratie dominante, ressentent partiellement les conséquences de sa domination absolue et écrasante dans la vie économique et financière du pays. Ils aspirent à des systèmes moins dictatoriaux de gouvernement. Ces partis, aujourd'hui, peuvent

dire qu'ils ont atteint ce premier objectif, qui constitue pour eux le préalable nécessaire pour mener à fond la lutte contre le fascisme. Mais leur action qui, dans la période actuelle, devrait être décisive, se révèle incertaine, équivoque et insuffisante. Elle reflète en substance l'impuissance de la petite bourgeoisie à affronter seule la lutte contre le fascisme ; cette

impuissance procède d'un ensemble de raisons qui expliquent également l'attitude caractéristique de ces couches balançant éternellement entre le capitalisme et le prolétariat.

Ces partis cultivent l'illusion de résoudre la lutte contre le fascisme sur le terrain parlementaire, en oubliant que la nature fondamentale du gouvernement fasciste est d'être une dictature armée et ce, en dépit de toutes les guirlandes constitutionnelles qu'on cherche à accrocher à la milice nationale. Cette dernière d'ailleurs n'a pas éliminé l'action du *squadristo* (1) ni la pratique de l'illégalité. Dans sa véritable essence, le fascisme est constitué de forces armées agissant directement pour le compte de la ploutocratie capitaliste et des agrariens. Abattre le fascisme signifie, en définitive, écraser définitivement ces forces, et cela ne peut se faire que sur le terrain, par l'action directe. Une solution parlementaire, quelle qu'elle soit, sera toujours impuissante. Quel que soit le caractère du gouvernement qui pourrait être formé à partir d'une telle solution, qu'il s'agisse du replâtrage du gouvernement Mussolini ou de l'avènement d'un gouvernement soi-disant démocratique (ce qui est, par ailleurs, assez difficile), la classe ouvrière ne pourra avoir aucune garantie que ses intérêts et ses droits les plus élémentaires seront protégés - même dans les limites tolérées par un État bourgeois et capitaliste - tant que ces forces n'auront pas été éliminées.

Pour y arriver, il faut combattre ces forces sur le terrain sur lequel il est possible de vaincre sérieusement, autrement dit sur le terrain de l'action directe. Ce serait être naïf que de confier cette tâche à l'État bourgeois, fût-il libéral et démocratique, car il n'hésiterait pas à recourir à l'aide de ces mêmes forces au cas où lui-même ne se sentirait pas assez fort pour défendre le privilège de la bourgeoisie et maintenir en sujétion le prolétariat.

Étant donné, tout cela, une conclusion s'impose : une opposition réelle au fascisme ne peut être guidée que par la classe

ouvrière. Les faits démontrent combien la position que nous soutenions à l'occasion des élections législatives adhérait à la réalité : à l'opposition constitutionnelle nous opposions alors l'« opposition ouvrière » comme seule base réelle et efficace pour abattre le fascisme. Le fait que des forces non ouvrières affluent ensemble sur le front de la lutte antifasciste ne modifie en rien ce que nous affirmions : la classe ouvrière est la seule classe qui puisse et doive être le guide qui dirige cette lutte.

Toutefois, la classe ouvrière doit trouver son unité, unité dans laquelle elle puisera toute la force nécessaire pour affronter la lutte. D'où la proposition du Parti communiste à tous les organismes prolétariens pour une grève générale, contre le fascisme, d'où notre attitude en face des impuissantes pleurnicheries social-démocrates !

Sans

signature, *L'Unità*, 2 juillet 1924.

#### LA CRISE ITALIENNE (1)

La crise radicale du régime capitaliste, qui a débuté avec la guerre en Italie comme dans le monde entier, n'a pas été résolue par le fascisme.

Usant d'une méthode de gouvernement répressive, le fascisme avait rendu très difficiles et même presque totalement interdit les manifestations politiques de la crise capitaliste générale, mais il n'a cependant pas marqué l'arrêt de celle-ci et, moins encore, une reprise et un développement de l'économie nationale. On dit généralement, et nous aussi, communistes, l'affirmons fréquemment, que la situation italienne actuelle est caractérisée par la ruine des classes moyennes : c'est un fait, mais il s'agit d'en comprendre toute la portée. La ruine des classes moyennes est délétère, parce que le système capitaliste, loin de se développer, subit au contraire une limitation ; cette ruine n'est pas un phénomène en soi, susceptible d'être examiné à part et dont les conséquences puissent faire l'objet d'un traitement indépendant des condi

tions générales de l'économie capitaliste, cette ruine est la crise même du régime capitaliste qui ne réussit plus et ne pourra plus réussir à satisfaire les exigences vitales du peuple italien, qui ne réussit plus à assurer à la grande masse des Italiens le vivre et le couvert. Que la crise des

classes moyennes se trouve être aujourd'hui au premier plan n'est qu'un fait politique contingent, ce n'est que l'apparence de cette période que, précisément pour cela, nous appelons « fasciste ». Pourquoi ? Parce que le fascisme est né et s'est développé, sur le terrain de la phase initiale de cette crise ; parce que le fascisme a lutté contre le prolétariat et qu'il est parvenu au pouvoir en exploitant et en organisant l'inconscience et l'esprit moutonnier de la petite bourgeoisie, ivre de haine contre la classe ouvrière qui parvenait, grâce à la force de son organisation, à atténuer, en ce qui la concernait, les contrecoups de la crise capitaliste.

Parce que le fascisme s'épuise et meurt précisément de n'avoir tenu aucune de ses promesses, de n'avoir répondu à aucun espoir, de n'avoir adouci aucune misère. Il a brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat, il a désagrégé les syndicats de classe, il a diminué les salaires et augmenté les horaires, mais cela n'a pas suffi à garantir une vitalité, ne serait-ce que réduite, au système capitaliste ; il fallait donc également abaisser le niveau des classes moyennes, spolier et mettre à sac l'économie petite-bourgeoise et par conséquent étouffer toute liberté, sans s'arrêter aux seules libertés prolétariennes ; aussi la lutte n'a-t-elle pas été dirigée contre les seuls partis ouvriers : mais elle a visé aussi, et même parfois au premier chef, tous les partis politiques non fascistes, toutes les associations qui échappaient au contrôle direct du fascisme officiel.

Pourquoi la crise des classes moyennes a-t-elle eu en Italie des conséquences plus radicales que dans les autres pays, et pourquoi a-t-elle donné naissance au fascisme et l'a-t-elle porté au pouvoir ? C'est parce que, chez nous, étant donné le faible développement de l'industrie et son caractère régional, la petite bourgeoisie est non seulement très nombreuse, mais c'est aussi la seule classe qui soit, « territorialement » parlant, nationale. Après la guerre, la crise capitaliste avait pris aussi la forme aiguë d'une désagrégation de l'État unitaire et avait ainsi favorisé la renaissance d'une idéologie



confusément patriotique : après qu'en 1920 la classe ouvrière eut failli à sa mission, qui était de créer par ses propres moyens un État qui pût également satisfaire les exigences nationales unitaires de la société italienne, il ne restait pas d'autre solution que la solution fasciste.

Le régime fasciste meurt, non seulement parce qu'il n'est pas parvenu à endiguer la crise des classes moyennes qui a débuté, après la guerre, mais aussi parce qu'il a contribué à l'accélérer. L'aspect économique de cette crise se traduit par la ruine des petites et des moyennes entreprises : le nombre des faillites s'est rapidement multiplié au cours des deux dernières années. Le monopole du crédit, le régime fiscal, la législation des loyers, ont écrasé la petite entreprise commerciale et industrielle : il y a eu un véritable transfert des richesses de la petite et de la moyenne bourgeoisie vers la grande bourgeoisie, sans que se développe en même temps l'appareil de production ; le petit producteur n'est même pas devenu un prolétaire ; il n'est qu'un affamé perpétuel, un malheureux sans espoir d'avenir. L'emploi de la violence fasciste pour contraindre les épargnants à investir leurs capitaux dans une direction déterminée n'a guère été fructueuse pour les petits industriels : quand la manœuvre a réussi, elle n'est parvenue qu'à transférer les effets de la crise d'une couche de la population sur une autre et a ainsi contribué à accroître et grossir encore le mécontentement et la défiance des épargnants à l'égard du monopole qui existe dans le domaine de la banque, monopole que vient aggraver la tactique de coups de main à laquelle les grandes entreprises doivent recourir pour s'assurer du crédit dans le marasme général.

Dans les campagnes, le processus de la crise est plus étroitement lié à la politique fiscale de l'État fasciste. Depuis 1920, le budget moyen d'une famille de métayers ou de petits propriétaires a été grevé d'un passif de 7 000 livres environ par suite de l'augmentation des impôts, de l'aggravation des conditions contractuelles, etc. La crise de la petite entreprise se manifeste de façon typique dans l'Italie centrale et septentrionale. Dans le Sud, interviennent de nouveaux facteurs dont le principal est la suppression de l'émigration et l'augmentation consécutive de la poussée démographique ; ceci s'accompagne d'une réduction de la surface cultivée, et, par

#### *La crise italienne* 129

conséquent, d'une diminution des récoltes. La récolte de blé a été, l'an dernier de 68 millions de quintaux pour toute l'Italie, c'est-à-dire que, si à l'échelle nationale elle a été supérieure à la moyenne, elle a été, dans le Midi, inférieure à la moyenne. Cette année, la récolte a été, inférieure à la moyenne dans toute l'Italie, et dans le Midi elle est désastreuse. Les conséquences d'une telle situation ne se sont pas encore manifestées de manière brutale : les conditions économiques arriérées du Midi empêchent en effet les crises de se manifester dans toute leur ampleur comme

cela se produit dans les pays de capitalisme avancé : toutefois le marasme économique a déjà provoqué, en Sardaigne, de graves manifestations de mécontentement populaire.

La crise générale du système capitaliste n'a donc pas été arrêtée par le régime fasciste. Sous le régime fasciste, le niveau de vie du peuple italien a baissé. On a assisté à une réduction de l'appareil productif, juste au moment où les restrictions apportées à l'émigration outre-Atlantique renforçaient la poussée démographique. L'appareil industriel réduit il n'a pu échapper au désastre complet qu'en diminuant le niveau de vie de la classe ouvrière. écrasée par la baisse des salaires. L'allongement de la journée de travail et l'accroissement du coût de la vie : tout ceci a provoqué une émigration des ouvriers qualifiés, ce qui équivaut à un appauvrissement de ces forces de production humaines qui étaient l'une des plus grandes richesses nationales. Les classes moyennes qui avaient mis tous leurs espoirs dans le régime fasciste ont été entraînées par la crise générale, c'est même elles qui sont devenues le symbole de la crise capitaliste dans la période actuelle.

Ce rapide tableau ne vise qu'à rappeler toute la gravité de la situation actuelle qui ne comporte, en elle-même, aucune virtualité de redressement économique. La crise économique italienne ne peut être résolue que par le prolétariat. Ce n'est qu'en s'insérant dans une révolution européenne et mondiale que le peuple italien peut retrouver la capacité de mettre en valeur ses forces de production humaines et donner un nouvel essor à son appareil national de production. Le fascisme n'a fait que retarder la révolution prolétarienne, il ne l'a pas rendue impossible ; il a même contribué à élargir et à appro

fondir les bases de la révolution prolétarienne qui, après l'expérience fasciste, sera véritablement populaire.

La désagrégation sociale et politique du régime fasciste s'est traduite pour la première fois dans la réaction des masses lors des élections du 6 avril. Le fascisme a été mis nettement en minorité dans la région industrielle italienne, c'est-à-dire là où se trouve la force économique et politique qui domine la nation et l'État (1). Les élections du 6 avril, en montrant à quel point la stabilité du régime n'était qu'apparente, ont rendu courage aux masses, elles ont provoqué chez elles quelques mouvements, elles ont marqué le départ de cette vague démocratique qui a culminé dans les jours qui ont immédiatement suivi l'assassinat de Matteotti, vague démocratique qui est encore aujourd'hui au cœur de la situation. Après les élections, les oppositions avaient pris une énorme importance politique : l'agitation qu'elles menaient dans leurs journaux et au Parlement, pour mettre en question ou nier la légitimité du gouvernement fasciste, était assez efficace pour démembrer tous les organismes d'État contrôlés et dominés par le fascisme, elle se répercutait jusqu'au sein du Parti National Fasciste et portait atteinte à l'unité de la majorité parlementaire. D'où la campagne inouïe de menaces contre les oppositions et l'assassinat du député unitaire. La vague d'indignation suscitée par le crime surprit le Parti fasciste qui fut saisi de panique et courut à sa perte : les trois documents rédigés en cet instant d'angoisse par un député, Finzi, par Filippelli et par Cesarino Rossi (2), documents qui furent portés à la connaissance des oppositions, prouvent comment la tête même du Parti avait perdu toute assurance et accumulait erreur sur erreur. De ce moment-là, le régime fasciste a commencé à agoniser, il est encore soutenu par ces forces qu'on appelle « d'appoint », mais il est soutenu comme l'est un pendu par sa corde.

L'assassinat de Matteotti a été la preuve par neuf que le Parti fasciste ne parviendra jamais à être un parti de gouvernement normal, que Mussolini ne possède rien de l'homme d'État et du dictateur, si ce n'est quelques poses pittoresques purement extérieures : Mussolini n'est pas un élément déterminant de la vie nationale ; c'est un phénomène du folklore local, destiné à passer à la postérité, à la suite des différents

*La crise italienne*

131

« masques » provinciaux italiens, plutôt qu'à s'inscrire dans la lignée des Cromwell, des Bolivar, des Garibaldi.

La vague populaire antifasciste provoquée par l'assassinat de Matteotti trouva son expression politique dans la sécession des partis d'opposition qui se retirèrent de l'hémicycle. L'assemblée des oppositions devint effectivement un centre politique national autour duquel s'organisa la majorité du pays : la crise qui avait éclaté sur le plan sentimental et moral prit ainsi un caractère résolument institutionnel ; il se créa un État dans l'État, un gouvernement antifasciste opposé au gouvernement fasciste. Le Parti fasciste fut impuissant à mettre un frein à cette situation ; la crise l'avait frappé de plein fouet, dévastant les rangs de son organisation ; la première tentative de mobilisation de la Milice nationale échoua complètement, 20 % seulement des hommes ayant répondu à l'appel ; à Rome il n'y eut que 800 miliciens à se présenter dans les casernes (1). La mobilisation ne donna de résultats appréciables que dans quelques provinces agricoles comme celles de Grosseto et de Pérouse, ce qui permit de faire descendre à Rome quelques légions résolues à risquer l'affrontement brutal.

Les oppositions restent encore le pivot du mouvement populaire antifasciste, elles sont l'expression politique de la vague de démocratie qui caractérise la phase actuelle de la crise sociale italienne. Au début, l'opinion de la grande majorité du prolétariat s'était aussi tournée vers les oppositions. Il était de notre devoir de communistes d'empêcher cet état de choses de se consolider de façon durable. C'est pourquoi notre groupe parlementaire décida de faire partie du Comité des oppositions, en reconnaissant et en soulignant ainsi ce qui devenait le caractère principal de la crise : l'existence de deux pouvoirs, de deux Parlements (2). Si elles avaient voulu accomplir leur devoir, tel que le leur indiquaient les masses en mouvement, les oppositions auraient dû donner une forme politique définie à l'état de choses qui existait objectivement, mais elles s'y refusèrent. Il aurait fallu lancer un appel au prolétariat, qui est seul en mesure de nourrir un régime démocratique, il aurait fallu élargir le mouvement spontané de grèves qui était en train de se dessiner. Les oppositions eurent peur d'être balayées par une éventuelle insurrection

ouvrière : tout au long de la campagne destinée à entretenir l'agitation dans le pays, elles refusèrent de sortir du terrain purement parlementaire pour tout ce qui était des questions politiques, et du terrain judiciaire pour ce qui était de l'assassinat de Matteotti. Les communistes, qui ne pouvaient accepter ni une défiance de principe contre l'action prolétarienne ni la forme de bloc de partis donnée au Comité des oppositions, furent mis à la porte.

Notre participation au Comité dans un premier temps, et notre sortie de ce même comité en un second temps, ont eu les conséquences suivantes :

1° Elles nous ont permis de surmonter la phase la plus aiguë de la crise sans perdre le contact avec les grandes masses laborieuses ; en restant isolé, notre parti aurait été submergé par la vague démocratique.

2° Nous avons brisé le monopole que les oppositions risquaient d'instaurer dans l'opinion publique : une partie toujours plus grande de la classe laborieuse est en train de se convaincre que le bloc des oppositions représente un semi-fascisme qui veut réformer, en l'édulcorant, la dictature fasciste, sans faire perdre au système capitaliste aucun des bénéfices que la terreur et l'action illégale lui ont assurés au cours de ces dernières années, au détriment du niveau de vie du peuple italien.

Deux mois après, la situation objective n'a pas changé. Il existe encore effectivement deux gouvernements dans le pays qui luttent l'un contre l'autre pour se disputer les forces réelles de l'organisation de l'État bourgeois. L'issue de la lutte dépendra des échos qu'aura la crise générale au sein du Parti National Fasciste, de l'attitude définitive des partis qui constituent le bloc des oppositions, de l'action du prolétariat révolutionnaire guidé par notre parti.

En quoi consiste la crise du fascisme ? On dit que, pour la comprendre, il faut d'abord définir l'essence du fascisme ; mais la vérité est que ce n'est pas dans le fascisme lui-même que se trouve l'essence du fascisme. L'essence du fascisme se trouvait en 1922-1923 dans un système donné de rapports de forces qui existait dans la société italienne : aujourd'hui ce système a profondément changé et « l'essence » est quelque peu éventée. La caractéristique du fascisme consiste en ce

qu'il est parvenu à constituer une organisation de masse de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire qu'une chose pareille se produit. L'originalité du fascisme réside en ce qu'il a trouvé la forme d'organisation adaptée à une classe sociale qui a toujours été incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire : cette forme d'organisation est celle de l'armée en

campagne. La Milice est donc le pivot du Parti National Fasciste ; on ne peut dissoudre la Milice sans dissoudre également le Parti tout entier. Il n'existe pas de Parti fasciste capable de transformer la quantité en qualité, pas de Parti fasciste qui soit un appareil de sélection politique pour une classe ou pour une couche sociale ; il n'existe qu'un agrégat mécanique indifférencié et indifférenciable du point de vue des capacités intellectuelles et politiques, qui ne vit que parce qu'il a acquis dans la guerre civile un esprit de corps extrêmement vigoureux, grossièrement identifié avec l'idéologie nationale. Sorti du terrain de l'organisation militaire, le fascisme n'a rien donné et il ne peut rien donner, et d'ailleurs même sur ce terrain, ce qu'il peut donner est très relatif.

Ainsi fabriqué par les circonstances, le fascisme est incapable de réaliser aucun de ses postulats idéologiques. Le fascisme dit aujourd'hui qu'il veut conquérir l'État, il dit en même temps vouloir devenir un phénomène essentiellement rural. Il est difficile de comprendre comment ces deux affirmations peuvent aller de pair. Pour conquérir l'État, il faut être capable de remplacer la classe dominante dans les fonctions qui ont une importance essentielle pour le gouvernement de la société. En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine, avoir la possibilité de l'emporter sur les capitalistes dans la direction des forces productives du pays. Ceci peut être fait par la classe ouvrière, ce ne peut être fait par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans le domaine de la production et qui, au sein de l'usine, en tant que catégorie industrielle, exerce essentiellement une fonction policière qui n'est pas productive. La petite bourgeoisie ne peut conquérir l'État qu'en s'alliant à la classe ouvrière, qu'en acceptant le programme de la classe ouvrière, c'est-à-dire en acceptant de remplacer le Parlement par le système des Soviets dans l'organisation de l'État et le capitalisme par le

communisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale.

La formule « conquête de l'État » est vide de sens dans la bouche des fascistes, ou alors elle ne peut signifier qu'une chose : inventer un mécanisme électoral qui donne toujours et à tout prix la majorité parlementaire aux fascistes. La vérité est que toute l'idéologie fasciste est une baliverne, tout juste bonne pour occuper les « balilla (1) ». C'est une improvisation d'amateurs qui a pu, autrefois, à la faveur des circonstances, faire illusion sur les militants de base, mais qui est aujourd'hui vouée à crouler sous le ridicule chez les fascistes eux-mêmes. Le seul résidu actif du fascisme, c'est l'esprit de corps militaire, cimenté par la menace d'un déchaînement de la revanche populaire : la crise politique de la petite bourgeoisie, le passage de l'écrasante majorité de cette classe dans les rangs des oppositions, la faillite des mesures générales annoncées par les chefs fascistes peuvent réduire notablement l'efficacité militaire du fascisme, ils ne peuvent pas la réduire à néant.

Le système des forces démocratiques antifascistes tire l'essentiel de sa force de l'existence du Comité parlementaire des oppositions, qui est parvenu à imposer une relative discipline à toute une gamme de partis, allant du Parti maximaliste au Parti populaire. Que les maximalistes et les populaires obéissent à la même discipline et travaillent pour réaliser le même programme d'action, voilà le trait le plus marquant de la situation. C'est ce qui rend lent et difficile le processus de développement des événements et conditionne la tactique de l'ensemble des oppositions, tactique d'expectative, de prudentes manœuvres d'enveloppement, de patient effritement de toutes les positions du gouvernement fasciste. Les maximalistes, par leur appartenance au Comité et leur acceptation de la discipline commune, garantissent la passivité du prolétariat (2), donnent à la bourgeoisie encore hésitante entre fascisme et démocratie l'assurance qu'il n'y aura pas d'action autonome de la classe ouvrière, sinon beaucoup plus tard, une fois que le nouveau gouvernement sera déjà constitué et renforcé, lorsqu'un nouveau gouvernement sera déjà en mesure d'écraser une insurrection des masses déçues, tant par le fascisme que par l'antifascisme démocratique. La pré

sence des populaires met à l'abri d'une solution de compromis fasciste-populaire du genre de celle d'octobre 1922, que le Vatican se ferait probablement fort d'imposer au cas où les maximalistes se détacheraient du bloc des oppositions pour s'allier avec nous.

Le plus grand effort des partis modérés (réformistes et constitutionnels) aidés par les populaires de gauche a été jusqu'à présent tourné vers un seul objectif : maintenir les deux extrêmes dans le même bloc. L'esprit servile des maximalistes leur a permis de jouer le rôle de

dindon de la farce : les maximalistes ont accepté d'avoir dans le bloc des oppositions autant de poids que le Parti des paysans (1) ou que les groupes de « Révolution libérale (2) ».

Le gros des forces des oppositions est fourni par les populaires et les réformistes qui ont une large audience dans les villes et les campagnes. L'influence de ces deux partis est complétée par celle des constitutionnels amendoliens, qui assurent au bloc l'adhésion de larges couches de l'armée, celle des mouvements d'anciens combattants, celle de la cour. La division du travail d'agitation se fait entre les différents partis selon leur tradition et leur vocation sociale. Puisque la tactique du bloc tend à isoler le fascisme, les constitutionnels ont la direction politique du mouvement. Les populaires mènent la campagne morale sur la base du procès et de ses attaches avec le régime fasciste, avec la corruption et la criminalité qui ont fleuri autour du régime. Les réformistes font la synthèse de ces deux attitudes et se font tout petits pour faire oublier leur passé de démagogues, pour faire croire qu'ils se sont rachetés, et qu'ils ne font qu'un avec le député Amendola et avec le sénateur Albertini.

La position cohérente et unitaire des oppositions a enregistré de notables succès : c'est indubitablement un succès que d'avoir provoqué la crise des « forces de soutien », c'est-à-dire d'avoir obligé les libéraux à se démarquer ouvertement par rapport au fascisme et à lui imposer des conditions. Cela a déjà eu et cela aura par la suite encore plus de répercussions au sein du fascisme lui-même et cela a creusé un fossé entre le Parti fasciste et l'organisation centrale des anciens combattants. Mais dans la mesure où le caractère conservateur de l'antifascisme s'est trouvé accentué, le point d'équilibre du bloc oppositionnel a glissé encore plus vers la



droite : les maximalistes ne s'en sont même pas aperçus, les maximalistes sont tout disposés à servir de troupes coloniales, non seulement pour Amendola et pour Albertini, mais même pour Salandra et Cadorna.

Comment se résoudra cette dualité de pouvoirs ? Y aura-t-il un compromis entre le fascisme et les oppositions ? Et si le compromis est impossible, y aura-t-il un affrontement armé ?

Le compromis n'est pas à exclure complètement, il est cependant fort improbable. La crise que le pays traverse n'est pas un malaise superficiel qu'on peut guérir à coups de mesures partielles et de petits expédients : c'est la crise historique de la société capitaliste italienne, dont le système économique ne répond pas aux besoins de la population. Tous les rapports sont exaspérés : dans de très larges masses de la population, on attend bien davantage qu'un petit compromis. Si un tel compromis se réalisait, ce serait le suicide des principaux partis démocratiques ; l'insurrection armée, avec les objectifs les plus extrêmes, serait aussitôt à l'ordre du jour de la nation. Le fascisme, de par la nature même de son organisation, ne tolère pas de collaborateurs qui soient ses égaux en droit, il ne veut que des esclaves enchaînés : il ne peut pas y avoir d'assemblée représentative en régime fasciste ; toute assemblée devient aussitôt un bivouac de corps de garde (1) ou l'antichambre d'un lupanar pour officiers subalternes pris de boisson. Voilà pourquoi la chronique quotidienne n'enregistre qu'une succession d'anecdotes politiques qui révèlent la désagrégation du système fasciste et le lent mais inexorable abandon du système fasciste par toutes les forces annexes.

Y aura-t-il donc un choc armé ? Tant les oppositions que le fascisme éviteront une lutte de grand style. Il se passera le phénomène inverse de celui qui s'est passé en octobre 1922 : à ce moment-là, la marche sur Rome fut la parade spectaculaire d'un processus moléculaire qui a vu passer du côté du fascisme les forces réelles de l'État bourgeois (armée, magistrature, police, presse, Vatican, franc-maçonnerie, Cour, etc.). Au cas où le fascisme voudrait résister, il serait détruit au terme d'une longue guerre civile à laquelle le prolétariat et les paysans ne pourraient manquer de parti

ciper. Les oppositions et le fascisme ne désirent pas qu'une lutte à fond s'engage, et ils l'éviteront

systematiquement. Le fascisme s'efforcera au contraire de conserver une base d'organisation armée

qu'il pourra faire entrer en action dès que s'annoncera une nouvelle vague révolutionnaire, ce qui

est bien loin de déplaire aux Amendola et aux Albertini, et même aux Turati et aux Treves.

La pièce se jouera selon toute probabilité à une date déjà fixée, tout est prêt pour le jour où devrait avoir lieu la rentrée de la Chambre des députés. La mise en scène militaire d'octobre 1922 sera remplacée par une mise en scène démocratique plus bruyante. Au cas où les oppositions ne réintégreraient pas le Parlement et où les fascistes, comme ils le prétendent, convoqueraient la majorité sous la forme d'une Constituante fasciste, il y aurait une réunion des oppositions et un semblant de lutte entre les deux assemblées.

Il est cependant possible que ce soit dans l'enceinte parlementaire elle-même que se trouve la solution, quand les oppositions y retourneront, au cas très probable d'une scission de la majorité qui mettrait nettement en minorité le gouvernement de Mussolini. Dans ce cas, il y aurait formation d'un gouvernement provisoire de généraux, sénateurs et ex-présidents du Conseil, dissolution de la Chambre et proclamation de l'état de siège.

Le procès pour l'assassinat de Matteotti continuera d'alimenter la crise. Lorsque seront rendus publics les trois documents de Finzi, Filippelli et Rossi, il y aura là encore des moments de tension dramatique et les plus hautes personnalités du régime seront balayées par la passion populaire. Toutes les forces réelles de l'État, et spécialement les forces armées, dont on commence déjà à discuter, devront se ranger définitivement d'un côté ou de l'autre, en imposant la solution déjà tracée et concertée.

Quelles doivent être l'attitude politique et la tactique de notre Parti dans la situation actuelle ? Si la situation est « démocratique », c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées au sein du peuple indifférencié. C'est pourquoi, quel que puisse être le développement immédiat de la crise, nous pouvons seulement prévoir une amélioration de la position politique de la classe

ouvrière et non sa lutte victorieuse pour le pouvoir. La tâche essentielle de notre parti réside dans la conquête de la majorité de la classe travailleuse, la phase que nous traversons n'est pas celle de la lutte directe pour le pouvoir, mais une phase préparatoire, de transition vers la lutte pour le pouvoir, en somme, c'est une phase d'agitation, de propagande, d'organisation. Ce qui n'exclut évidemment pas que des luttes sanglantes puissent se produire, et que notre Parti ne doive, bien entendu, s'y préparer dès maintenant et être prêt à les affronter ; au contraire : ces luttes elles-mêmes doivent être replacées dans le cadre de la phase de transition ; il faut y voir des éléments de propagande et d'agitation en vue de la conquête de la majorité. S'il existe dans notre parti des groupes ou des tendances qui, par fanatisme, voudraient forcer la situation, il faudra lutter contre eux au nom du Parti tout entier, au nom des intérêts vitaux et permanents de la révolution prolétarienne italienne. La crise Matteotti nous a apporté, sur ce point, plusieurs enseignements. Elle nous a appris que les masses, après trois ans de terreur et d'oppression, sont devenues très prudentes et ne veulent avancer qu'à pas comptés. Cette prudence s'appelle réformisme, elle s'appelle maximalisme, elle s'appelle « bloc des oppositions ». Elle est certainement destinée à disparaître, et même dans un laps de temps assez court ; mais en attendant, elle existe et ne peut être surmontée que si, jour après jour, en toute occasion, à tout moment, tout en continuant d'avancer, nous ne perdons pas le contact avec l'ensemble de la classe travailleuse. De même, il nous faut lutter contre toute tendance de droite qui chercherait un compromis avec les oppositions, qui tenterait d'entraver les développements révolutionnaires de notre tactique et le travail de préparation de la phase à venir.

La première tâche de notre parti consiste à s'équiper de façon à devenir capable de remplir sa mission historique. Il doit y avoir dans chaque usine, dans chaque village, une cellule communiste qui représente le Parti et l'Internationale ; elle doit savoir travailler politiquement et être capable d'initiative. Pour cela, il faut lutter contre une certaine passivité qui existe encore dans nos rangs, contre la tendance à ne pas élargir les rangs du Parti. Nous devons au contraire

devenir un grand parti, nous devons chercher à attirer dans nos organisations le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans révolutionnaires pour les préparer à la lutte, pour former des organisateurs et des dirigeants de masse, pour élever leur niveau politique. L'État ouvrier et paysan ne peut être construit que si la révolution dispose de beaucoup d'éléments politiquement qualifiés ; la lutte pour la révolution ne peut être victorieuse que si les grandes masses sont encadrées et guidées dans toutes leurs formations locales par des camarades honnêtes et capables. Autrement, on en reviendrait vraiment, comme le proclament les réactionnaires, aux années 1919-1920, c'est-à-dire aux années de l'impuissance prolétarienne, aux

années de la démagogie maximaliste, aux années de la défaite des classes laborieuses. Nous non plus, communistes, nous ne voulons pas revenir aux années 1919-1920.

Un grand travail doit être accompli par le Parti dans le domaine syndical. Sans grandes organisations syndicales on ne sort pas de la démocratie parlementaire. Libre aux réformistes de ne vouloir que de petits syndicats, libre à eux de ne former que des corporations d'ouvriers qualifiés. Nous, communistes, nous voulons le contraire de ce que veulent les réformistes et nous devons lutter pour réorganiser les grandes masses. Certes, il faut poser le problème concrètement et pas seulement de façon formelle. Si les masses ont déserté le syndicat, c'est parce que la Confédération générale du travail, qui est pourtant d'une grande efficacité politique (elle n'est rien d'autre que le Parti unitaire), ne se préoccupe pas des intérêts vitaux des masses (1). Nous ne pouvons envisager de créer un nouvel organisme qui ait pour but de pallier l'impéritie de la Confédération ; nous pouvons cependant, et nous le devons, nous attaquer au problème de développer, grâce aux cellules d'entreprise et de village, une activité effective. Le Parti communiste représente la totalité des intérêts et des aspirations de la classe travailleuse : nous ne sommes pas un simple parti parlementaire. Notre parti mène par conséquent une véritable et authentique action syndicale, il se met à la tête des masses jusque dans les petites luttes quotidiennes pour les salaires, pour la durée de la journée de travail, pour la discipline d'usine, pour les logements, pour le pain. Nos cellules doivent pousser les Comités d'entreprise à incorporer

toutes les activités prolétariennes dans leur fonctionnement. Il faut par conséquent susciter dans les usines un vaste mouvement susceptible de déboucher sur une organisation de comités prolétariens de ville élus directement par les masses : dans la crise sociale qui s'annonce, ces comités pourraient prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur. Si elle s'accompagne du retour dans l'organisation de tous les éléments d'avant-garde pour y combattre les actuels dirigeants réformistes et maximalistes, cette action effective dans l'usine et dans le village revalorisera le syndicat en lui rendant un contenu et une efficacité. Quiconque se tient aujourd'hui à l'écart des syndicats n'est pas un militant révolutionnaire mais un allié des réformistes : il pourra bien faire de la phraséologie anarchisante, il ne fera pas bouger d'un millimètre les conditions inexorables dans lesquelles se déroule la lutte réelle.

La façon dont notre parti dans son ensemble, c'est-à-dire toute la masse des inscrits, réussira à accomplir sa tâche essentielle de conquête de la majorité des travailleurs et de transformation moléculaire des bases de l'État démocratique donnera la mesure de nos progrès sur le chemin de la révolution, et permettra le passage à une phase ultérieure de développement. Le Parti tout entier, dans tous ses organismes, mais spécialement par sa presse, doit travailler unitairement pour obtenir de chacun un maximum de rendement. Aujourd'hui nous sommes en ligne pour la lutte générale contre le régime fasciste. Répondons aux campagnes stupides des journaux des oppositions en donnant la preuve de notre ferme volonté d'abattre non seulement le fascisme de Mussolini et Farinacci (1), mais aussi le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati. Pour y arriver, il faut réorganiser les grandes masses et devenir un grand parti, le seul parti dans lequel la population travailleuse voit l'expression de sa volonté politique et le défenseur tant de ses intérêts immédiats que de ses intérêts permanents à l'échelle de l'histoire.

Signé Antonio Gramsci,

*L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

1er septembre 1924.

*Le destin de Matteotti*

141

#### LE DESTIN DE MATTEOTTI (1)

En commémorant, devant une assemblée de communistes, le Congrès de l'Internationale, un militant du nationalisme allemand fusillé dans la Ruhr par les nationalistes français, le camarade Radek a employé une formule incisive qui nous revient à l'esprit chaque fois que nous pensons

au destin de Giacomo Matteotti. « Le pèlerin du néant » : c'est ainsi que Radek a désigné le combattant malheureux, mais tenace jusqu'au sacrifice de soi, défenseur d'une idée qui ne peut conduire ses fidèles et ses militants à autre chose qu'un inutile cercle vicieux de luttes, d'agitations, de sacrifices sans résultat et sans issue (2). Un « pèlerin du néant », c'est ainsi que nous apparaît Giacomo Matteotti lorsque nous confrontons sa vie et sa fin à toutes les circonstances qui leur confèrent une valeur, non plus « personnelle », mais d'exemple universel et de symbole.

Il existe une crise de la société italienne, une crise qui trouve précisément son origine dans les éléments constitutifs de cette société et dans leurs irréductibles contradictions ; une crise que la guerre a précipitée, approfondie, rendue insurmontable. D'une part il y a un État qui ne tient plus debout parce que l'adhésion des grandes masses lui fait défaut, ainsi qu'une classe dirigeante capable de lui procurer cette adhésion ; d'autre part, il y a une masse de millions de travailleurs qui ont commencé lentement à s'éveiller à la vie politique, qui demandent à y prendre une part active, qui veulent devenir le fondement d'un « État » nouveau qui incarne leur volonté. D'une part, il y a un système économique qui a été construit pour satisfaire exclusivement les intérêts particuliers de quelques étroites catégories privilégiées et qui ne parvient plus à satisfaire les besoins élémentaires de l'énorme majorité de la population. D'autre part, il y a des centaines de milliers de travailleurs qui ne peuvent plus vivre si ce système n'est pas radicalement transformé. Depuis quarante ans, la société italienne s'efforce

en vain de trouver le moyen de sortir de ces dilemmes.

Mais il n'y a qu'un seul moyen d'en sortir. C'est que les centaines de milliers de travailleurs, c'est que la grande majorité de la population laborieuse italienne en arrivent à surmonter la contradiction en brisant les cadres de l'ordre politique et économique actuel et en le remplaçant par un nouvel ordre de choses, dans lequel les intérêts et la volonté de ceux qui travaillent et produisent pourront trouver pleine satisfaction et complète expression. L'éveil des ouvriers et des paysans d'Italie qui a commencé sous la direction de vaillants pionniers, voici quelques dizaines d'années, laissait espérer qu'on allait s'engager sur cette voie et la suivre jusqu'au bout sans hésitation ni incohérence.

Giacomo Matteotti fut lui aussi, sinon par son âge, du moins par l'école politique dont il fit partie, un de ces pionniers. Il fut un de ceux à qui le prolétariat italien demandait de le guider pour tirer de son sein sa propre organisation économique, son propre État, son propre destin ; il fut de ceux dont dépendit la solution, la seule solution possible, de la crise italienne. Il est peut-être superflu de rappeler aujourd'hui comment, dans la pratique, la direction n'a pas été à la hauteur et comment les forces du mouvement se sont taries, en laissant la voie ouverte au triomphe éhonté de ses plus féroces ennemis, oui, il est peut-être superflu de le rappeler, si ce n'est pour mettre en lumière la contradiction interne, irrémédiable, qui pourrissait à la racine la conception politique et historique de ces premiers chefs du renouveau des ouvriers et des paysans d'Italie, et qui condamnait leur action à un insuccès tragique, effrayant. Éveiller à la vie civique, aux revendications économiques et à la lutte politique des dizaines et des centaines de milliers de paysans est une entreprise vaine si elle n'aboutit pas, après avoir éveillé ces forces, à indiquer aux masses laborieuses les moyens et les voies qui leur permettront de s'affirmer pleinement et concrètement. Les pionniers du mouvement qui a marqué l'éveil des travailleurs italiens n'ont pas su parvenir à cette conclusion-là. Au moment même où elle ébranlait les piliers d'un système économique, leur action ne prévoyait pas la création d'un système différent dans lequel les barrières du premier auraient été pour toujours dépassées et abattues. Cette action engageait une série de conquêtes et elle ne pen

*Le destin de Matteotti*

143

sait pas à leur défense. Elle donnait à une classe conscience de soi et de ses propres destinées, et ne lui donnait pas l'organisation de combat sans laquelle ces destinées ne pourraient jamais se réaliser. Elle posait les prémisses d'une révolution et elle ne créait pas de mouvement révolutionnaire. Elle ébranlait les bases de l'État et croyait pouvoir éluder le problème de la création d'un État nouveau. Elle déchaînait la rébellion et ne savait pas la conduire à la victoire. Elle partait d'un désir généreux de rédemption totale et s'épuisait misérablement dans le néant d'une action sans issue, d'une politique sans perspectives, d'une révolte qui, une fois passé le

premier instant de stupeur et d'égarément des adversaires, était condamnée à être étouffée dans le sang et dans la terreur d'une répression réactionnaire.

Le sacrifice héroïque de Giacomo Matteotti est pour nous l'ultime expression, la plus évidente, la plus tragique et la plus haute, de cette contradiction interne dont tout le mouvement ouvrier italien a souffert pendant des années et des années. Mais si l'impétuosité de cet éveil et les efforts tenaces du passé ont pu être vains, si l'on a pu voir avec terreur s'écrouler en trois ans l'édifice si péniblement construit pierre après pierre, ce sacrifice suprême qui résume tout l'enseignement d'un passé de douleurs et d'erreurs ne doit pas, ne peut pas rester vain.

Hier, au moment où l'on mettait en terre le corps de Giacomo Matteotti, au moment où, de tous les coins d'Italie, tous les travailleurs des usines et des champs se tournaient en esprit vers la triste cérémonie, au moment où les paysans et les ouvriers du Polesine et du Ferrarais, réduits en esclavage, mais qui ne désespèrent pas encore de leur rédemption, se déplaçaient en masse pour y être présents (1), hier donc, en mémoire de Matteotti, un groupe d'ouvriers réformistes demandait la carte du Parti communiste italien. Et nous avons senti qu'il y a dans ce geste quelque chose qui brise le cercle vicieux des efforts vains et des sacrifices inutiles, qui surmonte pour toujours les contradictions, qui indique au prolétariat italien quel enseignement on doit tirer de la fin du pionnier tombé sur ses propres traces, alors que toute perspective lui était désormais fermée.

Les semences jetées par qui a travaillé pour l'éveil de la classe travailleuse italienne ne sauraient être perdues.



Une fois qu'une classe s'est réveillée de l'esclavage, elle ne peut renoncer à combattre pour son salut. La crise de la société italienne, que ce réveil a poussée jusqu'à l'exaspération, ne peut être surmontée par la terreur ; elle ne pourra s'achever que par l'accession au pouvoir des paysans et des ouvriers, par la fin du pouvoir des castes privilégiées, par l'établissement d'une économie nouvelle, par la fondation d'un nouvel État. Mais pour cela, il faut créer une organisation de combat, à laquelle adhèrent avec enthousiasme et conviction les meilleurs éléments de la classe laborieuse, une organisation autour de laquelle les grandes masses puissent se rassembler avec confiance et certitude. Il faut une organisation qui incarne et exprime une claire volonté de lutte, la volonté de mettre en œuvre tous les moyens qu'exige la lutte et sans lesquels aucune victoire définitive ne nous sera jamais donnée. Une organisation qui ne soit pas seulement révolutionnaire dans les mots et dans ses aspirations génériques, mais qui le soit dans sa structure, dans ses méthodes de travail, dans ses buts immédiats et lointains. Une organisation où la décision de réveiller et de libérer la masse devienne quelque chose de concret et de précis, se transforme en capacité à réaliser un travail politique ordonné, méthodique et sûr, capacité de réaliser non seulement des conquêtes immédiates et partielles, mais aussi de défendre toutes les conquêtes déjà réalisées et de passer à des conquêtes toujours plus élevées, à celle, surtout, qui garantira toutes les autres : la conquête du pouvoir, la destruction de l'État des bourgeois et des parasites, son remplacement par un État de paysans et d'ouvriers.

Les ouvriers réformistes qui, en souvenir de leur chef abattu, ont demandé à entrer dans notre Parti, ont compris ces choses-là. Par leur geste, ils disent à leurs camarades que le sacrifice de Matteotti s'honore en travaillant à la création du seul instrument qui accomplira et réalisera l'idée dont il était animé, l'idée de la rédemption totale des travailleurs : le parti de classe des ouvriers, le parti de la révolution prolétarienne.

Il n'y a qu'une seule façon de célébrer dignement et profondément le sacrifice de Matteotti : c'est celle des militants qui se rassemblent dans les rangs du Parti et de l'Internationale communiste pour se préparer à toutes les luttes de

demain. C'est grâce à eux, et à eux seulement, que la classe ouvrière cessera d'être le « pèlerin du néant », cessera de passer de désillusion en désillusion, de défaite en défaite, de sacrifice en sacrifice, en essayant en vain de résoudre le problème contradictoire de créer un monde nouveau sans briser en éclats ce vieux monde qui nous opprime. Ce n'est que grâce à eux que la classe ouvrière deviendra libre et maîtresse de ses propres destinées.

Sans signature, *Lo Stato Operaio*, II, 28,

28 août 1924.

### DÉMOCRATIE ET FASCISME (1)

En quel sens doit-on affirmer que fascisme et démocratie sont deux aspects d'une même réalité, deux formes différentes d'une même action - l'action que mène la classe bourgeoise pour arrêter la classe prolétarienne dans sa marche ? L'énoncé de cette vérité est contenu dans les thèses de l'Internationale communiste, mais seule l'histoire italienne de ces dernières années en offre une démonstration sans équivoque. Il y a eu ces dernières années, en Italie, une parfaite division du travail entre le fascisme et la démocratie.

Il apparut évident après la guerre qu'il était impossible pour la bourgeoisie italienne de continuer à s'appuyer sur un régime démocratique. Pourtant, avant la guerre, la démocratie italienne était déjà un régime assez singulier. C'était un régime qui ignorait la liberté économique, qui ne connaissait pas les libertés politiques fondamentales, qui s'efforçait d'empêcher par la corruption et par la violence tout libre développement de forces neuves, que celles-ci se soient insérées préalablement ou non dans le cadre de l'État, et qui restreignait la classe dirigeante à une minorité incapable de se maintenir sans l'aide agissante du policier et du carabinier. Dans le régime démocratique italien d'avant la guerre, chaque année, quelques dizaines d'ouvriers tombaient dans les rues et, à certains endroits, on mettait une

muselière aux vendangeurs, de crainte qu'ils ne touchent à la récolte. Pour les paysans et pour les ouvriers, la démocratie se réduisait au seul fait qu'ils avaient, à la base, la possibilité de créer un réseau d'organisations et de les développer, de façon capillaire, jusqu'à englober la majorité des éléments décisifs des classes laborieuses. Mais ce très simple fait comportait implicitement, pour le régime démocratique, une condamnation à mort. La crise de l'après-guerre la rendit explicite.

L'existence et le développement d'une organisation de classe des travailleurs créent un état de fait auquel on ne peut remédier ni par la violence d'État que tout régime démocratique s'autorise ni par le recours systématique à la corruption politique des dirigeants. On le vit en Italie après les premières élections au suffrage universel et à la proportionnelle, Après ces élections, la bourgeoisie se sentit impuissante à résoudre le problème de ne pas laisser échapper son pouvoir. Même en dehors de la volonté des chefs et quoiqu'il n'y eût pas de direction consciente, le mouvement ouvrier ne put s'empêcher de prendre une orientation et des développements décisifs. Les poignées de main à Filippo Turati, les clin d'œil à D'Aragona et les faveurs qu'on accordait en sous-main aux mandarins de la coopération ne suffirent plus à contenir un mouvement qu'inspirait la poussée de millions d'hommes qu'encadrait, même de manière illogique et primitive, une organisation ; de millions d'hommes mus par l'aiguillon de besoins élémentaires qui avaient grandi et restaient insatisfaits. C'est alors que les démocrates qui auraient voulu rester cohérents se posèrent le problème de « faire adhérer les masses à l'État ». Problème insoluble, tant qu'il n'existe pas un État dont les masses soient la chair et le sang, un État né des masses par un processus de création organique, et qui soit lié à elles. C'est à ce moment-là, en réalité, que la démocratie comprit qu'elle devait se retirer et laisser le champ libre à une force différente. L'heure du fascisme avait sonné.

Quel service le fascisme a-t-il rendu à la classe bourgeoise et à la « démocratie » ? Il s'est proposé de détruire jusqu'à ce minimum auquel se réduisait, chez nous, le régime démocratique : la possibilité concrète de créer à la base un lien organisationnel entre les travailleurs et d'étendre graduel

lement ce lien jusqu'à embrasser les grandes masses en mouvement. Il s'est proposé d'anéantir les résultats déjà acquis dans ce domaine. Ces deux objectifs, le fascisme les a atteints, et par une action parfaitement conforme à ces objectifs. Le fascisme n'a jamais manœuvré, comme aurait pu le faire l'État réactionnaire en 1919 et en 1920, contre un grand mouvement de rue. Il a même attendu pour se mettre en mouvement que l'organisation ouvrière soit entrée dans une phase de passivité, et il s'est déchaîné contre elle, en la frappant en tant que telle, non pour ce qu'elle

« faisait » mais pour ce qu'elle « était », c'est-à-dire en tant que source de liens susceptibles de donner une forme et une physionomie aux masses. Même si pour eux ils ne sont pas apparents, c'est de l'existence de ces liens que procèdent, pour la plupart, la force et la capacité combative des travailleurs. Il s'agit de la possibilité de se réunir, de discuter, de conférer aux réunions et aux discussions un caractère régulier, de les mettre à profit pour se choisir des chefs, de jeter les fondations d'une formation organique élémentaire, d'une ligue, d'une coopérative, d'une section de parti. Il s'agit de la possibilité d'assurer à ces formations organiques un fonctionnement ininterrompu, d'en faire la trame d'un mouvement organisé. Le fascisme a opéré de manière systématique pour détruire ces possibilités. C'est pourquoi son action s'est montrée particulièrement efficace à la périphérie, à la base de l'édifice organisationnel de la classe travailleuse, dans les provinces, dans les centres ruraux, dans les laboratoires et dans les usines. Le licenciement des ouvriers subversifs, le bannissement et l'assassinat des « chefs » ouvriers et paysans, l'interdiction des réunions, l'interdiction de rester hors de chez soi après les heures de travail, l'entrave mise ainsi à toute activité « sociale » des travailleurs, et puis la destruction des Bourses du travail et de tous les autres centres d'unité organique de la classe ouvrière et paysanne, et la terreur répandue dans la masse - tout cela a eu plus d'effet qu'une lutte politique qui aurait privé la classe ouvrière des « droits » que la Constitution garantit sur le papier. Après trois ans de ce genre d'action, la classe ouvrière a perdu toute forme et toute faculté d'organisation, elle est réduite à une masse sans liens, pulvérisée, dispersée. Sans modification fondamentale de la Constitution, mais parce qu'on a

retiré toute efficacité à la force des ouvriers et des paysans, les conditions politiques du pays ont changé de la manière la plus profonde.

Lorsque la classe ouvrière en est réduite à ces conditions, la situation politique est « démocratique (1) ». Dans ces conditions, en effet, les groupes bourgeois soi-disant libéraux peuvent, sans redouter de répercussions fatales pour la solidité de l'État et de la société :

1° dégager leurs responsabilités du fascisme qu'ils ont armé, favorisé et poussé à lutter contre les ouvriers ;

2° restaurer « l'autorité de la loi », c'est-à-dire une situation où rien ne s'oppose à l'existence d'une organisation des travailleurs.

La première chose, ils peuvent la faire parce que les ouvriers, dispersés et désorganisés, ne sont pas en mesure d'insérer assez profondément leur force dans la contradiction bourgeoise pour la transformer en une crise générale de la société, prélude à la révolution. La seconde chose est possible parce qu'en détruisant les résultats de trente ans de travail d'organisation, le fascisme en a créé les conditions. Les bourgeois n'accordent la liberté de s'organiser aux travailleurs que lorsqu'ils ont la certitude que les travailleurs sont réduits au point de ne pouvoir s'en servir autrement que pour reprendre un travail élémentaire d'organisation, travail dont ils espèrent qu'il n'ait pas, sinon à long terme, de conséquences politiques.

Au fond, la « démocratie » a organisé le fascisme lorsqu'elle a senti que, même dans des conditions de simple liberté formelle, elle ne pouvait pas résister davantage à la pression de la classe travailleuse. En désagrégeant la classe ouvrière, le fascisme a rendu à la « démocratie » la possibilité d'exister.

Dans le projet des bourgeois, la division du travail devrait se réaliser de façon parfaite, l'alternance du fascisme et de la démocratie devrait réussir à exclure définitivement toute possibilité de reprise ouvrière. Mais il n'y a pas que les bourgeois qui le pensent. C'est du même point de vue que se placent les réformistes, les maximalistes, tous ceux qui soutiennent que pour les travailleurs d'Italie, les conditions sont analogues à celles d'il y a trente ans, de 1890 sinon

*avant, de la période où le mouvement ouvrier de chez nous a fait ses premiers pas, tous ceux qui considèrent donc l'opposition entre la bourgeoisie « démocratique » et le fascisme tout comme on considérait alors les contradictions entre les bourgeois radicaux et les conservateurs, tous ceux qui parlent de « libertés constitutionnelles » ou de « liberté du travail » de la façon dont on pouvait en parler aux débuts du mouvement ouvrier. Se placer de ce point de vue signifie souder inexorablement autour de la classe travailleuse le cercle vicieux dans lequel la bourgeoisie veut l'enfermer. À en croire les réformistes, les ouvriers et les paysans d'Italie ne peuvent espérer aujourd'hui qu'une seule chose, et c'est que la bourgeoisie elle-même leur rende la liberté de reconstruire leur organisation et de la faire revivre ; la liberté de reconstituer les syndicats, les ligues, les sections du Parti, les Bourses du travail et ensuite les fédérations, les coopératives, les bureaux de placement, les services de contrôle de la main-d'œuvre, les conseils destinés à limiter la liberté du patron dans l'usine, allons ! allons ! - jusqu'à ce que la poussée des masses réveillées par les organisations, et par les organisations elles-mêmes pour dépasser les limites de la société bourgeoise, soit si forte que la « démocratie » ne puisse ni lui résister ni la supporter et arme une fois de plus, pour couper court à la menace, une armée de chemises noires.*

*Comment briser le cercle vicieux ? Résoudre ce problème veut dire résoudre pratiquement le problème de la révolution. Il n'y a qu'une voie : parvenir à réorganiser les grandes ères pendant le développement même de la masses ouvrières crise politique bourgeoise, et pas avec la permission des bourgeois, mais par l'initiative d'une minorité révolutionnaire et autour d'elle. Du jour où le régime fasciste est entré en crise, le Parti communiste ne s'est pas proposé d'autre but. Est-ce une tâche « organisationnelle » au sens strict du terme ou s'agit-il d'une tâche « politique (1) » ? Ce que l'on vient de dire suffit à démontrer que ce n'est que lorsque le Parti communiste parviendra à s'en acquitter qu'il parviendra à modifier les termes de la situation réelle. « Réorganiser » la classe ouvrière, dans ce cas, cela signifie pratiquement « créer » et faire intervenir sur la scène politique une force nouvelle, une force dont on ne tient pas compte mainte*

nant, comme si elle n'existait plus. Organisation et politique se changent donc l'une en l'autre (1).

Le travail du Parti communiste est facilité par deux conditions fondamentales :

1° par le fait que la désagrégation de la classe travailleuse opérée par le fascisme a laissé subsister le Parti communiste lui-même comme fraction organisée de la classe, comme organisation d'une minorité révolutionnaire et des cadres d'un grand Parti de masse. Le mérite de la ligne suivie par les communistes pendant les premières années du Parti apparaît pleinement ici, comme apparaît pleinement ici la valeur de l'activité de simple organisation technique menée pendant l'année qui a suivi le coup d'État ;

2° par le fait que l'alternance du fascisme à la démocratie et de la démocratie au fascisme n'est pas un processus abstrait des autres faits économiques et politiques, mais va de pair avec l'extension et l'approfondissement de la crise générale de l'économie capitaliste et des rapports de forces édiflés sur celle-ci. Il existe donc un puissant stimulus objectif qui pousse les masses à rentrer en lice pour la lutte de classes.

Ces deux conditions n'existent pas pour les autres partis soi-disant ouvriers. Tous sont en effet d'accord non seulement pour nier l'importance de l'organisation consciente de parti, mais aussi pour accepter la thèse bourgeoise de la stabilisation progressive de l'économie capitaliste après la crise de la guerre.

Mais si la fonction politique du Parti communiste se révèle et s'exprime avec le plus de clarté et avec une efficacité supérieure, c'est que lui seul est capable de lancer le mot d'ordre de la création d'une organisation qui, dépassant à la fois les limites de la stricte organisation de parti et de l'organisation syndicale, réalise l'unité de la classe ouvrière sur un terrain plus large, celui où la classe ouvrière, rassemblée de façon autonome, reprend le combat, et contre les bourgeois fascistes et contre les bourgeois démocrates et libéraux. Cette organisation est constituée par les « comités ouvriers et paysans » pour la lutte contre le fascisme (2).

Pour trouver dans l'histoire italienne quelque chose d'analogue aux « comités ouvriers et paysans », il faut remonter aux conseils d'usine de 1919-1920 et au mouvement

auquel ils ont donné naissance. Le conseil d'usine posait et résolvait en même temps le problème de

l'unité de la classe et celui de son action révolutionnaire pour abattre le régime bourgeois. Le conseil d'usine réalisait l'unité organisationnelle de tous les ouvriers tout en conférant à la lutte de

classes une telle acuité que l'affrontement suprême devenait inévitable. Le conseil d'usine constituait

la négation totale non seulement de la fable de la collaboration et de l'utopie de la paix sociale, mais

aussi de la stupide légende de l'organisation qui se développe avec l'autorisation des bourgeois au

sein de la société capitaliste pour en dépasser les limites et la vider graduellement de son contenu.

L'unité ouvrière se réalisait sur le terrain révolutionnaire, en brisant à la base l'organisation économique et politique de la société capitaliste.

Dans quelle mesure le rôle révolutionnaire joue un jour par les conseils d'usine peut-il être tenu aujourd'hui par les comités ouvriers et paysans ? Pendant la première période de son existence, *L'Ordine Nuovo* s'est particulièrement consacré à développer les thèses relatives au mouvement des conseils et à pousser à la création spontanée et au développement de ces organismes ; aujourd'hui, il met cet autre problème au centre de son action de propagande et d'agitation, ce problème auquel se consacre aujourd'hui le Parti communiste. La continuité de l'un à l'autre, quels que soient les points de rencontre et de divergence entre les conseils et les comités, réside dans l'effort pour amener le mouvement de reprise des grandes masses à s'exprimer dans une forme organique et à y trouver les germes du nouvel ordre de choses que nous voulons créer. C'est seulement dans la mesure où cet effort aboutira que prendront fin l'alternative odieuse et l'abjecte division du travail entre le fascisme et la démocratie.

*L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

Sans signature,

1er novembre 1924.



## LA CHUTE DU FASCISME

En premier lieu, un problème politique concret se pose, à savoir comment renverser le ministère présidé par Benito Mussolini. Les diverses branches de l'opposition bourgeoise qui ont posé ce problème de la manière la plus étroite possible, pensant ainsi pouvoir s'acquitter plus facilement de leur tâche, sont en train, depuis le mois de juin, de s'agiter dans une impasse. En effet, croire pouvoir réduire la crise du ministère Mussolini à une crise ministérielle quelconque est une illusion absurde. Tout d'abord, il y a la milice qui n'obéit qu'à Mussolini et le met absolument hors d'atteinte d'une manœuvre politique normale (1). On a lutté pendant plusieurs mois pour surmonter l'obstacle de la milice, mais sur un terrain qui n'était pas le bon. On a travaillé l'armée, on a découvert le roi. Mais au bout du compte, on s'est retrouvé au point de départ. Mussolini ne s'en va pas. Et même s'il est vrai qu'on aurait tât fait de régler son compte à la milice dès que la question de l'élimination de Mussolini du gouvernement se poserait d'une manière concrète, un autre problème se pose, qui est non seulement plus grave, mais encore plus décisif : qui fera le procès Matteotti ? Un gouvernement Mussolini ne peut pas laisser faire le procès Matteotti (2). Les raisons sont connues. Mais Mussolini ne peut même pas s'en aller et il ne s'en ira pas tant qu'il ne sera pas sûr que le procès ne sera pas ouvert, ni par lui ni par personne. Et là encore, les raisons, tout le monde les connaît. Ne pas faire le procès (et ne pas faire le procès veut dire libérer tôt ou tard, et sans doute de préférence tôt, les individus actuellement arrêtés), cela veut dire toutefois aller au-devant d'une insurrection de l'opinion publique, cela veut dire mettre le gouvernement à la merci de n'importe quel maître chanteur capable d'exhiber des documents à usage interne et se maintenir sur le fil d'une épée. Ne pas faire le procès, cela veut dire laisser une plaie ouverte en permanence, avec la possibilité d'une « opposition morale » bien

*La chute du fascisme* 153

plus importante et bien plus efficace, en certaines occasions précises, que n'importe quelle opposition politique. Or, que la bourgeoisie envisagée dans « toutes » ses fractions soit disposée à

ne plus parler ni du crime ni du procès, si tel est le prix de la consolidation de son régime, c'est un

fait indubitable. On dit même que ce thème aurait été déjà abordé dans des réunions de l'opposition.

Mais il n'est pas moins vrai que la campagne sur le procès et pour le procès ne peut être laissée à

l'initiative des groupes antibourgeois et, par exemple, d'un parti prolétarien. Étouffer l'affaire ne

signifierait pas en effet obtenir que 39 millions d'Italiens l'effacent de leur souvenir. Rien de nouveau, donc, à attendre des voies normales. Le jour où l'opinion publique s'est soulevée unanimement devant l'assassinat de Matteotti et où cette insurrection a contraint Mussolini à accomplir certains actes qui devaient avoir et qui auront des conséquences incalculables, la politique

du fascisme et de la bourgeoisie réactionnaire a buté sur un obstacle impossible à surmonter.

Pour

quelque chose de semblable et de beaucoup moins grave, à l'époque de l'affaire Dreyfus, la société

et l'État français se sont trouvés au bord de la révolution. Il est vrai qu'à ce qu'on dit, il y avait en jeu

quelque chose de plus profond qu'un problème moral. Ce qui était en jeu, c'était un problème de

rotation de classes et de catégories sociales au gouvernement. Mais en Italie aussi, avec les circonstances aggravantes qui s'imposent, il en va de même.

Venons-en maintenant au second aspect du problème, au problème fondamental, non pas celui du ministère Mussolini, ou de la milice, ou du procès ou d'autres choses semblables, mais celui du régime dont la bourgeoisie a dû se servir pour briser les forces du mouvement prolétarien. C'est ce second aspect qui est, pour nous et pour tous, essentiel, mais il est lié au premier d'une manière indissociable. Bien mieux, tous les dilemmes, toutes les incertitudes et les difficultés qui interdisent d'envisager une solution de caractère limité comme celle qu'ont en tête les partis d'opposition et tous les bourgeois, sont un symptôme de conflits fondamentaux très profonds. À la base de tout, il y a le problème même du fascisme, mouvement qui dans l'idée de la bourgeoisie ne devait être entre ses mains qu'un « instrument » de réaction et qui, au contraire, une fois évoqué et déchaîné est pire que le diable,

et ne se laisse plus dominer, mais avance pour son propre compte, Le meurtre de Matteotti, du point de vue de la défense du régime, fut une erreur particulièrement grave. L'« affaire » du procès, que personne ne parvient à liquider proprement, est une plaie dans le flanc du régime telle qu'aucun mouvement révolutionnaire, en juin 1924, n'était capable de lui en infliger. Elle n'est d'ailleurs rien d'autre que l'expression et la conséquence directe de la tendance du fascisme à ne plus se comporter en simple « instrument » de la bourgeoisie, mais à multiplier les exactions, les violences et les crimes, selon une raison profonde qui lui est propre et qui finit par ne plus tenir compte des intérêts de la conservation du régime actuel.

Et c'est ce dernier point qu'il nous faut examiner et apprécier avec le plus d'attention si nous voulons trouver un fil directeur pour résoudre le problème dont nous discutons ici. La tendance du fascisme que nous avons cherché à caractériser brise de telle façon l'alternance normale de périodes de réaction et de périodes de « démocratie » qu'à première vue elle peut sembler favorable à la conservation d'une ligne réactionnaire et à une défense plus rigide du régime capitaliste ; en réalité, elle peut aboutir à l'effet contraire. Il y a en effet des éléments qui influent sur la situation d'une manière absolument opposée à tout plan de conservation du régime bourgeois et de l'ordre capitaliste. Il y a la crise économique, il y a le malaise des grandes masses, il y a l'exaspération provoquée par la contrainte fasciste et policière. Il y a une situation dans laquelle, tandis que les centres politiques de la bourgeoisie ne réussissent plus à mener à bien leurs manœuvres de sauvetage, l'intervention dans la lutte des forces de la classe ouvrière devient toujours plus vraisemblable et où l'alternative fascisme-démocratie tend à se transformer en : fascisme-in-surrection prolétarienne.

La chose peut même être traduite en termes très concrets. En juin, tout de suite après le meurtre de Matteotti, le coup subi par le régime fut si rude que l'intervention immédiate d'une force révolutionnaire aurait mis son existence en danger. Cette intervention ne put se faire, soit que les masses aient été, dans leur majorité, incapables de bouger, soit qu'elles aient été orientées, sous l'influence des démocrates et des sociaux-démocrates, vers des solutions intermé-

*Comment il ne faut pas écrire... 155*

diaires. Six mois d'incertitude et de crise sans issue ont accéléré inexorablement le processus de rupture des masses avec les groupes bourgeois, leur adhésion au Parti et aux thèses révolutionnaires. La faillite totale de la position des oppositions, qui apparaît chaque jour plus certaine, donnera à ce processus une poussée définitive. Alors, même devant les masses, le

problème de la chute du fascisme se présentera dans ses véritables termes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

15 novembre 1924.

COMMENT IL NE FAUT PAS ÉCRIRE  
L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION  
BOLCHEVIQUE

À PROPOS DU *1917* DE LÉON TROTSKI (1)

Le Ve Congrès de l'Internationale communiste et le XIIIe Congrès du Parti communiste russe ont unanimement condamné, comme opportuniste et petite-bourgeoise, la politique de l'opposition russe dirigée par le camarade Trotski.

Cependant, le camarade Trotski continue son action sous une nouvelle forme. Son livre sur Lénine en a représenté la première tentative (2) . De nombreux camarades se sont laissé séduire par la valeur littéraire de ce livre, mais les organes du Parti communiste russe et du Parti communiste allemand se sont chargés aussitôt de soumettre à une critique scientifique sévère la tendance de cet ouvrage. Nous en sommes maintenant à la seconde attaque de Trotski.

Dans le troisième volume de ses œuvres (*1917*) qui vient de paraître, il y a une préface d'environ 60 pages. De même qu'autrefois les épigones de Marx ont, sous son drapeau, tenté la révision du marxisme, de même aujourd'hui, au nom du léninisme, Trotski veut réviser le bolchevisme.

L'organe central du Parti communiste russe, la *Pravda*, répond sans attendre à la tentative de Trotski par un article

dont nous donnons aujourd'hui la première partie, pour l'information des camarades italiens.

*L'Avanti !*, toujours pressé d'accomplir sa mission contre-révolutionnaire, fait annoncer hier par un correspondant de Berlin que le livre de Trotski a été « saisi par le gouvernement des Soviets », et il ajoute : « Ce qui ne signifie pas, naturellement, que la polémique soit close et ce qui, surtout, ne signifie pas que Trotski ait tort (1). »

*L'Avanti !*, organe d'un parti qui court à toute vitesse vers l'opportunisme le plus insensé, errant sans boussole dans le champ international, est contraint de courir derrière tous ceux qui manifestent leur désaccord avec la politique de l'Internationale communiste. Hier, il travaillait pour la IIe Internationale avec les Paul Louis, les Frossard et les Ledebour, voire les indisciplinés du Parti communiste suédois, aujourd'hui il présente à ses lecteurs la « saisie » d'un livre du camarade Trotski, de même qu'au temps du XIIIe Congrès du Parti communiste russe, il souligna complaisamment, dans divers articles de fond, l'importance du courant dirigé par Trotski qui devait être battu de façon si retentissante à ce même XIIIe Congrès.

Certes, pour un parti démocratique sans orientation comme l'est le parti dit maximaliste, il est inconcevable qu'un communiste, même s'il s'appelle Léon Trotski, doive se soumettre à une discipline de fer. En fait, le premier à ne pas se plaindre de cette discipline communiste, c'est le camarade Trotski lui-même qui reste toujours un militant du Parti communiste russe et un soldat de la révolution bolchevique.

Sans signature,

*L'Unità*, 19 novembre 1924.

## L'ÉCOLE DU PARTI

Au moment où s'ouvre le premier cours d'une école du Parti (2), nous ne pouvons nous empêcher de penser aux nombreuses tentatives qui ont été faites dans ce domaine au sein

*L'école du Parti*

157

du mouvement ouvrier italien et au sort singulier qu'elles ont connu. Laissons de côté les tentatives faites dans une direction qui n'est pas la nôtre : ces « Universités » prolétariennes, sans couleur de parti, qui étaient, dans le meilleur des cas, des académies oratoires dépourvues de tout

principe interne de cohésion unitaire (1) et, le plus souvent, le véhicule des forces et des idéologies antiprolétariennes qui tentaient d'influencer la classe ouvrière. Elles ont eu le destin qu'elles méritaient : elles se sont succédé et se sont mêlées sans laisser la moindre trace profonde. Mais on ne peut guère dire mieux des tentatives faites dans notre domaine et sous notre direction. Elles ont toujours eu avant tout un caractère sporadique et, en outre, elles n'ont jamais abouti à des résultats satisfaisants. Rappelons par exemple l'initiative prise par *L'Ordine Nuovo* en 1919-1920 (2). L'école qui s'était ouverte alors à Turin dans un climat d'enthousiasme et dans des conditions très favorables, ne dura même pas assez pour mener à terme son programme initial. Sans être celui qu'en attendaient les promoteurs et les élèves, son écho dans notre mouvement fut malgré tout très favorable. Aucune des autres tentatives n'a eu, à notre connaissance, autant de succès et de répercussion que celle-là. On n'est jamais sorti des limites d'un groupe, d'un petit cercle, des efforts

isolés de quelques-uns. On n'est pas parvenu à éviter ni à dépasser la sécheresse et la stérilité des

chapelles « culturelles » bourgeoises.

La cause fondamentale de ces insuccès est l'absence de lien entre ces « écoles », à l'état de projet ou ouvertes, et un mouvement de caractère objectif. Le seul cas où ce lien existe est celui de l'école de *L'Ordine Nuovo* dont nous venons de parler. Dans ce cas toutefois, le mouvement à caractère objectif - le mouvement turinois des usines et du Parti - est d'un tel poids que, par comparaison, il écrase et réduit presque à néant la tentative de créer une école où les capacités théoriques des militants pourraient être affinées. Une école adaptée à l'importance d'un tel mouvement aurait demandé, non l'activité de quelques personnes, mais l'effort systématique et ordonné d'un parti tout entier.

Si l'on considère sous cet angle le mauvais sort qui est échu jusqu'à présent aux tentatives de création d'écoles pour

les militants du prolétariat, si on le considère, autrement dit, en fonction de sa cause fondamentale, il apparaît moins comme un mal que comme le signe d'une immunisation du mouvement ouvrier vis-à-vis de ce qui, pour lui, aurait représenté effectivement un mal. Il serait mauvais que le mouvement ouvrier devienne un terrain de chasse ou un sujet d'expériences pour l'outrecuidance de pédagogues mal avisés, mauvais qu'il perde son caractère de combat militant passionné, pour se consacrer à l'étude objective et à la « culture » désintéressée. Ni une « étude objective » ni une « culture désintéressée » n'ont de place dans nos rangs ; rien donc qui ressemble à ce que la conception humaniste, bourgeoise, de l'école considère comme l'objet normal de l'enseignement.

Nous sommes une organisation de lutte, et dans nos rangs on étudie pour accroître, pour affiner les capacités de lutte des individus et de toute l'organisation, pour mieux comprendre les positions de l'ennemi et les nôtres, pour mieux y adapter notre action de chaque jour. Pour nous, l'étude et la culture ne sont rien d'autre que la conscience théorique de nos buts immédiats et suprêmes, et de la façon dont nous pourrions parvenir à les traduire en actes.

Jusqu'à quel point cette conscience existe-t-elle aujourd'hui dans notre parti, est-elle répandue dans ses rangs, a-t-elle imprégné les camarades qui occupent des postes de direction et les simples militants qui doivent quotidiennement apporter aux masses les paroles du Parti, rendre ses ordres efficaces, réaliser ses directives ? Pas encore assez, croyons-nous, pour que nous soyons aptes à accomplir pleinement notre travail de guide du prolétariat. Pas encore assez par rapport à notre développement numérique, à nos ressources organisationnelles, aux possibilités politiques que nous offre la situation. L'école du Parti doit se proposer de combler le vide qui existe entre ce qui devrait être et ce qui est. C'est pourquoi elle ne peut qu'être étroitement liée à un mouvement qui rassemble les forces que nous sommes en droit de considérer comme les meilleures qu'ait tirées de son sein la classe ouvrière italienne. C'est l'avant-garde du prolétariat, qui forme et instruit ses cadres, qui ajoute une arme : sa conscience théorique et la doctrine révolutionnaire, à celles avec lesquelles elle s'apprête à affronter ses ennemis

« *Légalisme* » et « *carbonarisme* » 159

et à livrer ses combats. Sans cette arme-là, le Parti n'existe pas, et sans parti, aucune victoire n'est possible.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*,

IIIe série, 1er avril 1925.

«LÉGALISME » ET « CARBONARISME »  
DANS LE PARTI COMMUNISTE  
D'ITALIE (1)

Dans son opuscule sur la bolchevisation des Partis communistes (Kharkov, Izdatielstvo « Prolétarii », 1925) traduit et distribué aux délégués du Plénum de l'EKKI, le camarade Manuilski fait quelques observations sur le Parti italien qu'il convient de rectifier et de préciser.

Le camarade Manuilski écrit :

Nous avons en Italie un Parti illégal, fort, bien organisé, d'environ 30 000 membres, mais son influence en dehors de son organisation est jusqu'ici extrêmement faible [dans les traductions l'appréciation a été aggravée : on y lit que l'influence du parti est nulle].

Le Parti communiste italien doit renoncer un peu [?] à son carbonarisme, apprendre à exploiter toutes les occasions pour se manifester au grand jour sur le terrain de la lutte politique et économique. De ce point de vue, les camarades italiens devraient se souvenir des méthodes du Parti bolchevique russe qui, à la veille du 17 octobre 1905, réussissait à briser les obstacles policiers qui l'étouffaient (p. 35 de l'opuscule). En dépit d'une atroce terreur, le Parti italien, avec ses 30 000 membres, a obtenu aux élections environ 300 000 voix (p. 10).

Il apparaît donc de cet ensemble d'affirmations

1 ° que le Parti italien n'a fait, depuis avril 1924 (époque des élections), aucun progrès du point de vue du nombre de ses effectifs, autrement dit que la crise du fascisme ouverte par le meurtre de Matteotti (juin 1924) et la politique du Parti dans cette phase de la vie italienne n'ont eu aucun



reflet, n'ont provoqué aucun développement de l'organisation du Parti,

2° qu'une telle situation est due au « carbonarisme » des dirigeants du Parti, plus exactement, d'une partie de ces dirigeants qui n'ont voulu et ne veulent rien apprendre des événements passés ni des expériences des autres partis de l'Internationale et, en particulier, du Parti bolchevique russe.

La vérité est qu'en avril 1924, au moment des élections, le Parti communiste italien ne comptait que 10 000 inscrits et qu'au cours de cette période il a triplé ses effectifs (il y a, d'autre part, 6 000 membres du Parti italien qui ont émigré en France et qui sont membres du Parti français ; il y a également quelques milliers de camarades qui ont émigré aux États-Unis et en Argentine et qui sont membres des Partis respectifs de ces pays) ; en d'autres termes, la vérité est que, du point de vue de l'organisation, notre parti a récupéré tout ce qu'il avait perdu pendant les années où se déchaînait la terreur fasciste. Même si nous ne disposions pas d'autres indices manifestes et contrôlables, comment serait-il possible de concevoir une augmentation numérique si importante sans supposer une augmentation réelle de l'influence du Parti parmi les masses laborieuses et dans le pays ? Il est évident que les éléments les plus énergiques et les plus actifs du prolétariat et des paysans ne s'acheminent pas vers l'adhésion au Parti révolutionnaire sans qu'existe tout un déplacement à gauche de la grande masse, en d'autres termes, sans que l'influence du Parti se soit étendue et approfondie. Mais il existe aussi des indices directement contrôlables qui permettent d'affirmer qu'un tel mouvement existe réellement et n'est pas seulement le fruit d'une supposition. Au cours des derniers mois de 1924, le Parti avait distribué près de 100 000 cartes du Secours rouge et en janvier 1925, il avait déjà envisagé, sur la base des commandes faites, la distribution de 160 000 cartes. Depuis le début de l'année, *L'Unità*, organe du Parti, a recueilli environ 1 200 liras par jour de souscription ; ce qui signifie que chaque jour 500 ouvriers au moins souscrivent pour le journal. Dans le domaine syndical, le Parti dirige deux fédérations nationales, celle des ouvriers sur bois et celle des personnels de l'hôtellerie et des cantines, et une série de Bourses du travail : Trieste, Trévise, Bari, Foggia, Messine, Naples.

« *Légalisme* » et « *carbonarisme* »... 161

À Turin, où il n'existe pas de Bourse du travail mais seulement un secrétariat confédéral, nous avons la direction de 19 syndicats contre 8 pour les réformistes et les maximalistes, nous avons la majorité des syndicats dans une série de villes comme Savona, Venise, Padoue, Vicence, etc., où n'existe ni Bourse du travail ni secrétariat confédéral.

*Il ne fait pas de doute que le Parti est encore faible et que son influence dans la masse est encore loin d'être ce qu'il faudrait qu'elle soit pour renverser le régime bourgeois ; mais entre cette constatation objective et le jugement catastrophique du camarade Manuilski, il y a une certaine distance dont il convient de souligner toute l'injustice. Il est également vrai que le Parti peut et doit donc accomplir d'autres progrès, que le Parti n'a pas encore exploité toutes les possibilités qui s'offrent à lui d'intégrer dans ses rangs tous les éléments qui sont prêts à lutter sous son drapeau. À Turin, par exemple, le Parti compte 700 membres (il en avait 300 au moment des élections) et il compte 800 sympathisants, coordonnés autour des cellules d'entreprise, qui résistent relativement à l'idée d'adhérer immédiatement au Parti, en invoquant une série de raisons, de caractère surtout psychologiques, liées au régime de terreur fasciste où nous sommes, raisons qui ne peuvent être surmontées que par un travail des cellules plus intense et plus systématique.*

*L'activité du Parti au sein des organismes de masse tels que les syndicats, les coopératives (les communistes sont majoritaires dans les coopératives de Trieste et des Pouilles et ils ont deux représentants au Comité national de la Ligue des coopératives) et les organisations paysannes, démontre à elle seule combien l'accusation de « carbonarisme » lancée par le camarade Manuilski est pour le moins exagérée. Outre le groupe parlementaire, il existe toute une série d'organisations du Parti qui travaillent légalement : la section syndicale, la rédaction de *L'Unità*, la section agraire. Il semble en outre que le camarade Manuilski n'ait jamais entendu parler des réunions publiques que le Parti tient continuellement à la porte des usines et sur les places des villages, réunions qui sont justement, nous semble-t-il, une application Italienne des méthodes suivies par le Parti bolchevique russe durant les périodes les plus noires de la réaction tsariste ; et pourtant plusieurs centaines de ces réunions*

ont déjà eu lieu, et presque chaque jour il s'en tient de nouvelles : elles sont devenues une forme d'activité normale des camarades italiens et elles ont puissamment contribué au réveil de la masse travailleuse qui se ressaisit et s'engage de nouveau dans de grandes grèves, comme celle des métallurgistes de l'Italie du Nord (1).

Peut-on parler de « carbonarisme » à propos d'un parti comme le nôtre, qui travaille de la manière qu'on vient de décrire ? L'accusation n'est pas justifiée et elle est profondément injuste. Comment a-t-elle pu naître et arriver jusqu'au camarade Manuilski ? La question est importante et mérite d'être examinée brièvement. Pendant les mois de novembre et décembre 1924, un faible courant chercha à se faire jour dans notre parti : il demandait en termes vagues plus de « légalisme ». Ce courant, représenté presque exclusivement par d'anciens maximalistes de la tendance *terzinternazionalista*, eut pour interprète auprès du Comité central le camarade Serrati. Mais la question ayant été posée de savoir ce que signifierait « plus de légalisme », on n'obtint qu'une réponse : « Faire fonctionner le Parti sur la base des grandes assemblées territoriales et non sur la base des cellules. » Un fait est remarquable, c'est que plusieurs éléments représentant ce courant si épris de « légalisme » trouvèrent toutes sortes de prétextes (affaires professionnelles, trains ratés, imprécision des instructions reçues, etc.) pour se dispenser systématiquement de tenir des réunions à la porte des usines. On peut en trouver une autre explication, et c'est peut-être la plus importante, dans les divergences d'appréciation sur la situation politique et ses débouchés immédiats. Le Comité central., dans son ensemble, analysait la situation de la manière suivante. Étant donné que les oppositions de l'Aventin ont refusé de constituer un anti-Parlement pour élargir et renforcer la lutte contre le fascisme et que s'est constituée à la Chambre une opposition rassemblant des personnalités politiques de la stature de Giolitti, Orlando, Salandra, la réouverture de la Chambre des députés marque un renforcement réel du gouvernement de Mussolini. Il est désormais évident que la bourgeoisie ne se propose plus déliminer le gouvernement de Mussolini ni le fascisme, mais seulement de normaliser le fascisme pour qu'il devienne nu parti comme les autres (le plus fort des

« *Légalisme* » et « *carbonarisme* »... 163

*partis bourgeois et non plus le parti qui a le monopole du pouvoir et ne peut plus être éliminé que par une insurrection violente). Il est donc certain que Mussolini reprendra l'offensive contre ses adversaires et particulièrement contre le Parti communiste. Tout en acceptant en dernier recours cette analyse, un groupe extrêmement restreint du Comité central ne cessait d'osciller, montrant par là qu'il n'était pas encore guéri de certaines formes d'hystérie politique propres au maximalisme italien. En réalité, ces camarades « espéraient », eu décembre dernier, que Giolitti succéderait à Mussolini et ils espéraient donc une période de*

*relative démocratie au cours de laquelle le Parti aurait pu mener de nouveau une existence légale. Or une chose est typique : au cours des mêmes mois où ces mêmes éléments demandaient que les grandes assemblées territoriales des camarades se réunissent publiquement, le gouvernement prononçait, pour la première fois, la dissolution légale d'une série de fédérations provinciales (Florence, Udine, Venise, Padoue, par exemple) et d'organisations locales communistes et de toute une série de Bourses du travail (Trieste, Bari, Foggia), et il faisait occuper en permanence par la police le siège de la fédération des ouvriers sur bois. Une chose est typique : au cours de ces mêmes mois, on a fermé dans toute l'Italie des milliers et des milliers (140 à Turin) de cafés et restaurants populaires que la police soupçonnait d'être le lieu de réunions de cellules et de leurs comités. La forme de combinaison entre le travail illégal et le travail légal définie par le Comité central s'est révélée dans la pratique comme étant la meilleure pour préserver le réseau de l'organisation communiste de la destruction, sans interrompre pour autant mais au contraire en intensifiant l'action ouverte par l'organisation d'assemblées d'usine et les tentatives de mobilisation de la grande masse. À Foggia, un cortège de plusieurs milliers d'ouvriers fut organisé pour saluer solennellement la réouverture de la Bourse du travail, à Bari, dans un endroit de la ville connu à l'avance, un meeting du camarade Graziadei rassembla environ 4 000 travailleurs appartenant à toutes les petites et moyennes entreprises de la ville.*

*Dans l'orientation qui régit l'organisation du Parti dans son ensemble, il n'existe aucune trace de « carbonarisme » ; et bien sûr, il n'y a pas davantage trace du vieux forma*

lisme légaliste qui caractérise la social-démocratie. De ce point de vue, le Parti italien a accumulé de remarquables expériences et a acquis, ces dernières années, une certaine capacité, et c'étaient des années où sévissait la terreur fasciste et où dominait l'arbitraire, c'est-à-dire que, dans son effort pour schématiser de façon rigide des règles organisationnelles, notre parti devait affronter une difficulté objective énorme. Bien que l'activité fasciste ait quelque peu diminué et que ce soit l'appareil judiciaire et policier de l'État qui recommence de prendre en charge la répression du mouvement révolutionnaire, cette situation dure toujours ; elle dure toujours et elle tend même à s'aggraver, du fait de l'intervention toujours plus active de la bureaucratie syndicale contre les organisations de masse dirigées par les communistes, ce qui pose chaque jour au Parti la question de l'unité syndicale. Ainsi, et c'est caractéristique, alors même que le gouvernement fasciste décrétait la dissolution de la Bourse du travail de Trieste, la bureaucratie syndicale excluait de la Confédération générale du travail le secrétaire de cette même Bourse du travail, le camarade Juraga (1). Voilà une série de problèmes que le Parti bolchevique russe n'a pas eu à résoudre au cours de la période de réaction et qui demandent de la part de notre Parti italien, qui lutte avec acharnement contre la scission syndicale, la plus vive attention et la plus grande vigilance pour ne pas tomber dans les erreurs de droite comme d'extrême gauche.

Que le Parti ait su assez bien résoudre tout cet ensemble de questions, on peut en voir la preuve dans le fait que, même aux jours les plus noirs de la réaction (comme par exemple en février 1923 quand on arrêta presque tout le Comité central et plus de 2 000 militants parmi les plus responsables (2)), le nombre de ses membres ne fut jamais inférieur à 7 000, et que son influence dans les syndicats grandit de jour en jour.

C'est pourquoi nous demandons au camarade Manuilski d'être un peu plus prudent et un peu plus précis lorsqu'il formule des jugements comme ceux qu'il a publiés sur notre Parti. Il est absurde que, dans un écrit qui doit contribuer à former l'opinion des délégués d'une conférence internationale, des camarades responsables comme Manuilski fassent état d'affirmations aussi dépourvues de fondement et

*tombent dans des contradictions aussi évidentes que celle-ci : page 40, il semble qu'on reproche au Parti d'être trop petit en regard de sa zone d'influence (c'est-à-dire qu'on déclare ceci : le mouvement communiste italien est un grand corps qui a une toute petite tête), page 35, on reproche au Parti de n'avoir qu'une influence extrêmement faible (nulle, dans la traduction française) tout en ayant une organisation forte, etc., c'est-à-dire qu'on déclare que le mouvement*

communiste italien est une grosse tête qui a un corps de lilliputien. Est-ce trop demander au camarade Manuilski : 1° que de se mettre d'accord avec lui-même ; 2° que de mettre d'accord les deux parties de lui-même avec la réalité du mouvement italien ? Cela aussi peut être une excellente contribution à la bolchevisation des partis.

La délégation

italienne au Plénum de l'EKKI.

*Rinascita*, XX, 34, 31 août 1963.

LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS SECRÈTES  
(DISCOURS DU 16 MAI 1925) (1)

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Gramsci.

GRAMSCI : Le projet de loi contre les sociétés secrètes a été présenté à la Chambre comme un projet de loi contre la franc-maçonnerie ; c'est le premier geste effectif fait par le fascisme pour consolider ce que le Parti fasciste appelle sa révolution. En tant que Parti communiste, nous nous demandons, non seulement pourquoi ce projet de loi contre les organisations en général a été soumis à l'Assemblée, mais aussi pour quelles raisons profondes le Parti fasciste a présenté cette loi dirigée essentiellement contre la franc-maçonnerie.

Nous sommes du petit nombre qui a pris le fascisme au sérieux, alors même que le fascisme ne semblait être qu'une farce sanglante, lorsqu'on se contentait de répéter à propos

du fascisme les lieux communs sur la « psychose de guerre », lorsque tous les partis cherchaient à endormir la population laborieuse en présentant le fascisme comme un phénomène superficiel qui ne durerait guère.

En novembre 1920 - chose inconcevable alors pour les fascistes eux-mêmes -, nous avons prévu que, si la classe ouvrière ne parvenait à freiner, par les armes, son avance sanglante, le fascisme accéderait au pouvoir.

Aujourd'hui, le fascisme affirme donc pratiquement qu'il veut « conquérir l'État ». Que signifie cette expression qui est devenue désormais un lieu commun ? Et que signifie, dans cette perspective, la lutte contre la franc-maçonnerie ?

C'est parce que nous pensons que cette phase de la « conquête fasciste » est une des plus importantes qu'ait traversées l'État italien et parce qu'elle nous concerne particulièrement, nous qui sommes conscients de représenter les intérêts de la grande majorité du peuple italien, ceux des ouvriers et des paysans, que nous estimons nécessaire une analyse, fût-elle hâtive, de ce problème.

Qu'est-ce que la franc-maçonnerie? Vous avez prononcé bien des phrases sur sa signification spirituelle, sur les courants idéologiques qu'elle représente, etc., mais tout ceci n'est qu'une façon de parler que vous n'employez sciemment que pour vous tromper réciproquement.

Étant donné la façon dont l'Italie s'est unifiée, étant donné la faiblesse initiale de la bourgeoisie capitaliste italienne, la franc-maçonnerie a été le seul parti réel et efficace qu'ait eu pendant longtemps la classe bourgeoise. Il ne faut pas oublier qu'un peu moins de vingt ans après l'entrée à Rome des Piémontais, le Parlement a été dissous, et que le corps électoral a été réduit d'environ 3 millions d'électeurs à 800 000 (1).

Ce lut là, de la part de la bourgeoisie, l'aveu explicite qu'elle n'était qu'une infime minorité de la population puisque, après vingt ans d'unité, elle a été obligée de recourir aux moyens dictatoriaux les plus extrêmes pour se maintenir au pouvoir, pour écraser ses ennemis de classe, qui étaient les ennemis de l'État unitaire.

Quels étaient ces ennemis ? C'était essentiellement le Vatican, c'étaient les Jésuites, est-il besoin de rappeler à M. Martire (2) comment, à côté des Jésuites en soutane, il y

a des Jésuites laïques qui ne portent aucun vêtement spécial indiquant leur appartenance à un ordre religieux ?

Au cours des premières années qui ont suivi la création du royaume, les Jésuites ont expressément formulé, dans une série d'articles publiée dans *Civiltà cattolica* (1), ce qu'était le programme politique du Vatican et des classes qui étaient alors représentatives du Vatican, c'est-à-

dire ces vieilles classes semi-féodales, à tendances bourbonniennes dans le Sud, et proautrichiennes

en Lombardie-Vénétie, des forces sociales en somme très importantes et que la bourgeoisie capitaliste n'a jamais réussi à contenir, même quand elle représentait, pendant la période du *Risorgimento*, un progrès et un principe révolutionnaire. Les Jésuites de *La Civiltà cattolica*, c'est-à-

dire le Vatican, se donnaient comme premier objectif politique le sabotage de l'État unitaire au

moyen de l'abstention électorale, en freinant l'État libéral dans toutes ses activités susceptibles

d'altérer ou de détruire l'ordre ancien ; leur deuxième but était de créer une armée de réserve rurale

qu'on pût opposer à la montée du prolétariat. car, dès 1871, les Jésuites prévoyaient que la démocra

tie libérale serait le berceau d'un mouvement prolétarien, qui se transformerait en mouvement révolutionnaire.

M. Martire a déclaré aujourd'hui que l'unité spirituelle de la nation italienne a fini par se faire aux dépens de la franc-maçonnerie.

Puisqu'en Italie, la franc-maçonnerie a représenté l'idéologie et l'organisation réelle de la classe bourgeoise, ceux qui sont contre la franc-maçonnerie sont contre le libéralisme, contre la tradition politique de la bourgeoisie italienne. Les classes rurales qui étaient autrefois représentées par le Vatican sont aujourd'hui représentées avant tout par le fascisme ; il est donc logique que le fascisme ait remplacé le Vatican et les Jésuites dans leur mission historique : soumettre au contrôle des classes les plus arriérées de la population la classe qui a représenté le progrès dans le développement de la civilisation. C'est là ce que signifie cette unité spirituelle à laquelle est parvenue la nation italienne : cette unité. qui aurait été une manifestation de progrès il y a cinquante ans, est aujourd'hui, au contraire, la plus grande manifestation de régression... (*Mouvements divers.*)

La bourgeoisie industrielle n'a pas été capable de freiner



le mouvement ouvrier, elle n'a pas été capable de contrôler, ni le mouvement ouvrier ni le mouvement rural révolutionnaire. C'est pourquoi le premier mot d'ordre instinctif et spontané du fascisme, après l'occupation des usines, a été le suivant : « Les ruraux prendront le contrôle de la bourgeoisie urbaine qui est incapable de se montrer forte en face des ouvriers (1). »

Si je ne me trompe pas, monsieur Mussolini, à ce moment-là telle n'était pas votre position, et entre le fascisme rural et le fascisme urbain, vous disiez préférer le fascisme urbain (2) ... (*Mouvements divers.*)

MUSSOLINI, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES : Je dois vous interrompre pour vous rappeler un de mes articles qui fait un grand éloge du fascisme rural de 1921-1922.

GRAMSCI : Mais ce n'est pas là un phénomène purement italien, quoiqu'il ait eu une ampleur exceptionnelle en Italie, où le capitalisme y est plus faible qu'ailleurs ; c'est un phénomène européen et mondial, extrêmement important pour comprendre la crise générale de l'après-guerre, tant dans le domaine de l'activité pratique que dans celui des idées et de la culture.

L'élection de Hindenburg en Allemagne, la victoire des conservateurs en Angleterre, qui sont allés de pair, dans les deux cas, avec la liquidation des partis libéraux démocrates, sont l'équivalent du mouvement fasciste italien ; les vieilles forces sociales, originellement anticapitalistes, qui s'étaient liées au capitalisme, mais n'avaient pas été complètement absorbées par lui, ont pris le dessus dans l'organisation des États, et ont apporté dans l'activité réactionnaire tout ce fonds de férocité et d'implacable résolution qui les a toujours caractérisées, mais en définitive, nous nous trouvons devant un phénomène de régression historique qui n'est pas, et qui ne sera pas sans conséquences pour le développement de la révolution prolétarienne.

Si on l'examine de ce point de vue, la présente loi contre les associations sera-t-elle une force ou est-elle destinée, au contraire, à rester complètement nulle et non avenue ? Répondra-t-elle à la réalité ? Permettra-t-elle de réaliser une stabilisation du régime capitaliste ou ne sera-t-elle qu'un nouvel instrument, plus perfectionné, dont usera la police pour arrêter le premier citoyen venu ?...

Là est donc le problème : la situation du capitalisme en Italie s'est-elle renforcée ou s'est-elle affaiblie depuis la guerre, avec le fascisme (1) ? Quelles étaient avant guerre les faiblesses de la bourgeoisie italienne, faiblesses qui ont conduit à la création de ce système politique maçonnique

bien particulier qui existait en Italie et qui a culminé dans le giolittisme ? Les plus grandes faiblesses de la vie nationale italienne étaient en premier lieu le manque de matières premières, autrement dit l'impossibilité dans laquelle était la bourgeoisie de créer une industrie profondément enracinée dans le pays et capable de se développer progressivement, en absorbant la surabondance de main-d'œuvre. En deuxième lieu, le manque de colonies liées à la mère patrie, et par conséquent l'impossibilité pour la bourgeoisie de créer une aristocratie ouvrière qui puisse être en permanence l'alliée de cette même bourgeoisie (2). En troisième lieu, la question méridionale, c'est-à-dire le problème paysan, inséparable du problème de l'émigration et qui fait la preuve de l'incapacité de la bourgeoisie italienne à maintenir... (*Protestations.*)

MUSSOLINI : Les Allemands aussi ont émigré par millions !

GRAMSCI : Voilà ce que signifie l'émigration massive des travailleurs : le système capitaliste, qui est le système dominant, n'est pas capable de nourrir, de loger et d'habiller la population, et une partie importante de cette population est obligée d'émigrer...

ROSSONI : Donc, la nation doit prendre de l'expansion dans l'intérêt même du prolétariat (3).

GRAMSCI : Nous avons notre conception de l'impérialisme et du phénomène colonial selon laquelle ils représentent avant tout l'exportation du capital financier. Jusqu'à présent, l'« impérialisme » italien s'est limité à cela : l'ouvrier italien émigré travaille pour le profit des capitalistes des autres pays, c'est-à-dire que, jusqu'à présent, l'Italie n'a été qu'un instrument de l'expansion du capital financier non italien. Vous ne cessez de vous gargariser des assertions les plus puériles sur une prétendue supériorité démographique de l'Italie sur les autres pays ; vous dites toujours, par exemple, que l'Italie est démographiquement supérieure à la France. C'est là un problème que seules les statistiques peuvent résoudre de façon péremptoire, et il m'arrive de m'occuper de statistiques, or, une statistique publiée après la guerre,

jamais démentie, et qui ne saurait d'ailleurs être démentie, affirme que l'Italie d'avant la guerre se trouvait déjà, au point de vue démographique, dans la même situation que la France d'après la guerre, et cela parce que l'émigration éloigne du territoire national une telle masse de population masculine que les rapports démographiques deviennent catastrophiques.

Sur le territoire national, il ne reste que les vieillards, les femmes, les enfants, les invalides, soit la partie passive de la population qui pèse sur la population laborieuse davantage que dans n'importe quel autre pays, y compris la France.

C'est là la faiblesse fondamentale du système capitaliste italien, qui fait que le capitalisme italien est destiné à disparaître d'autant plus rapidement que le capitalisme mondial ne fonctionne plus pour absorber l'émigration italienne, pour exploiter le travail italien que le capitalisme de chez nous ne parvient pas à encadrer.

Comment les partis bourgeois, comment la franc-maçonnerie, ont-ils essayé de résoudre ces problèmes ?

Nous connaissons dans l'histoire italienne récente deux plans politiques élaborés par la bourgeoisie pour résoudre le problème du gouvernement du peuple italien.

Nous avons eu l'expérience giolittienne, la collaboration du socialisme italien avec le giolittisme, c'est-à-dire une tentative pour établir une alliance entre la bourgeoisie industrielle et une certaine aristocratie ouvrière septentrionale afin d'opprimer, afin de soumettre à cette formation bourgeoise-industrielle la masse des paysans italiens, spécialement ceux du Sud. Ce programme n'a pas été couronné de succès. En Italie du Nord, s'est constituée en effet une coalition bourgeoise-prolétarienne, par le truchement de la collaboration au Parlement et de la politique des travaux publics confiés aux coopératives. Pendant ce temps, dans l'Italie méridionale, on a corrompu la classe dirigeante et on a dominé la masse avec les gourdins (1) ... (*Protestations de M. Greco.*) Vous, fascistes, avez été les principaux artisans de la faillite de ce plan politique, puisque vous avez nivelé dans la même misère l'aristocratie ouvrière et les paysans pauvres de toute l'Italie !

Nous avons eu aussi le programme que nous pouvons

*La loi sur les associations secrètes*

171

appeler celui du *Corriere della Sera* (1), journal qui représente une force non négligeable de la politique nationale ; 800 000 lecteurs, c'est un véritable parti !

DES VOIX : Moins que ça...

MUSSOLINI La moitié ! Et puis les lecteurs des journaux ne comptent pas ! Ils n'ont jamais fait de révolution. Les lecteurs des journaux ont régulièrement tort !

GRAMSCI : Le *Corriere della Sera* ne veut pas faire la révolution !

FARINACCI (2) : *L'Unità* non plus !

GRAMSCI : Le *Corriere della Sera* a systématiquement soutenu tous les hommes politiques du Midi, de Salandra à Orlando, à Nitti, à Amendola ; en face de la solution giolittienne, qui ne se contentait pas d'opprimer certaines classes mais opprimait carrément des territoires entiers comme le Midi et les îles, et qui était aussi dangereuse que l'est le fascisme actuel pour l'unité matérielle elle-même de l'État italien, le *Corriere della Sera* a toujours soutenu une alliance sur le terrain du libre-échange entre les industriels du Nord et une vague démocratie rurale, essentiellement méridionale. L'une et l'autre de ces solutions tendaient essentiellement à donner à l'État italien une base plus large que sa base primitive, elles tendaient à développer les « conquêtes » du *Risorgimento*.

Qu'est-ce que les fascistes opposent à ces solutions ? Ils y opposent aujourd'hui la loi qu'ils disent être dirigée contre la franc-maçonnerie, ils prétendent ainsi conquérir l'État ! En réalité, le fascisme lutte contre la seule force efficacement organisée que la bourgeoisie ait eue en Italie, pour la supplanter dans les postes que l'État confie à ses fonctionnaires. La révolution fasciste n'est que la substitution d'un personnel administratif à un autre.

MUSSOLINI : D'une classe à une autre, comme cela s'est passé en Russie, comme cela se passe normalement dans toute révolution, comme nous le ferons méthodiquement ! (*Approbatons.*)

GRAMSCI : Il n'est de révolution que celle qui s'appuie sur une classe nouvelle.

Le fascisme ne s'appuie sur aucune classe qui n'ait déjà été au pouvoir...

MUSSOLINI : Mais puisque la plupart des capitalistes sont

contre nous, puisque je peux vous citer de très gros capitalistes qui votent contre nous, qui sont dans l'opposition : les Motta, les Conti...

FARINACCI : Et ils subventionnent les journaux subversifs !

MUSSOLINI : La grande Banque n'est pas fasciste, vous le savez bien ! (*Commentaires.*)

GRAMSCI : La réalité donc est que la loi contre la franc-maçonnerie n'est pas dirigée essentiellement contre la franc-maçonnerie ; avec les francs-maçons, le fascisme arrivera facilement à un compromis.

MUSSOLINI : Les fascistes ont mis le feu aux loges maçonniques avant de faire cette loi (1) ! Il n'y a donc plus besoin de compromis.

GRAMSCI : Vis-à-vis de la franc-maçonnerie, le fascisme applique, en l'intensifiant, la tactique qu'il a appliquée à tous les partis bourgeois non fascistes : dans un premier temps, il a créé un noyau fasciste au sein de ces partis ; dans une deuxième période, il a cherché à tirer des autres partis les meilleures forces, celles qui lui étaient utiles, n'étant pas parvenu à obtenir, comme il se proposait, le monopole...

FARINACCI : Et vous nous traitez d'idiots ?

GRAMSCI : Vous ne seriez pas idiots si seulement vous étiez capables de résoudre les problèmes de la situation italienne !...

MUSSOLINI : Nous les résoudrons, nous en avons déjà résolu plusieurs !

GRAMSCI : Le fascisme n'est pas complètement parvenu à absorber tous les partis dans son organisation. Avec la franc-maçonnerie, il a employé la tactique politique du *noyautage*, puis le système terroriste de l'incendie des loges ; finalement, il emploie aujourd'hui l'action législative afin que certaines personnalités de la grande Banque et de la haute Bureaucratie finissent par se rallier aux dominateurs pour ne pas perdre leur place ; mais, avec la franc-maçonnerie, il faudra que le gouvernement fasciste en arrive à un compromis. Comment fait-on quand un ennemi est puissant ? D'abord on lui brise les reins, puis on fait un compromis en se plaçant dans des conditions d'évidente supériorité.

MUSSOLINI : On commence par lui briser les côtes, puis on le met en prison, comme vous l'avez fait en Russie ! Vous avez fait vos prisonniers, et vous les gardez, et vous vous en servez !  
(Commentaires.)

*La loi sur les associations secrètes*

173

GRAMSCI : Faire des prisonniers, ça veut précisément dire faire des compromis : c'est pourquoi nous disons qu'en réalité, cette loi est spécialement dirigée contre les organisations ouvrières. Nous demandons pourquoi depuis maintenant plusieurs mois, sans que le Parti communiste ait été déclaré association de malfaiteurs, les carabiniers arrêtent nos camarades toutes les fois qu'ils sont plus de trois à se réunir...

MUSSOLINI : Nous faisons ce que vous faites en Russie...

GRAMSCI : En Russie, il y a des lois et on les respecte : vous avec vos lois...

MUSSOLINI : Vous faites des rafles formidables. Vous faites très bien ! (Rires.)

GRAMSCI : En réalité, l'appareil policier de l'État considère déjà le Parti communiste comme une organisation secrète.

MUSSOLINI : Ce n'est pas vrai !

GRAMSCI : En attendant, on arrête sans aucun chef d'accusation précis quiconque est trouvé dans une réunion de trois personnes, rien que parce qu'il est communiste, et on le jette en prison !

MUSSOLINI : Mais ils sont vite libérés. Combien y en a-t-il en prison ? Nous les attrapons simplement pour les connaître !

GRAMSCI : C'est là une forme de persécution systématique, qui anticipe sur l'application de la nouvelle loi et qui servira à la justifier ! Le fascisme adopte le même système que le gouvernement Giolitti. Vous faites ce que faisaient dans le Midi les *mazzieri* de Giolitti (1) qui arrêtaient les électeurs de l'opposition... pour les connaître !

UNE VOIX : Il n'y en a eu qu'un seul cas. Vous ne connaissez pas le Midi.

GRAMSCI Je suis méridional !

MUSSOLINI : À propos des violences électorales, je vous rappelle un article de Bordiga (2) qui les justifie pleinement !

GRECO Paolo : Vous, monsieur Gramsci, vous n'avez pas lu cet article.

GRAMSCI : Pas les violences fascistes, les nôtres. (*Bruits, exclamations.*)

Nous sommes certains de représenter la majorité de la population, de représenter les intérêts essentiels de la majorité, du peuple italien ; c'est pourquoi la violence prolétarienne est progressiste et ne peut être systématique. Votre violence

est systématique et systématiquement arbitraire parce que vous représentez une minorité destinée à disparaître. (*Protestations.*) Nous devons dire à la population travailleuse ce qu'est votre gouvernement, comment se comporte votre gouvernement, afin de l'organiser contre vous, afin de la mettre en mesure de vous battre. Il est fort probable que nous nous trouverons nous aussi forcés d'employer les mêmes procédés que vous, mais à titre transitoire, occasionnellement (*bruits, protestations*), c'est certain, à adopter vos propres méthodes, avec cette différence que vous représentez la minorité de la population, tandis que nous, nous représentons la majorité. (*Protestations, bruits.*)

FARINACCI : Mais alors, pourquoi ne faites-vous pas la révolution ? Vous êtes voué à finir comme Bombacci ( 1 ) On vous exclura du Parti !

GRAMSCI : La bourgeoisie italienne, quand elle a réalisé l'unité, était une minorité de la population, mais comme elle représentait les intérêts de la majorité, même si cette dernière ne la suivait pas, elle a pu ainsi se maintenir au pouvoir, vous avez vaincu par les armes, mais vous n'avez aucun programme, vous ne représentez rien de nouveau ni de progressiste. Tout ce que vous avez fait, c'est d'apprendre à l'avant-garde révolutionnaire comment, en dernière analyse, ce ne sont que les armes qui font le succès des programmes ou de l'absence de programme... (*Protestations, commentaires.*)

LE PRÉSIDENT : N'interrompez pas !

GRAMSCI : Cette loi ne réussira en rien à freiner le mouvement que vous préparez vous-même dans le pays.

Puisque la franc-maçonnerie passera en masse au Parti fasciste et en constituera une tendance, il est clair qu'avec cette loi, ce que vous espérez, c'est empêcher le développement de grandes organisations ouvrières et paysannes.

Tels sont la véritable portée, le véritable sens de la loi.

Il y a certains fascistes qui se souviennent encore vaguement des enseignements de leurs vieux maîtres, du temps où ils étaient révolutionnaires et socialistes ; et ils sont convaincus qu'une classe ne peut se maintenir de façon permanente et se développer jusqu'à la prise du pouvoir sans avoir un parti et une organisation qui soient l'expression de ses éléments les meilleurs et les plus conscients. Il y a quelque



chose de vrai dans cette trouble perversion réactionnaire des enseignements marxistes.

Il est certain qu'une classe peut très difficilement parvenir à résoudre ses propres problèmes et à atteindre les buts qui sont inhérents à sa propre existence, et inhérents à la force générale de la société, sans passer par la constitution d'une avant-garde qui conduise cette classe jusqu'à la réalisation de ces objectifs.

Mais il n'est pas dit que cette formule soit toujours vraie et puisse être mécaniquement utilisée par la réaction C'est là une loi qui est valable pour l'Italie, qui devra être appliquée en Italie, où la bourgeoisie n'a réussi en rien et ne réussira jamais à résoudre le problème prioritaire, le problème des paysans italiens, à résoudre la question de l'Italie méridionale. Ce n'est pas pour rien que cette loi est présentée en même temps que plusieurs projets qui concernent la mise en valeur du Midi.

UNE VOIX : Parlez donc de la franc-maçonnerie !

GRAMSCI : Vous voulez que je parle de la franc-maçonnerie ? Mais dans l'intitulé de la loi, on ne fait même pas allusion à la franc-maçonnerie, on ne parle que des organisations en général. En Italie, le capitalisme a pu se développer dans la mesure où l'État a exploité les populations paysannes, spécialement dans le Sud. Aujourd'hui, vous sentez l'urgence de ces problèmes-là, c'est pourquoi vous promettez un milliard pour la Sardaigne, vous promettez des travaux publics et des centaines de millions à tout le Midi ; mais pour faire une œuvre sérieuse et concrète, vous devriez commencer par rendre à la Sardaigne les 100 ou 150 millions d'impôts que vous extorquez chaque année à la population sarde ! Vous devriez rendre au Midi les centaines de millions que vous extorquez chaque année en impôts à la population méridionale !

MUSSOLINI : Comme si, en Russie, vous ne faisiez pas payer d'impôts !

UNE VOIX : En Russie, on vole, on ne paye pas d'impôts !

GRAMSCI : Là n'est pas la question, mon cher collègue, et vous devriez connaître au moins les comptes rendus parlementaires qui se trouvent dans les bibliothèques sur ces problèmes-là.

Il ne s'agit pas du mécanisme normal et bourgeois des impôts ; il s'agit du fait que, chaque année, l'État extorque

aux régions méridionales une somme en impôts qu'il ne lui rend aucunement, ni sous forme de prestations de services...

MUSSOLINI : Ce n'est pas vrai.

GRAMSCI : ... des sommes que l'État extorque aux populations paysannes méridionales pour servir de base au capitalisme de l'Italie septentrionale ! (*Protestations, commentaires.*) C'est sur la base de ces contradictions du système capitaliste italien que se formera nécessairement, en dépit de toutes les lois répressives, en dépit de la difficulté de constituer de grandes organisations, l'union des ouvriers et des paysans contre l'ennemi commun.

Vous, les fascistes, vous, le gouvernement fasciste, en dépit de toute la démagogie de vos discours, vous n'avez pas surmonté cette contradiction qui était déjà radicale ; bien mieux, vous l'avez fait ressentir plus durement encore aux classes et aux masses populaires ! Vous avez agi à l'intérieur de cette situation, vous avez obéi aux nécessités de cette situation. Vous avez ajouté de nouvelles couches de poussière à celles qu'avait déjà accumulées le développement de la société capitaliste et vous vous figurez que vous allez supprimer par une loi contre les organisations les effets les plus meurtriers de votre activité même ! (*Protestations.*) Tel est le problème le plus important dans la discussion de cette loi !

Vous pouvez « conquérir l'État », vous pouvez modifier les codes, vous pouvez essayer d'empêcher les organisations d'exister sous la forme qui a été la leur jusqu'à maintenant ; vous ne pouvez l'emporter sur les conditions objectives à l'intérieur desquelles vous êtes obligés de vous mouvoir. Vous n'arriverez qu'à obliger le prolétariat à chercher une ligne différente de celle qui a été jusqu'à aujourd'hui la plus répandue dans le domaine de l'organisation des masses ! Voilà ce que nous voulons dire au prolétariat et aux masses paysannes italiennes, du haut de cette tribune : les forces révolutionnaires italiennes ne se laisseront pas écraser, votre rêve obscur ne parviendra pas à se réaliser ! (*Protestations.*)

Il est très difficile d'appliquer à une population de 40 millions d'habitants les systèmes de gouvernement de Tsankoff (1). En Bulgarie, il n'y a que quelques millions d'habitants, et pourtant, malgré l'aide de l'étranger, le gouvernement ne réussit pas à avoir le dessus sur la coalition du Parti com

MUSSOLINI : Le Parti communiste a moins d'inscrits que n'en a le Parti fasciste italien !

GRAMSCI : Mais il représente la classe ouvrière !

MUSSOLINI : Il ne la représente pas !

FARINACCI : Il la trahit, Il ne la représente pas !

GRAMSCI : L'approbation que vous recevez est obtenue à coups de bâton !

FARINACCI : Parle-nous donc de Miglioli !

GRAMSCI : Justement. Le phénomène Miglioli a précisément une grande importance, dans le sens de ce que je viens de dire (1) : les masses paysannes, même catholiques, s'orientent vers la lutte révolutionnaire, et les journaux fascistes n'auraient pas protesté contre Miglioli si le phénomène Miglioli n'avait eu une telle importance, s'il n'avait pas marqué une nouvelle orientation des forces révolutionnaires en réponse à la pression que vous exercez sur les classes laborieuses !

Pour conclure, nous dirons que la franc-maçonnerie, c'est le petit drapeau que l'on emploie pour faire passer la marchandise réactionnaire antiprolétarienne. Ce n'est pas la franc-maçonnerie qui vous intéresse ! La franc-maçonnerie deviendra une des ailes du fascisme. Cette loi vise les ouvriers et les paysans qui le comprendront fort bien en voyant comment on l'appliquera. À ces masses, nous voulons dire que vous ne parviendrez pas à étouffer l'activité d'organisation de leur vie de classe, parce que tout le développement de la société italienne est contre vous. (*Protestations.*)

*LE PRÉSIDENT : Mais n'interrompez pas ! Laissez parler Monsieur Gramsci, vous n'avez cependant pas parlé de la loi !*

*ROSSONI : La loi n'est pas contre les organisations !*

*GRAMSCI : Monsieur Rossoni, vous êtes vous-même un alinéa de la loi contre les organisations.*

*Les ouvriers et les citoyens doivent savoir que vous ne réussirez pas à empêcher le mouvement révolutionnaire de se renforcer et de s'exaspérer (protestations, bruits) parce qu'il est le seul aujourd'hui à représenter la situation de notre pays... (Protestations.)*

*LE PRÉSIDENT : Monsieur Gramsci, vous avez répété trois ou*

quatre fois cette idée. S'il vous plaît ! Nous ne sommes pas des jurés à qui il faut répéter plusieurs fois les mêmes choses !

GRAMSCI : Il faut les répéter au contraire ; il faut que vous l'entendiez dire jusqu'à la nausée. (*Protestations, bruits.*)... [Le mouvement révolutionnaire] vaincra le fascisme ! (*Commentaires.*)

*L'Unità*, 23 mai 1925. (1)

LE PARTI COMBATTRA AVEC ÉNERGIE  
TOUT RETOUR  
AUX CONCEPTIONS  
DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE (2)

Lorsque, après le Ve Congrès de l'Internationale communiste, le Comité central du Parti a affirmé que l'attitude des camarades de l'extrême gauche face aux décisions de ce congrès (3) - et particulièrement leur refus de faire partie des organes de direction du Parti, et non seulement du Comité exécutif, mais même du Comité central, au sein duquel ils auraient toujours eu la possibilité de préciser leur responsabilité politique sur les questions générales et sur chaque problème politique particulier -, qu'une telle attitude, tant par la conception et la méthode politiques qu'elle exprimait que par ses conséquences pratiques, avait une signification fractionnelle, ce jugement a été catégoriquement rejeté par de nombreux camarades de l'extrême gauche, qui sont allés jusqu'à protester contre de telles affirmations, en les taxant de viser à des fins purement polémiques.

Et quand, lors des congrès fédéraux convoqués après le Ve Congrès mondial (4), le Comité central du Parti posa cette question en termes pratiques en soutenant que les représentants de la tendance d'extrême gauche devaient entrer au Comité central, il y eut - alors même que la très grande majorité du Parti était d'accord avec cette solution - des réactions violentes de la part de certains camarades qui ont vu dans cette proposition une provocation et un acte d'hostilité.

*Le Parti combattra avec énergie tout retour...*

Or. les noms de ceux qui parlaient ainsi il y a quelques mois, nous les retrouvons dans le soi-disant « Comité d'entente (1) » qui n'est rien d'autre, comme le montrent les documents que nous publions, que le Comité central d'une fraction qu'on tente secrètement de créer et d'organiser au sein du Parti. Après avoir repoussé en paroles, il y a quelques mois, ce que nous disions, ils confirment aujourd'hui dans les faits nos affirmations.

Pour la vérité, et pour être exact, il faut dire que certains camarades. qui, initialement, s'étaient déclarés d'accord, certainement parce qu'ils n'en voyaient pas clairement le contenu ni la signification politiques, avec la position prise par les camarades de l'extrême gauche, sont aujourd'hui catégoriquement hostiles à une initiative aussi malsaine et à toute tentative de faire dégénérer la discussion idéologique qui s'amorce dans le Parti et que nous considérons tous comme utile et nécessaire, en une lutte de fractions extrêmement nocive et dangereuse.

Les faits que nous rapportons ici sont d'une telle gravité qu'ils exigent la plus sévère attention de tous les camarades. Jamais on n'avait vu dans notre Parti insulter plus audacieusement aux règles élémentaires de l'organisation et de la discipline d'un parti communiste. Il faut regarder la réalité en face et n'avoir pas peur d'appeler les choses par leur véritable nom : *l'initiative du Comité d'entente porte en elle le germe d'une scission du Parti*. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les documents et la circulaire secrète que ce comité a illégalement envoyés aux quelques adeptes qu'il a dans notre organisation.

Tous les camarades doivent réagir avec la plus grande énergie contre cet attentat à l'unité et à la cohésion de notre parti. Au moment où la réaction contre notre mouvement s'aggrave, où les dangers augmentent et où la situation apparaît chaque jour plus lourde de menaces, toute tentative pour compromettre et affaiblir la cohésion interne et la force d'organisation de l'avant-garde révolutionnaire organisée dans le Parti communiste est un acte criminel qui mérite les plus graves sanctions et le blâme le plus sévère. Nous sommes certains que toute tentative fractionnelle est destinée à l'échec : les germes d'infection fractionnelle qui tendent çà et là à se manifester seront inexorablement

écrasés et éliminés. L'organisme du Parti est sain et vigoureux et saura très bien résister.

Par-delà toute réaction psychologique et passant outre à l'indignation qui surgit spontanément dans la conscience de tout militant révolutionnaire qui n'a pas perdu le sens de ses devoirs de militant, c'est sur le terrain idéologique que nous devons poser cette question afin de découvrir et de mettre en lumière l'erreur de principe dont elle découle. Tous les camarades devront se rendre compte des erreurs pratiques et des aberrations auxquelles on peut arriver en partant de conceptions théoriques vicieuses et en grande partie erronées.

En s'engageant sur la voie qu'ont prise les camarades du soi-disant « Comité d'entente », on va tout droit hors du Parti et de l'Internationale communiste. Et se mettre hors du Parti et de l'Internationale signifie se mettre contre le Parti et l'Internationale communiste, autrement dit renforcer les éléments de la contre-révolution.

Il est bon de parler clair pour qu'on ne se fasse aucune illusion.

Des documents que nous publions ici, il sera nécessaire de reparler. Ils méritent un examen intrinsèque, tant par ce qu'on y affirme que par le double jeu qu'ils dévoilent dans l'action des camarades du Comité d'entente, dont nous attendions, pour quelques-uns tout au moins, une attitude de plus grande loyauté et un sens plus aigu de leur responsabilité. Il sera aussi nécessaire de mettre en lumière la manœuvre que cache l'absence du nom du camarade Bordiga, qui n'est certainement pas étranger à l'initiative du « Comité d'entente (1) ».

Il est pénible de devoir faire de telles constatations, quand nous trouvons parmi les signataires le nom de camarades qui furent avec nous parmi les fondateurs du Parti et qui luttèrent et œuvrèrent pour lui.

Mais la réalité est ce qu'elle est, et toute faiblesse en ce moment serait une faute grave. Nous devons placer l'intérêt du Parti au-dessus de toute considération et nous devons être prêts à tout instant à faire pour lui tous les sacrifices. L'amitié, les attaches personnelles et les liens d'affection les plus tenaces et les plus profonds ne peuvent ni ne doivent

*La lutte contre la fraction et la discussion dans le Parti*

181

*limiter le devoir que nous impose le fait de militer dans une organisation révolutionnaire. Si nous n'avions pas la force de le faire, nous ne serions pas des révolutionnaires militants et nous aurions donc le devoir de nous retirer.*

*Tous les camarades doivent faire leur cette règle. Nous le disons parce que les forces sentimentales ont eu jusqu'à ce jour une trop grande influence dans notre Parti. C'est là une faiblesse dont il faut que nous sachions guérir, si nous voulons véritablement porter notre Parti à la hauteur d'un vrai Parti bolchevique.*

Sans

signature, *L'Unità*, 7 juin 1925.

#### LA LUTTE CONTRE LA FRACTION ET LA DISCUSSION DANS LE PARTI

Selon la délicate formulation de la lettre datée du 22 mai du Comité d'entente (1), le « travail d'organisation et de propagande » que le groupe des camarades récemment dénoncés par le Comité exécutif devant la masse des militants inébranlablement fidèles à la discipline révolutionnaire, avait entamé, dès le mois d'avril (voir la date de la circulaire « personnelle » et « rigoureusement réservée » reproduite par *L'Unità*), ce travail donc « dépassait la conjoncture du congrès et visait à créer à travers tout le Parti une sorte de liaison spirituelle entre les camarades de la gauche ».

Dans leur esprit, le congrès ne devait offrir que l'occasion et le prétexte - sous les apparences de la participation à la discussion et de la contribution à la solution des formidables problèmes posés à l'avant-garde du prolétariat par la situation historique dans laquelle elle est appelée à assumer ses tâches - pour introduire dans le Parti les bases d'un processus permanent de désagrégation.

Offrir une analyse exacte de la situation internationale pour en déduire les directives tactiques de l'Internationale ? Examiner les conditions concrètes de la société italienne en définissant les positions réciproques qu'occupent aujourd'hui

d'hui le prolétariat et la bourgeoisie et les divers regroupements politiques ? Définir les directives pour redonner à la masse des travailleurs italiens une forme de rassemblement organique, un encadrement plus solide, une organisation qui soit à la hauteur des luttes imminentes ? Tracer les grandes lignes d'une solution communiste des problèmes économiques de l'Italie considérée dans sa masse de 40 millions d'ouvriers et de paysans, dans ses terres, dans ses mines, dans ses usines ?

Dieu nous garde ! Les camarades du Comité national de la fraction doivent se consacrer à bien d'autres tâches. Faut-il dépasser les divergences contingentes pour créer l'unité idéologique du Parti, substance et contenu de l'unité en matière d'organisation ? Mais non, répondent ces camarades, « aujourd'hui, ce qui est absolument nécessaire [sic], c'est développer le processus critique de différenciation ». Faut-il, face à l'offensive réactionnaire, face à la loi contre les associations, face à la stagnation qui menace le mouvement ouvrier, renforcer notre cohésion, serrer les rangs, devenir une muraille d'acier inébranlable, fût-ce par le sacrifice de quelques conceptions tactiques, par le renoncement à quelques affirmations ? Mais non, absolument pas, répondent nos excellents camarades de la fraction : l'impératif du moment est pour le bon révolutionnaire italien de « démontrer combien il n'est ni juste ni opportun de faire semblant d'ignorer l'existence de tout un courant du mouvement communiste de notre pays (1) », c'est « de demander aux camarades d'adopter immédiatement une position critique *visant, sans exception, toute l'activité du Parti* ». Viser sans exception toute l'activité du Parti, qui est engagé dans la lutte la plus dure contre le fascisme et l'Aventin ; qui défend l'unité syndicale contre les réformistes en leur disputant pied à pied la liberté et l'autonomie des masses organisées ; qui est pris à la gorge par les nouvelles lois qui visent, sous le masque d'une lutte contre la franc-maçonnerie, à donner des prétextes légaux pour dissoudre notre organisation ! Voilà vraiment un excellent programme pour de « vieux militants de l'idée communiste », qui savent que viser toute l'activité signifie abattre et briser.

Ces affirmations du Comité de la fraction définissent parfaitement le champ et les buts de la campagne dont le Comité

*La lutte contre la fraction et la discussion dans le Parti*

183

exécutif du Parti donne le signal. Celle-ci doit rester une campagne pour le retour à la discipline, pour la condamnation de ceux qui méconnaissent la tradition de bons usages politiques de notre parti, pour purifier notre parti de tous les résidus de mentalité social-démocrate qui font soudainement surface. Et cette lutte pour laquelle le Parti tout entier, sans égard à la diversité des courants, se mobilisera au cri d'alarme de ses dirigeants, n'aura rien à voir



avec la discussion politique à laquelle le Parti est en train de se préparer. Il faut éviter qu'en créant une équivoque la manœuvre des fractionnistes n'empêche la prochaine discussion d'atteindre son but qui est de résoudre, avec la contribution de la masse des camarades, la crise idéologique qui est née du IVe Congrès de l'Internationale et qui est parvenue maintenant à maturité. Il n'est évidemment pas possible de confondre une question de discipline, de pure et simple discipline, avec une question politique. Il aurait été meilleur pour le Parti de pouvoir arriver au Congrès au terme d'une large discussion qui ne soit pas entravée par des incidents comme celui-ci, qui ne peut manquer de jeter un certain trouble dans les rangs des camarades, qui étaient loin d'imaginer que pussent prendre racine dans le Parti communiste italien de semblables germes de dégénérescence.

Et le Comité central avait effectivement choisi cette voie, en évitant - sauf dans un cas particulièrement déplorable qui s'est produit dans la fédération de Milan (1) - de recourir à des sanctions disciplinaires contre les camarades de l'opposition, même lorsqu'ils avaient, par leur conduite, failli aux principes constitutifs du Parti. Mais aujourd'hui où, par la volonté délibérée de quelques-uns d'entre eux, la discipline a été brisée d'une manière scandaleuse et inattendue, il faut résoudre rapidement et radicalement cet incident sans le lier aux problèmes politiques qui se posent à nous.

Partisans et adversaires de la tactique du Parti indifféremment mêlés, la grande masse des camarades est en effet en train de réagir résolument contre la tentative fractionnelle que l'on a dévoilée devant eux. L'amour et l'attachement que les camarades ont pour le Parti, la conscience de la gravité de la période de réaction que nous vivons et contre laquelle seule la plus solide unité offre la garantie d'une résistance victorieuse, la soumission pleine et entière à la

discipline de l'Internationale communiste, la fidélité inébranlable à l'activité militante révolutionnaire sont bien les vertus essentielles de tous les communistes italiens. Aucune confusion n'est possible entre ceux qui attendent à la solidité du Parti et ceux qui, en matière de tactique, défendent des critères opposés à ceux du Comité central. Les premiers ne peuvent avoir et n'auront ni le droit ni la possibilité de défendre ou de soutenir en quelque manière devant les camarades leur activité, hostile au Parti ; quant aux seconds, Ils pourront et devront, sans restriction, au cours de la discussion, exposer et étayer leurs idées et leurs convictions. Et si l'ouverture de cette discussion subit peut-être un léger retard, que le Parti en rende grâce à l'inconscience criminelle de la fraction démasquée.

signature, *L'Unità*, 10 juin 1925 ;

lendemain

du numéro du 10 juin.

Sans

republié le

après la saisie

#### APRÈS LA DISSOLUTION

#### DU « COMITÉ D'ENTENTE » (1)

[...] Le Comité central est profondément convaincu que les résultats de la discussion qui devra se dérouler dans le Parti seront d'autant plus bénéfiques pour la politique du Parti et de l'Internationale que la participation des camarades de l'extrême gauche à la discussion aura été plus grande.

Mais il ne faut pas confondre la campagne antifractionnelle que le Comité central conduit actuellement, avec la discussion qui devra avoir lieu dans le Parti et que cette campagne n'a pas du tout ouverte. Cette campagne répond à un fait concret : *l'organisation clandestine d'une fraction dans le Parti* ; et elle a un but qui n'est pas moins précis : *briser toute tentative de réalisation pratique de la dite fraction*.

Aucun des problèmes qui feront l'objet de la discussion, ni aucun des éléments de divergence politique et tactique qui

existent entre nous, n'y a été abordé. Telle qu'on a tenu à l'engager, au-dessus de toute tendance, contre toute activité fractionnelle et pour l'unité absolue du Parti, elle fait apparaître clairement son caractère spécifique, bien distinct de la discussion qui pourra être retardée par ce regrettable incident de la vie du Parti mais qui n'en sera pas restreinte pour autant.

Il est vrai que la question de l'activité fractionnelle est liée en réalité à des problèmes plus généraux sur lesquels nos opinions divergent et dont nous devons discuter ; cette question sera donc certainement un des éléments de la discussion. Mais ce n'est pas sous cet aspect que la question est traitée pour l'instant ; l'objectif le plus urgent et le plus immédiat que nous nous proposons en menant cette campagne n'est pas de « discuter », mais d'empêcher la division organique des forces du Parti et la mise en place des conditions d'une scission.

Car il est bon que le camarade Bordiga ne feigne pas d'ignorer cette vérité élémentaire : *dans un Parti communiste, poser le problème de l'organisation d'une fraction veut dire poser un problème de scission.*

Et quand un danger de ce genre commence à se manifester concrètement dans la réalité, avant même de faire l'objet d'une discussion, il constitue l'objectif d'une lutte qui doit être ouverte aussitôt et doit être menée sans quartier ; voilà pourquoi le Comité central « n'a pas ouvert une discussion » sur ce point, mais mène campagne afin de mobiliser toutes les forces du Parti contre toute tentative ou manœuvre fractionnelle, indépendamment de toute division ou tendance, et par conséquent indépendamment aussi des tendances de l'extrême gauche qui n'ont pas dégénéré au point où en est venu le Comité d'entente. Ensuite, nous aurons le temps de discuter ; bien mieux, cette question contribuera à une plus grande clarification politique. Et quand la discussion s'ouvrira, ce qui ne saurait tarder, chacun pourra s'exprimer en pleine liberté.

Ces éclaircissements étant donnés, disons tout de suite que rien n'interdit aux intéressés de rendre publique, dans la presse du Parti, une déclaration sur leur position. Dans l'état actuel des choses, nous considérons même qu'une telle publication est nécessaire. Le Comité exécutif a pris des

décisions précises, telles que la dissolution du Comité d'entente, la saisie du matériel fractionnel, et la cessation de toute activité en ce sens. Il sera bon que le camarade Bordiga et ses amis de fraction prennent sur ces décisions, devant le Parti, un engagement public et précis.

Que les camarades de l'extrême gauche considèrent la grave responsabilité qu'ils prendraient s'ils mettaient irrémédiablement le Comité central en situation de devoir prendre à leur endroit des mesures telles qu'elles compromettraient la discussion du Parti elle-même.

Quant à l'assertion selon laquelle auraient été publiées des affirmations sans fondement, y compris sur le compte de certains camarades en tant que personnes, que leur auraient été attribuées des opinions et des attitudes contraires à la vérité, nous ne dissimulons pas notre stupeur. Une telle affirmation nous paraît arbitraire et sans fondement : nous ne réussissons pas à voir à quoi veut se référer le camarade Bordiga, qui aurait pu aussi, dans sa lettre au Comité central, démentir et rectifier ce que bon lui semblait. Quoi qu'il en soit, nous attendons avec curiosité les rectifications annoncées...

Sans

signature, *L'Unità*, 18 juin 1925.

#### « LA VOLONTÉ DES MASSES »

La crise fractionnelle qui s'est manifestée dans notre parti, permet à *l'Avanti !* de publier une série d'articles qui peuvent être l'occasion de réaffirmer quelques principes fondamentaux du communisme international. Il est très probable que les déformations idéologiques de *l'Avanti !* ne sont pas le fait exclusif des journalistes de *l'Avanti !* ni des escadrons clairsemés qui constituent le Parti maximaliste. Notre parti est formé d'éléments qui se sont séparés du Parti socialiste au Congrès de Livourne et, tel qu'il est aujourd'hui dans sa majorité, d'éléments gagnés à nous par la campagne de recrutement menée après l'assassinat de Matteotti (1) ; répéter

« *La volontà des masses* »

187

certaines vérités, détruire certains préjugés qui avaient été enracinés dans les consciences par des dizaines et des dizaines d'années de tradition social-démocrate, peut donc être une tâche nécessaire et même nécessaire de toute urgence.

L'article « La volontà delle masse » (*Avanti!* du 13 juin) contient la quintessence de l'opportunisme maximaliste italien et de l'opportunisme social-démocrate en général.

Existe-t-il une volonté des masses laborieuses prises dans leur ensemble et le Parti communiste peut-il soutenir qu'il va « obéir à la volonté des masses en général » ? Non. Il existe, dans l'ensemble des masses laborieuses, plusieurs volontés distinctes : il existe une volonté communiste, une volonté maximaliste, une volonté réformiste, une volonté démocratique libérale. Il existe même, en un certain sens et dans une certaine limite, une volonté fasciste. Tant que subsiste le régime bourgeois, et que le monopole de la presse est aux mains du capitalisme, et que par conséquent le gouvernement et les partis bourgeois ont la possibilité de poser les problèmes politiques en fonction de leurs intérêts, présentés comme l'intérêt général, tant que sera supprimée ou limitée la liberté d'association et de réunion de la classe ouvrière et que l'on pourra diffuser impunément les mensonges les plus impudents contre le communisme, il est inévitable que les classes laborieuses restent dans un état de désagrégation, autrement dit qu'elles aient plusieurs volontés.

Le Parti communiste « représente » les intérêts de la masse travailleuse tout entière, mais il ne « réalise » que la volonté d'une partie déterminée des masses, de la partie la plus avancée, de cette partie (prolétarienne) qui veut renverser le régime existant par des moyens révolutionnaires pour fonder le communisme.

Que signifie plus généralement la formule de *l'Avanti!* :

« Il faut suivre la volonté des masses » ? Elle signifie la tentative de justifier son propre opportunisme, en se cachant derrière la constatation qu'il existe encore des couches attardées de la population laborieuse qui sont sous l'influence de la bourgeoisie, qui « veulent » la collaboration avec la bourgeoisie. Mais ces couches existeront toujours tant que le régime bourgeois sera le régime dominant ; si le Parti

« prolétarien » obéissait à « cette volonté », il obéirait en réalité à la volonté de la bourgeoisie, en d'autres termes il serait un parti bourgeois, et non un parti prolétarien. Le Parti « prolétarien » ne peut pas se mettre à la remorque des masses, il doit précéder les masses, tout en tenant compte objectivement de l'existence de ces couches attardées.

Le Parti représente non seulement les masses travailleuses, mais aussi une doctrine, la doctrine du socialisme, et c'est pourquoi il lutte pour unifier la volonté des masses dans le sens du socialisme, tout en se tenant sur le terrain réel de ce qui existe, mais qui existe *en se mouvant et en se développant*. Notre parti réalise, la volonté de la partie la plus avancée de la masse qui lutte pour le socialisme et qui sait qu'elle ne peut pas avoir la bourgeoisie pour alliée dans une lutte qui justement vise la bourgeoisie elle-même. Dans la mesure où elle coïncide avec le développement général de la société bourgeoise et avec les exigences vitales de toute la masse laborieuse, cette « volonté » est en constant progrès, elle s'élargit, elle conquiert des couches toujours nouvelles de travailleurs, elle désagrège les autres partis ouvriers - « ouvriers » par leur composition sociale, non pas en raison de leur orientation politique.

Mais naturellement, *l'Avanti !* nie chaque jour l'existence de ces faits, il imprime chaque jour que le Parti communiste est abandonné par les masses, et il va chercher rien moins que le témoignage de Hoeglund (1) pour affirmer que notre parti est une chose insignifiante, etc. Mais, non moins naturellement, *l'Avanti !* ne réussit jamais à expliquer comment il se fait qu'abandonné des masses, notre Parti soit relativement le plus fort de ceux qui sont représentés dans la Confédération générale du travail, il ne réussit pas à expliquer comment à Turin, à Trieste, à Bari, à Tarente et dans plusieurs autres villes, nous sommes le Parti le plus fort même en chiffres absolus, il ne réussit pas à expliquer comment il se fait que les ouvriers de Turin, que notre parti est censé avoir conduits à la boucherie et à la catastrophe, saisissent toutes les occasions pour affirmer leur fidélité à nos directives. À la question de savoir si nous représentons la volonté des masses les plus avancées et si cette volonté peut se diffuser au travers de la lutte et devenir la volonté de la majorité des travailleurs, c'est la pratique qui apporte une réponse et

« *La volonté des masses* »

189

la pratique seule ; les événements de cette dernière période ont démontré que la réponse est en faveur de notre parti, en dépit des exorcismes de *l'Avanti !* et de toute la presse de l'Aventin.

Depuis cinq ans, le Parti maximaliste est en dehors de toute organisation internationale ; ce fait n'est pas resté et ne pouvait rester sans effets. L'internationalisme est essentiel pour un parti ouvrier, il ne peut disparaître sans qu'il s'ensuive inéluctablement une complète dégénérescence idéologique et pratique aussi bien chez ses dirigeants que dans ses rangs. Il est clair en effet que

pour *l'Avanti* ! le Comité central d'un parti ne doit représenter que la masse du Parti national, bien mieux qu'il doit « obéir à la volonté » de cette masse. Pour nous, tout cela est monstrueusement faux. Non seulement le Comité central de notre parti représente et guide la masse du Parti italien, mais il représente également le programme et la tactique du Parti tels qu'ils se sont progressivement définis au cours de cinq congrès de l'Internationale. D'ailleurs, comment et pourquoi notre parti s'est-il constitué ? C'est précisément sur la question de la reconnaissance de l'autorité de l'Internationale qu'il s'est séparé du Parti socialiste : au Congrès de Livourne, nous voulions l'application des 21 points, la lutte contre le réformisme, une politique agraire différente de la politique traditionnelle, une nouvelle orientation syndicale, de nouvelles méthodes en matière d'organisation, etc. La masse a adhéré à l'Internationale et c'est donc dans la mesure où elle a accepté un programme bien déterminé qu'elle a constitué un parti. Ce parti s'est développé, dans la mesure où il était et où il est une section de l'Internationale. Il est certain qu'un tel processus ne s'est pas déroulé mécaniquement, selon un schéma mathématique dans lequel un est toujours égal à un. Il s'est agi d'un processus politique auquel les hommes ont participé avec toutes leurs passions et leurs sentiments individuels, avec toutes les vertus et les défauts qui sont le propre de ce bas monde. Mais il est certain que si de nombreux militants sont venus à l'Internationale et au Parti, c'est aussi parce que des personnalités plus ou moins connues avaient adhéré, au programme commun : Bombacci, Misiano, Repossi, Bordiga, Gramsci, Gennari, Marabini, etc. ; ces militants

sont venus essentiellement pour le programme commun et non pour les différenciations d'individus et de groupes. De là le devoir, pour le Comité central, d'éclairer toujours plus les masses du Parti sur la portée réelle du programme commun, sur sa valeur, sur sa signification. De là que, dans notre parti, la discussion porte et doit normalement porter sur des questions concrètes, et non sur les premiers principes ; sur l'application pratique de l'orientation générale, et non sur l'orientation elle-même.

D'après les critères de *l'Avanti !*, tout parti devrait chaque jour répéter les discussions fondamentales : sommes-nous fascistes ou non ? Sommes-nous réformistes, maximalistes, libéraux, populaires, démocrates ou non ? Le fait que *l'Avanti !* pose ainsi la question est caractéristique et symptomatique de la situation interne du Parti maximaliste. Puisque ce parti n'appartient pas à une organisation internationale et puisque sa direction n'a pas de directives, les membres de ce parti qui se trouvent être au coude à coude avec les divers Di Cesarò, Amendola, Anile (1), Giolitti, Salandra, Orlando, ont fini par perdre toute conscience de leur individualité politique et sont forcés de se poser chaque jour cette question : sommes-nous encore maximalistes ou sommes-nous fascistes comme Di Cesarò et Salandra, ou bien sommes-nous populaires comme Anile et De Gasperi, ou encore sommes-nous démocrates comme Amendola ?

Rien de tout cela dans notre parti ne se produit. La majorité du Parti, telle qu'elle était au moment de l'assassinat de Giacomo Matteotti, c'est-à-dire la majorité de la vieille garde, s'était organisée politiquement au Congrès de Livourne autour du programme de l'Internationale, pour lutter contre tous les partis bourgeois, y compris les partis ouvriers qui font la politique de la bourgeoisie. La masse restante des membres, numériquement supérieure à la vieille garde, est entrée au Parti après l'assassinat de Giacomo Matteotti sur la base du programme général de l'Internationale tel que l'appliquait notre Comité central : lutte sur deux fronts, contre le fascisme et contre les oppositions aventiniennes (deux fronts est une manière de parler, car il s'agit en fait du même front bourgeois), pour l'action autonome du prolétariat révolutionnaire, pour organiser la lutte

« *La volonté des masses* »

191

des pauvres contre les riches autour du prolétariat révolutionnaire qui, seul, peut écraser la réaction en instaurant un nouvel État, en instaurant sa dictature.

Les discussions qui ont lieu à l'intérieur de notre parti ne peuvent pas concerner les bases fondamentales sur lesquelles l'organisation communiste est née et s'est développée. Il peut toutefois arriver que se constitue un courant qui prétend entreprendre une œuvre de révision jusque dans ce domaine. Certes, cela peut arriver. Et surtout, quand la situation devient



objectivement difficile, il peut se faire que des individus isolés et des groupes entiers perdent la tête et croient même, de bonne foi, avoir trouvé le bon remède pour l'occasion ou croient pouvoir résoudre la question en constituant un tribunal qui juge les fautes de quelques individus, au cri fatidique de « Sus au marqueur de portes (1) ». C'est ce qu'on a pu déjà constater à la fin de 1920 et au début de 1921, lorsque, après avoir atteint son sommet avec la marche de l'Armée rouge vers Varsovie et l'occupation des usines en Italie, la vague révolutionnaire fut brisée par la réaction. Une série de partis socialistes qui étaient entrés, « toutes bannières déployées », dans l'Internationale communiste quand la situation était favorable, baissèrent pavillon quand la situation s'assombrit. Et naturellement, ils justifièrent leur repli du front révolutionnaire par les tyrannies du *knout moscovite*, par l'autoritarisme de Zinoviev, par l'Incompréhension des Russes dans les affaires européennes, etc. Depuis 1921, la révolution n'a pas encore eu lieu, encore qu'à l'échelle mondiale elle ait fait des pas de géant comme le montrent, par exemple, les événements qui se déroulent actuellement en Chine (1). Ce ralentissement du rythme de la révolution a progressivement démoralisé d'autres militants révolutionnaires, et voici qu'on entend de nouveau la vieille rengaine sur les responsabilités personnelles de Zinoviev ; à cette différence, toutefois : en 1920-1921, Zinoviev voulait faire la révolution à tout prix sans tenir compte des « situations particulières » des différents pays, en 1925, Zinoviev ne permet pas à l'Europe

\* Allusion aux psychoses créées par la peste décrite par Manzoni dans *Les fiancés*, selon lesquelles la propagation de l'épidémie était due à des individus qui désignaient au mal les maisons, en marquant les portes d'un enduit diabolique. (*N. d. T.*)

de faire la révolution. La « volonté des masses » n'entrait pas en ligne de compte en 1920 pas plus qu'en 1925. L'avant-garde prolétarienne est restée avec l'Internationale communiste en 1920 et continuera à rester avec l'Internationale en 1925, bien qu'en 1925 *l'Avanti !* puisse compter parmi les rebelles au *knout* moscovite quelques-uns des chefs qui, en 1921, maniaient ce *knout* contre *l'Avanti !*

Ce sont là des choses qui peuvent arriver et qui effectivement arrivent. Ce qui ne doit pas impliquer que le Comité central les laisse se répandre et ne lutte pas énergiquement pour les éliminer.

Signé

A.G., *L'Unità*, 24 juin 1925.

#### LES DOCUMENTS FRACTIONNELS (1)

Qu'on prenne la circulaire no 1 (personnelle et à diffusion restreinte) du mois d'avril (2). Ce document reflète fidèlement le formalisme qui caractérise la mentalité des camarades de l'extrême gauche. Elle commence par se lamenter de ce que l'Internationale « prenne pour cible le camarade Bordiga » et fasse semblant d'ignorer l'existence d'une « gauche italienne », c'est-à-dire de l'extrême gauche. Cette observation est si banale qu'en vérité elle ne mérite pas l'honneur d'une réponse : est-il possible que des camarades, et non des derniers venus dans le mouvement, ne sachent pas que quand on nomme explicitement, dans nos discussions, tel ou tel camarade qui s'est fait l'interprète d'une tendance donnée, on ne veut pas se référer seulement à lui personnellement, mais à toute la tendance qu'il représente ? Que les camarades du Comité d'entente se rassurent : quand on parle de Bordiga, on entend bien parler de tous ceux qui pensent comme lui, eux donc y compris.

Il est vrai qu'entre Bordiga et un petit nombre de camarades, dont la mentalité s'est raidie et ankylosée dans l'erreur et ne changera - si elle est susceptible de changer et de se corriger - que sous le fouet des événements et de l'his

*Les documents fractionnels* 193

toire, et la masse qui les a suivis pour des raisons diverses qui n'ont rien à voir avec leurs positions théoriques erronées, il y a une différence appréciable qui impose des évaluations politiques diverses dont il faut tenir compte : pour Bordiga et consorts, ces distinctions n'existent

pas et on n'a pas à les faire intervenir : la méconnaissance de ce principe a été une caractéristique permanente de la conception erronée de Bordiga.

Voulez-vous savoir, poursuit la circulaire, jusqu'où l'on va à force de prendre pour cible le camarade Bordiga ? On en vient à « rien de moins » qu'à dire que Bordiga est passé à droite (1).

À ce propos, nous devons deux mots d'explication aux camarades de l'extrême gauche. La résolution votée par l'Exécutif élargi sur la question italienne éclaire, en le précisant, le concept qu'implique cette déclaration du camarade Zinoviev.

Si les camarades du Comité d'entente jugeaient les faits et les choses avec intelligence politique et non avec un formalisme qui relève d'une mentalité de « notaire », peut-être auraient-ils mieux compris le véritable sens de cette déclaration. Que voulait-elle exprimer dans l'esprit du camarade Zinoviev ? Simplement ceci : que si le camarade Bordiga s'est toujours trouvé à l'extrême gauche, s'il a toujours été éloigné des positions de droite et s'y est toujours opposé, aujourd'hui, en dépit de toutes ses affirmations théoriquement extrémistes, par son attitude pratique, dans l'action concrète -et la pratique réelle compte lorsqu'on formule un jugement politique - il renforce la droite de l'Internationale et, sur de nombreuses questions, se trouve sur le même plan.

Par exemple : sur la question du trotskisme, l'attitude de Bordiga coïncidait avec, celle adoptée par les représentants les plus typiques de la droite de l'Internationale ; à l'égard des plus récents mots d'ordre de l'Internationale - bolchevisation, organisation sur la base des cellules -, son attitude s'identifie étrangement à celle de toute la droite de l'Internationale.

*Mais là où la position de Bordiga est la même que celle de toute la droite de l'Internationale, c'est dans la revendication du droit aux fractions, à l'organisation de tendances. Et*

nous avons fait ici allusion seulement à quelques questions. Quoi d'étonnant donc si, par le détour d'un jugement formulé d'un point de vue objectif et non subjectif (les sentiments de Bordiga à l'égard de la droite n'ont pas d'intérêt ; ce qui compte, ce sont les actes) et qui se base sur la situation internationale et pas seulement sur la situation italienne (l'extrême gauche devrait se souvenir parfois qu'elle fait partie d'une organisation internationale), le camarade Zinoviev a cru nécessaire d'attirer l'attention des camarades sur le cas Bordiga que son extrémisme conduit en fait à se lier à la droite.

Mais tout cela n'intéresse pas les camarades du Comité d'entente. Ils font en sorte qu'ils écartent le fond de la question : ils s'arrêtent à la forme. On ose « rien de moins » que rapprocher le nom de Bordiga du mot « droite » ? Mais c'est inouï ! Branle-bas de combat : tout le camp est sens dessus dessous. Un groupe de « *vieux camarades éprouvés* » se dresse en armes et se constitue en Comité d'entente.

On mobilise les « *vieux combattants de l'idée communiste* », on fait appel à leurs « énergies » pour la défense « *de la pensée, de la tactique et de toute une tradition d'efficacité révolutionnaire* » contre l'Internationale qui foule aux pieds et détruit ce qu'il y a de plus révolutionnaire, « *le patrimoine idéologique et tactique de la gauche italienne* ».

L'affaire serait parfaitement drôle si elle n'était extrêmement dangereuse et nocive pour le Parti. Un peu plus de rigueur et de sérieux, chers camarades du Comité d'entente.

Vous vous êtes jetés à corps perdu dans l'organisation clandestine d'une fraction dans le Parti, et il semble que vous n'avez pas l'intention d'en finir, puisque vous vous préparez à démontrer encore une fois « *combien il n'est ni juste ni opportun de circonscrire la lutte à l'objectif Bordiga* ». Mais qui vous a dit que la lutte sera limitée à l'objectif Bordiga ? De plus, qui a bien pu vous dire que c'est Bordiga *personnellement* qui constitue l'objectif de la lutte ? L'objectif réel se trouve dans les erreurs que Bordiga professe et dont il doit se corriger : ce n'est pas chez le seul Bordiga que l'on combattra ces erreurs, mais chez tous ceux qui les soutiendront.

Vous parlez d'efficacité, de traditions révolutionnaires et

de lutte à sauver. Qui les menace ? Ce sera la tradition révolutionnaire du mouvement italien qui constituera le terrain le plus propice pour battre en brèche toutes les déviations et les erreurs qui caractérisent votre position. Pour l'instant, nous nous contenterons d'observer ceci : tandis que vous êtes en train de détruire, par votre entreprise, ce qu'il y a de mieux dans la tradition

révolutionnaire italienne, vous visez à maintenir en vie et à perpétuer ce qui, dans cette tradition, doit être corrigé et éliminé. Une erreur, même si elle est vieille et possède une tradition, est toujours une erreur.

Mais voyons plus loin. Les camarades sont priés de réfléchir aux mots suivants : « ... *La gauche italienne doit savoir démontrer combien ont été vaines toutes les tentatives d'absorption et de déviation.* »

Qu'on veuille bien prendre la collection de *l'Avanti !* et constater combien de fois ces mots ont été employés par les divers Vella et Nenni dans leur lutte contre l'Internationale (1). Leur signification est très grave : c'est l'indice d'une situation d'où peut surgir une forme pure et simple de maximalisme communiste.

Les camarades du Comité d'entente portent à leur mérite le fait de ne pas s'être laissé « absorber » par l'Internationale communiste. Ils se considèrent donc comme quelque chose d'hétérogène et d'étranger à elle, au point de se poser le problème de ne pas se laisser absorber afin de ne pas perdre leur identité. Et ces camarades veulent organiser une fraction dans le but de mobiliser le Parti ou au moins une partie de celui-ci afin qu'il montre qu'il a rendu vaine *toute tentative d'absorption* dans l'Internationale. Sous la direction du Comité central, le Parti a couru sans s'en apercevoir un danger sans nul doute très grave : celui de dévier vers l'Internationale communiste et de se faire absorber par elle !

C'est pour cela qu'à un certain moment, les camarades de l'extrême gauche sont entrés en lice : pour empêcher cette absorption et cette déviation. En poursuivant de ce pas, ces camarades s'apercevront bien vite que d'autres tentatives de déviation dans un sens opposé à celui de l'Internationale ne seront pas aussi vaines. Logiquement, il s'ensuit qu'il faut « viser sans exception » toute l'activité du Parti et la position théorique qui l'exprime. Et pour réaliser ce but, on

considère que la discussion ne suffit pas, et on organise clandestinement une fraction. Ainsi cette « attaque » prend un sens bien précis. Par voie de conséquence, il faut au plus vite une « *liaison* propre à rendre *cette entreprise* unitaire et homogène ».

Comme on le voit, pour le Comité d'entente, le problème de l'unité et de l'homogénéité ne se pose pas à l'égard du Parti mais seulement à l'égard d'une partie de lui-même, d'une fraction. Qui ne comprend pas combien est *scissionniste* cette façon de poser le problème ?

On ne se pose même pas le problème de l'unification idéologique du Parti au travers de la discussion. Bien mieux, cette dernière et jusqu'au congrès qui s'ensuivra fournissent le prétexte d'une division et d'une différenciation plus grandes et plus profondes. Tout le contraire précisément.

On lit en effet dans la lettre du Comité d'entente en date du 22 mai : « *Le congrès du Parti qui se tiendra d'ici peu est pour nous l'occasion de mener un travail d'organisation et de propagande qui, en substance, dépasse la conjoncture du congrès et vise à créer à travers tout le Parti une sorte de liaison spirituelle entre les camarades de la gauche susceptible de promouvoir un processus critique de différenciation...* »

À ces lignes, nous ajouterons un passage de la motion votée par le Comité central : « *Son but essentiel [de la discussion] ne doit pas être d'ouvrir au sein du Parti une lutte de tendances ou de fractions, mais elle doit viser au contraire, grâce à la discussion des problèmes essentiels de la théorie et de la pratique du léninisme, à élever l'éducation et le niveau politiques de tous nos militants et à créer cette homogénéité et cette unité idéologiques qui est la prémisse essentielle d'une bolchevisation réelle et effective du Parti (1).*»

Et maintenant, que les camarades soient juges : tout commentaire est superflu.

Pour terminer, qu'on nous permette de rectifier une autre légende qu'on tente de répandre dans le Parti et à laquelle fait allusion la circulaire qui est à l'origine de la fraction, à savoir que dans l'Internationale il ne serait pas possible de discuter et qu'en fait on n'y discute pas.

Nous apportons un démenti catégorique au camarade Bordiga en lui rappelant des faits :

1° Lorsqu'il participa à l'Exécutif élargi de 1922, ce fut le camarade Bordiga qui insista en commission pour que la question des dissensions sur la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier ne fût pas mise en discussion au « Plénum », comme étaient d'avis de le faire le camarade Zinoviev et d'autres membres de la commission. À la suite d'une déclaration écrite du camarade Bordiga reconnaissant qu'il n'existait pas de divergence de fond sur la question et après qu'il eut donné des garanties de discipline, il fut fait droit à sa demande.

2° Au dernier Exécutif élargi (1), un débat s'est ouvert sur les problèmes les plus importants de la politique et de la tactique du « Komintern », et particulièrement sur la question du trotskisme. Étant donné l'attitude que le camarade Bordiga avait prise sur cette question et son attitude générale à l'intérieur du Parti et vis-à-vis de l'Internationale, il était évident qu'il avait le devoir bien précis de participer à une telle discussion.

*Au lieu de cela, et bien qu'il ait été sollicité à plusieurs reprises, le camarade Bordiga n'est pas allé à Moscou. Et, resté en Italie, il attrape au vol une phrase prononcée là-bas et il en fait l'argument d'une agitation dans le Parti pour l'organisation de la fraction, travail qu'il commence tout de go, sans attendre de prendre connaissance des documents, du matériel, des résolutions, en somme avant même de savoir ce qui s'était effectivement passé à l'Exécutif élargi.*

Et maintenant, on vient dire que dans l'Internationale, on ne peut pas discuter. Laissons les camarades juger eux-mêmes une telle manière de procéder.

3° Enfin une dernière remarque : nous ne savons pas encore ce que les fractionnistes veulent faire de leur Comité d'entente, face aux décisions précises du Comité exécutif. Nous ne voulons faire aucune prévision, toutefois si on regarde les faits, il y a de quoi être pessimiste, très pessimiste.

Quoi qu'il en soit, si, dans la situation actuelle, Bordiga et compagnie veulent en arriver au point de couper les ponts avec le Parti et l'Internationale *(et la volonté de persister dans l'activité fractionnelle, comme ils le font, ne pourrait*

*avoir d'autre signification ni conduire à un résultat différent*), encore une fois, ce seront eux qui auront compromis la discussion qui doit avoir lieu et dont le Parti a un besoin absolu et urgent.

Mais bien sûr, on continuera à dire qu'on a voulu empêcher la discussion...

Sans

signature, *L'Unità*, 25 juin 1925.

### MAXIMALISME ET EXTRÉMISME (1)

Le camarade Bordiga se sent offensé parce qu'on a écrit que, dans sa conception, il y a beaucoup de maximalisme. Ce n'est pas vrai et ce ne peut être vrai, écrit Bordiga. Et, en effet, le trait qui distingue le mieux l'extrême gauche, c'est son aversion pour le Parti maximaliste, qui nous répugne, qui nous fait vomir, etc..

La vraie question n'est pourtant pas là. Le maximalisme est une interprétation fataliste et mécaniste de la doctrine de Marx. Et puis, il y a le Parti maximaliste. De cette interprétation falsifiée, il tire argument en faveur de son opportunisme, pour justifier, à coups de phrases révolutionnaires, sa collaboration de classe larvée. *Bandiera rossa trionferà \**, parce qu'il est fatal,

il est inéluctable que le prolétariat finisse par l'emporter, nous l'avons appris de Marx, notre doux et

bon maître ! Il est inutile de bouger ; pourquoi bouger et lutter si la victoire est fatale et inéluctable ?

Ainsi parle un maximaliste du Parti maximaliste.

Mais il y a aussi le maximaliste qui n'est pas membre du Parti maximaliste et qui peut être au contraire membre du Parti communiste. Il est intransigeant. nullement opportuniste. Mais lui aussi, il croit qu'il est inutile de bouger et de lutter au jour le jour ; il se contente d'attendre le grand soir. Les masses - dit-il - ne peuvent pas ne pas venir à nous,

\* *Le drapeau rouge triomphera* : début du refrain d'un chant révolutionnaire italien. (N. d. T.)



car la situation objective les pousse vers la révolution. Donc attendons-les, sans nous mettre martel en tête avec des manœuvres tactiques et autres expédients.

Cela, pour nous, c'est du maximalisme, ni plus ni moins que le maximalisme du Parti maximaliste. Le camarade Lénine nous a enseigné que pour vaincre notre ennemi de classe, qui est puissant, qui dispose de nombreux moyens et de grandes réserves, nous devons exploiter la moindre faille dans son front et que nous devons utiliser tout allié éventuel, fût-il incertain, oscillant et provisoire. Il nous a enseigné que dans la guerre de classes comme dans la guerre tout court, on ne peut atteindre le but stratégique qui est la destruction de l'ennemi et l'occupation de son territoire, sans avoir atteint au préalable une série d'objectifs tactiques visant à porter la désagrégation chez l'ennemi avant de l'affronter sur le champ de bataille. Toute la période pré-révolutionnaire se présente comme une activité essentiellement tactique, visant à gagner de nouveaux alliés au prolétariat, à porter la désagrégation dans l'appareil d'organisation offensif et défensif de l'ennemi, à connaître et à épuiser ses réserves.

Ne pas tenir compte de cet enseignement de Lénine, ou n'en tenir compte qu'en théorie, sans le mettre en pratique, sans le faire passer dans son activité, quotidienne, c'est être maximaliste, c'est prononcer de grandes phrases révolutionnaires sans être capable d'avancer d'un pas dans la voie de la révolution.

Sans

signature, *L'Unità*, 2 juillet 1925.

LE PARTI SE RENFORCE  
EN COMBATTANT  
LES DÉVIATIONS ANTILÉNINISTES (1)

Nous nous proposons d'examiner en toute tranquillité et sérénité, ces « points de gauche » qui prétendent donner à notre parti et à l'Internationale des solutions italiennes

« originales » aux problèmes de tactique et d'organisation, dignes de prendre la place du léninisme.

### *La situation italienne*

Il n'y a pas, dans les « points », de paragraphe explicitement consacré à la situation italienne ; on peut, toutefois, tirer une évaluation de la situation du paragraphe consacré à la question des cellules et on ne peut nier que ce soit une évaluation qui ne manque pas d'originalité. On y dit ceci : en Italie, il n'y a pas la situation qui existait en Russie de 1905 à 1917, c'est-à-dire qu'il n'y a pas en Italie de situation révolutionnaire. En Russie régnait la terreur tsariste ; en Italie, il n'y a évidemment aucune espèce de terreur. En Russie, il n'existait pas de grandes organisations de masse (syndicats, etc.), alors qu'en Italie, évidemment, on jouit de la plus grande liberté d'organisation, les masses peuvent se réunir, discuter comme elles veulent de leurs problèmes et préparer l'agitation. En Russie n'existait pas la possibilité des... conquêtes pacifiques ; en Italie, au contraire, les masses marchent chaque jour d'une conquête à l'autre.

Camarades ouvriers de Milan, de Turin, de Trieste, de Bari, de Bologne, vous ne trouvez pas que c'est là une évaluation « originale » de la situation italienne ? Si originale que vous n'y aviez jamais pensé ; maintenant, vos yeux se sont dessillés et vous pouvez juger qui a raison du Comité central du Parti ou du Comité d'entente qui affirme la possibilité de conquêtes pacifiques. Que l'extrémisme se constitue en fraction pour les conquêtes pacifiques, voilà une originalité vraiment inattendue !

### *Le Parti*

Selon la doctrine du léninisme, le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat ; en d'autres termes, c'est la partie la plus avancée d'une classe déterminée et de cette classe seulement. Naturellement, d'autres éléments sociaux (intellectuels et paysans) peuvent également entrer dans le Parti, mais il doit demeurer bien établi que le Parti commu

### *Le Parti se renforce* 201

niste est organiquement une partie du prolétariat. Selon le Comité d'entente, le Parti n'est pas une partie d'une classe, mais une « synthèse » de prolétaires, de paysans, de déserteurs de la classe bourgeoise et même d'autres éléments (il y a un « etc. » très mystérieux dans les « points »). Pour le Comité d'entente, le Parti est donc une organisation inter-classe, une synthèse d'intérêts qui ne peuvent en fait se synthétiser en aucune manière, et naturellement, cette mixture « originale » nous est donnée pour du marxisme (1). Selon le marxisme, le mouvement

prolétarien, qui est créé objectivement par le développement du capitalisme, ne devient révolutionnaire, c'est-à-dire ne se pose le problème de la conquête du pouvoir politique que lorsque la classe ouvrière est devenue consciente d'être la seule classe capable de résoudre les problèmes que le capitalisme pose dans son développement, mais qu'il ne réussit pas - et ne peut réussir - à résoudre. Comment la classe ouvrière acquiert-elle cette conscience ? Le marxisme affirme et démontre, contre le syndicalisme, que cela ne se produit pas spontanément. Ce sont les représentants de la science et de la technique -qui sont en mesure d'acquérir cette conscience en raison de leur position spécifique de classe (les intellectuels sont une classe qui sert la bourgeoisie mais ne coïncide pas avec la classe bourgeoise) -qui, sur la base de la science bourgeoise, construisent la science prolétarienne et qui, par l'étude de la technique telle qu'elle s'est développée en régime capitaliste, arrivent à la conclusion qu'un développement ultérieur est impossible si le prolétariat ne prend pas le pouvoir, ne se constitue pas en classe dominante, en imprimant à toute la société ses caractères spécifiques de classe. Les intellectuels sont nécessaires, donc, pour la construction du socialisme ; ils ont été nécessaires, comme représentants de la science et de la technique, pour donner au prolétariat la conscience de sa mission historique. Mais ce service a été un phénomène individuel, non pas de classe : en tant que classe, il n'y a que le prolétariat qui devienne révolutionnaire et socialiste avant la conquête du pouvoir et qui lutte contre le capitalisme. Ajoutons ceci : une fois que la théorie socialiste est née et qu'elle s'est développée scientifiquement, les ouvriers eux aussi l'assimilent et en tirent de nouvelles conséquences. Le Parti communiste est précisément cette partie du prolétariat

qui a assimilé la théorie socialiste et qui continue à la diffuser. La tâche qui, aux origines du mouvement, fut assumée par des personnalités intellectuelles (comme Marx et Engels), mais aussi par des ouvriers capables d'un travail scientifique (comme l'ouvrier allemand Dietzgen) est aujourd'hui dévolue à l'ensemble que forment les Partis communistes et l'Internationale.

Selon le Comité d'entente, nous devrions concevoir le Parti tel qu'il pouvait être conçu aux origines du mouvement : comme une « synthèse » d'éléments individuels et non comme un mouvement de masse. La raison ? La raison c'est que dans cette conception, il y a une forte coloration de pessimisme quant aux capacités des ouvriers. Seuls les intellectuels peuvent être « véritablement » des révolutionnaires communistes, seuls les intellectuels peuvent être des « hommes politiques ». Les ouvriers sont ouvriers et ne peuvent que demeurer ce qu'ils sont tant que le capitalisme les opprime ; sous l'oppression capitaliste, l'ouvrier ne peut se développer complètement, il ne peut sortir de son esprit étroit de catégorie. Qu'est-ce que le Parti, dans ces conditions ? C'est seulement le groupe restreint de ses dirigeants (dans le cas présent, c'est seulement le Comité d'entente) qui « reflètent » et « synthétisent » les intérêts et les aspirations génériques de la masse et du Parti lui-même.

La doctrine léniniste affirme et démontre que cette conception est fautive et extrêmement dangereuse ; elle a conduit, entre autres, au phénomène du « mandarinisme » syndical, autrement dit à la contre-révolution.

Selon la doctrine léniniste, s'il est vrai que la classe ouvrière dans son ensemble ne peut devenir parfaitement communiste qu'une fois le pouvoir conquis, il n'en est pas moins vrai que même avant la révolution son avant-garde peut, quant à elle, devenir communiste. Les ouvriers entrent au Parti communiste non seulement en tant qu'ouvriers (métallos, menuisiers, gars du bâtiment, etc.), mais ils n'y entrent pas seulement en tant que révoltés mais en tant qu'ouvriers communistes, c'est-à-dire en tant qu'hommes politiques, en tant que théoriciens du socialisme ; et le Parti, les discussions, les lectures et les écoles du Parti, leur permettent de continuer à se développer, de devenir des dirigeants. Il n'y a que dans le syndicat que l'ouvrier entre avec sa seule qualité

*Le Parti se renforce* 203

*d'ouvrier et non d'homme politique qui suit une théorie déterminée.*

*Les cellules*

Combien ces questions sont importantes, combien graves peuvent être leurs répercussions si on les résout de manière erronée (le Comité d'entente dirait « originale »), on le voit dans la question des cellules que le Parti veut avoir pour base au lieu des vieilles sections ou des vieilles « assemblées territoriales ». Le Comité d'entente est contre les cellules (1). Pourquoi ? La chose est claire : les cellules d'entreprise sont constituées et doivent tendre à être constituées uniquement d'ouvriers. Mais l'ouvrier ne peut être révolutionnaire ; au contraire, il est révolutionnaire dans l'assemblée territoriale, c'est évident puisque là il y a les juristes, les professeurs, etc.

Tout le paragraphe sur les systèmes d'organisation du Parti qu'on peut lire dans le programme du Comité d'entente est une accumulation d'erreurs et d'affirmations plutôt ridicules. Quand, par exemple, le Labour Party a-t-il jamais été organisé sur la base des cellules ? Quand donc les syndicats ont-ils été organisés sur la base des cellules ? Et pourquoi les syndicats doivent-ils être contre-révolutionnaires ? Les syndicats par eux-mêmes ne sont pas révolutionnaires, mais ils ne sont pas pour autant contre-révolutionnaires ; leurs dirigeants peuvent être révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Le Labour Party n'est pas organisé en cellules. C'est une fédération de syndicats et de partis politiques.

Si les choses étaient telles que les dit le Comité d'entente, pourquoi donc le Parti bolchevique a-t-il conservé - et développé - son organisation en cellules même après la chute du tsarisme et pourquoi est-il organisé en cellules aujourd'hui encore, quand la classe ouvrière est au pouvoir et que les syndicats (qui seraient contre-révolutionnaires, selon le Comité d'entente) ont toute liberté d'organisation et de réunion ? Et pourquoi le système des cellules serait-il fédéraliste alors que le système des sections territoriales ne le serait pas ? Le sens du mot fédéralisme est bien connu : il signifie, par

exemple, parité de pouvoirs aux organisations de base, quel que soit le nombre des organisés de chacune : dans le mouvement syndical français, on vote par syndicat, non pas par affilié, de sorte qu'une association de coiffeurs d'une petite ville compte autant que le syndicat des métallurgistes de Saint-Étienne (un tel système était en vigueur dans l'Union syndicale italienne). Le fédéralisme signifie qu'on va aux congrès avec un mandat impératif ; nous disons qu'est fédéraliste le Comité des oppositions dans lequel le petit Parti sarde d'action a les mêmes pouvoirs que le « très grand » Parti maximaliste.

Tout ce paragraphe sur les cellules est une suite de sottises dépourvues de bon sens et qui ne s'appuient sur aucune perspective historique. En réalité, la conception que le Comité d'entente a du Parti communiste est une conception dépassée, propre à la période initiale du capitalisme, alors que la conception léniniste, telle qu'elle apparaît dans le système d'organisation des cellules, est la conception propre à la phase impérialiste, c'est-à-dire à la phase où s'organise la révolution. Jusqu'à la Commune de Paris, on pouvait dire que « le Parti est l'organe qui synthétise et unifie les poussées individuelles et de groupes provoquées par la lutte de classes », que le Parti se limite, en d'autres termes, à enregistrer les progrès de la classe ouvrière et à faire œuvre de propagande idéologique ; mais aujourd'hui, nous ne sommes pas en 1848, il existe aujourd'hui un mouvement révolutionnaire de masse large et profond et le Parti guide la masse, dirige la lutte de classe et ne se limite pas à un rôle de notaire. Toutefois, il est assez « original » qu'on nous serve comme gauchisme une conception dépassée et réactionnaire.

### *Charlatanisme et démagogie*

Le paragraphe consacré à l'activité passée de notre parti est d'un bout à l'autre une salade de lieux communs, assaisonnée d'une bonne dose de mauvaise foi, de charlatanisme et de démagogie. Il faut en effet un certain aplomb pour affirmer que le Comité central a été « remorqué sur la juste voie grâce au seul effet de la pression décidée ( !) de la périphérie et de la gauche... ». La vérité se trouve précisément

### *Le Parti se renforce* 205

*dans l'affirmation contraire. La périphérie était résolument opposée à ce que notre groupe parlementaire sorte du Comité de l'opposition et encore plus résolument opposée à notre retour au Parlement (1). Dans le groupe parlementaire, la thèse du retour au Parlement fut soutenue énergiquement par les seuls camarades Gramsci et Maffi ; parmi l'extrême gauche, seul le camarade Borin se déclara favorable à cette thèse ; le camarade Fortichiari, s'il était là, resta*

muet. Ceux, en revanche, qui se déclarèrent catégoriquement, voire même « féroce-ment » hostiles, ce furent Damen et Repossì qui disaient apporter dans la discussion le sentiment et l'opinion de la périphérie. Combien l'accusation citée plus haut est contraire à la vérité, on le voit par les faits suivants - sur ce problème comme sur les autres, le Comité central n'eut aucune hésitation ; la preuve en est d'ailleurs que c'est précisément aux congrès fédéraux de Naples et de Milan, les deux centres où l'extrémisme a quelques troupes, que fut annoncé - et cela déjà en septembre - que le groupe parlementaire ferait sa rentrée si l'opposition rejetait notre proposition d'un anti-Parlement. À Naples (2), le camarade Bordliga se déclara d'accord avec le Comité central pour la rentrée, en désaccord avec la proposition de l'anti-Parlement, mais personne d'autre ne prit la parole sur le sujet, à part le camarade Fiore (3), extrémiste, qui se déclara favorable à la rentrée, insistant lui aussi sur le fait que la périphérie ne comprendrait pas. À Milan, un seul camarade prit la parole pour se déclarer hostile à la rentrée : un extrémiste, Bernardi (4). N'est-ce pas de la mauvaise foi et du charlatanisme que de venir dire aujourd'hui que la périphérie et la « gauche » ont fait pression sur le Comité central ? La vérité est que les actuels extrémistes, qui n'ont jamais eu de directives propres, se mettaient alors à la remorque des masses les plus attardées, qu'ils « synthétisaient et unifiaient » une tendance de droite, prête à jouer les flancs-gardes de l'opposition bourgeoise. Ce fut le Comité central du Parti qui, n'hésitant pas à aller à contre-courant, réagit contre la passivité de la masse et réussit, par son action politique, à rendre indépendant de la bourgeoisie le prolétariat révolutionnaire et à faire en sorte qu'il devienne un facteur autonome et décisif dans la situation. Mais c'est là un sujet qui mérite d'être traité à part, et à fond. S'il faut faire une comparai

son, ce doit être entre la tactique qu'a suivie cette année le Comité central et la tactique de l'Exécutif qui dirigeait le Parti en 1921-1922 (1) : ce sont uniquement la démagogie et la mauvaise foi du Comité d'entente qui nous contraignent à aborder ce sujet. Si le Parti s'est développé et a élargi son influence dans la période actuelle, c'est parce que le Comité central, en se fondant certainement sur la situation concrète, a su prévoir un juste développement des événements. En 1921-1922, l'Exécutif (mettons à part le travail d'organisation du Parti) n'a pas su prévoir le développement des événements, il a exclu *a priori* la possibilité du coup d'État fasciste, il n'a pas su s'orienter dans l'imbrication des actions et réactions que la lutte de classes suscitait en Italie et il s'est laissé prendre à l'improviste par des événements décisifs. Nous nous garderons dans cette analyse d'une démagogie pourtant beaucoup plus facile que celle à laquelle s'est livré le Comité d'entente à propos de la situation de l'an passé. N'est-ce pas le comble de la démagogie, par exemple, que d'affirmer que « le langage de la presse aurait dû être plus en rapport avec la situation »? Pour le Comité d'entente, les saisies, les mises en demeure, la suspension de *L'Unità* en décembre et janvier derniers ne comptent pour rien (2)...

#### *Contre le léninisme. Contre l'Internationale communiste*

Nous n'avons donné que quelques approches de la réponse exhaustive qu'il conviendra de donner à ce document qui est la « charte » fondamentale du Comité d'entente et qui serait censée devenir la « charte » du Parti et de l'Internationale. Dans ce document, il n'y a rien de nouveau ni d'original. Il s'agit d'une accumulation indigeste de vieilles erreurs et de vieilles déviations par rapport au marxisme, qui peuvent sembler « originales » uniquement à ceux qui ne connaissent pas l'histoire du mouvement ouvrier. Ce qui impressionne dans ce document, ce n'est pas tant l'erreur politique que la décadence intellectuelle des auteurs qui l'ont rédigé. S'il faut l'examiner et le discuter, c'est uniquement pour faire ressortir encore plus vivement l'énergie, la vigueur intellectuelle, la profonde justesse historique de la doctrine léniniste, qui n'a pas permis au fascisme kornilovien d'arriver

#### *L'organisation par cellules* 207

au pouvoir en Russie (1), mais a su au contraire guider le prolétariat à la victoire révolutionnaire.

On peut exclure *a priori* qu'un tel document « synthétise » une position de « gauche ». En s'appuyant sur lui, on peut arriver au contraire aux plus dangereuses déviations de droite : il suffit de penser à la conception vraiment réactionnaire qu'on y professe à l'égard du prolétariat et de



son niveau politique. De ce point de vue, on peut dire que la discussion actuelle entre le Comité central et les extrémistes a bien un contenu de classe.

Le Comité central représente l'idéologie du prolétariat révolutionnaire, lequel a conscience d'être devenu une classe digne d'exercer le pouvoir ; le Comité d'entente représente l'ultime effort de maigres groupes d'intellectuels révolutionnaires, encore imprégnés de méfiance petite-bourgeoise envers l'ouvrier, considéré comme inférieur, incapable de s'émanciper par lui-même, objet de la révolution, et non pas protagoniste de la grande oeuvre d'émancipation de tous ceux qui sont opprimés par le capital. C'est pourquoi la bataille est déjà gagnée « historiquement » avant même d'avoir été livrée.

Sans

signature, *L'Unità*, 5 juillet 1925.

#### L'ORGANISATION PAR CELLULES ET LE IIe CONGRÈS MONDIAL (2)

Dans son article sur la nature du Parti communiste, le camarade Bordiga écrit :

Bien qu'on fût déjà fort de l'expérience des cellules en Russie, le IIe Congrès, où furent établies par Lénine les bases de l'internationale, ne fit même pas allusion à ce critère en matière d'organisation - critère présenté aujourd'hui comme indispensable et fondamental - dans aucun des documents classiques : statut de l'Internationale, 21 conditions d'admission, thèses sur les tâches du Parti, thèses sur les tâches de l'Internationale. Il s'agit d'une « décou

verte » beaucoup plus tardive et il nous sera loisible de voir comment elle s'insère dans le processus de développement de l'Internationale (1).

L'affirmation du camarade Bordiga n'est pas exacte. Dans les « Thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale communiste », et précisément dans le second chapitre . « Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat ? », Lénine avait écrit ceci :

La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la direction de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, écrasés, terrorisés, divisés, trompés par la classe des capitalistes, direction exercée par la seule classe préparée pour ce rôle dirigeant par toute l'histoire du capitalisme. Aussi la préparation de la dictature du prolétariat doit-elle être entreprise partout et sans délai, entre autres par le procédé suivant.

Dans toutes les organisations, ligues, associations, sans exception, en premier lieu prolétariennes, ensuite celles groupant la masse travailleuse et exploitée non prolétarienne (organisations politiques, syndicales, militaires, coopératives, culturelles, sportives, etc.), doivent être créés des groupes ou cellules communistes, de préférence au grand jour, mais également clandestines, ce qui devient obligatoire chaque fois que leur dissolution, l'arrestation ou l'expulsion de leurs membres par la bourgeoisie sont à craindre ; ces cellules, étroitement rattachées les unes aux autres et au centre du Parti, échangeant leurs expériences, se livrant à l'agitation, à la propagande, au travail d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie sociale sans exception, à toute la diversité et à toutes les catégories de travailleurs, doivent par ce travail multiforme faire systématiquement leur propre éducation, celle du Parti, celle de la classe, celle de la masse (2).

Le point 9 des « 21 conditions d'admission à l'I.C. » dit ceci

Tout parti qui désire appartenir à l'Internationale communiste est tenu de mener systématiquement et sans faiblesse une action communiste au sein des syndicats, des coopératives et des autres organisations ouvrières de masse. Il est indispensable d'y constituer des cellules communistes qui, par un travail constant et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme. Ces cellules sont tenues, à chaque moment du travail quotidien, de démasquer la trahison des sociaux-patriotes et les hésitations du

*L'organisation par cellules* 209

« centre ». Elles doivent être entièrement subordonnées au Parti dans son ensemble (1).

Le paragraphe 18 de la « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » dit ceci :

Dans toute action organisatrice du Parti et des communistes, la pierre angulaire doit être posée par l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires. Dans tout Soviet, dans tout syndicat, dans toute coopérative, dans tout atelier, dans tout comité de locataires, dans toute institution où trois personnes sympathisent avec le communisme, un noyau communiste doit être immédiatement organisé. L'organisation communiste est la seule porte\* permettant à l'avant-garde de la classe ouvrière d'entraîner derrière elle toute la classe ouvrière. Tous les noyaux communistes agissant parmi les organisations politiquement neutres sont absolument subordonnés au Parti dans son ensemble, que l'action du Parti soit légale ou clandestine. Les noyaux communistes doivent être classés dans une stricte dépendance réciproque, à établir de la façon la plus précise (2).

Le IIe Congrès posa le problème de l'organisation des partis communistes en cellules. Tel qu'il fut posé, le problème n'apparut pas en termes clairs pour les partis européens. On confondit l'organisation des cellules, base du Parti, avec l'organisation des fractions communistes dans les syndicats, dans les coopératives, etc. ; en vérité, les deux formes d'organisation ne sont pas très nettement distinguées dans les passages cités plus haut, encore que la distinction soit faite clairement dans la partie condensée des *Thèses sur les devoirs du Parti*. Au point 4 du résumé, on dit : « Partout où il n'y a ne fût-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti communiste doit avoir son noyau organisé. » Au point 5 : « Dans toute organisation apolitique, il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au Parti dans son entier (3). » Il est évident que, dans ces deux points, on veut faire la distinction entre la cellule, base de l'organisation du Parti, et la fraction, organisme de travail et de lutte du Parti dans les associations de masse.

Qu'il en soit ainsi, c'est ce qui ressort des thèses écrites par Lénine en 1915 pour l'aile gauche de Zimmerwald (4), en

\**Recte* : possibilité (*Möglichkeit*) (*N. de l'E.*).

d'autres termes, pour le noyau révolutionnaire qui fondera en 1919 l'Internationale communiste. C'est ce qui ressort aussi du discours tenu par Lénine au IIIe Congrès sur l'alinéa spécial consacré à l'organisation et à la structure des partis communistes. Lénine se pose les questions suivantes : Pourquoi le Parti communiste russe est-il le seul à être organisé en cellules ? Pourquoi les dispositions du IIe Congrès qui désignaient dans le système des cellules le système propre aux partis communistes n'ont-elles pas été mises à exécution ? Et Lénine répond à ces questions en affirmant que la responsabilité de ce manque incombe aux camarades russes et à lui-même dans la mesure où, dans les thèses du IIe Congrès, ou a parlé un langage trop russe et peu « européen », c'est-à-dire qu'on s'est référé à des expériences russes sans les rendre actuelles, sans les expliquer, en supposant qu'elles étaient connues et comprises (1). Les thèses du IIIe Congrès sur la structure du Parti communiste qui furent soit écrites directement par Lénine soit soumises à son contrôle, ne sont donc pas une « découverte », comme dit le camarade Bordiga, mais la traduction en un langage compréhensible aux « Européens » des formulations rapides et allusives contenues dans les thèses du IIe Congrès. Mais pourquoi le camarade Bordiga veut-il faire cette distinction dans l'histoire de l'Internationale entre le IIe Congrès et les trois Congrès qui lui font suite ? Dans l'article sur « La question Trotski », le camarade Bordiga soutient que l'histoire de l'Internationale se divise en deux parties : jusqu'à la mort de Lénine, après la mort de Lénine (2). Au contraire, dans l'article sur la nature du Parti, la seconde phase commence déjà avec le IIIe Congrès, c'est-à-dire avec une période où Lénine était vivant et au maximum de son efficacité intellectuelle et politique. La discussion mettra pleinement au jour un point qui est fondamental pour la discussion du Parti : il apparaîtra que, pour le camarade Bordiga, le mouvement révolutionnaire italien se trouve de nouveau dans une phase semblable à celle qui sépare le IIe Congrès de celui de Livourne, en d'autres termes, dans une phase où il faut organiser des fractions car nous pouvons nous trouver (mieux, nous nous trouvons déjà) devant un problème de scission. Comment expliquer autrement les allusions que le camarade Bordiga a faites dans les « points » de la gauche et dans l'article sur

### *Critique stérile et négative*

211

la nature du Parti, au groupe de *L'Ordine Nuovo*, allusions malveillantes, chargées de haine et de rancœur, et qui, bien loin de révéler un effort pour effacer les différenciations, montre au contraire une volonté de les exaspérer jusqu'à les faire apparaître comme des fossés impossibles à combler (1) ? Entre autres, le camarade Bordiga a toutefois oublié une « petite » chose : c'est que même en posant le IIe Congrès comme pierre de touche pour comprendre la situation actuelle de notre parti, ce n'est certes pas le groupe de *L'Ordine Nuovo* qui peut s'en trouver diminué dans le rôle qu'il a toujours joué pour la préparation du mouvement communiste italien. Au IIe Congrès, le camarade Lénine déclara qu'il faisait siennes les thèses présentées par le groupe de *L'Ordine Nuovo* au Conseil national du Parti socialiste d'avril 1920 (2) et il voulut que

les deux points suivants figurassent dans les décisions du Congrès : 1° que les thèses de *L'Ordine Nuovo* correspondaient à tous les principes fondamentaux de la IIIe Internationale ; 2° que les thèses de *L'Ordine Nuovo* devaient être examinées par le Congrès du Parti socialiste. Aucun « extrémiste » ne voudra nous dénier le droit de considérer que, entre le jugement du camarade Lénine et le jugement du camarade Bordiga, c'est le jugement du camarade Lénine qui est le plus important et qui est dicté par un esprit marxiste un peu plus approfondi et un peu plus sûr que celui du camarade Bordiga.

Signé A.

Gramsci, *L'Unità*, 28 juillet 1925.

### CRITIQUE STÉRILE ET NÉGATIVE

Dans le long article qui suit (3), une chose est vraiment remarquable, c'est le scepticisme élégant, qui se garde bien de prendre clairement position sur les points sur lesquels l'auteur affirme toutefois son désaccord ; c'est ce balancement continu entre la thèse et l'antithèse, qui dispense d'affirmer sa propre thèse « originale ».

Le camarade Bordiga se borne à garder une position réservée sur toutes les questions que la gauche a soulevées. Il ne dit pas : tel problème ou tel autre, l'Internationale le pose et le résout de la manière suivante alors que, selon moi, il convient de le poser et de le résoudre de cette autre manière que voici. Il dit au contraire : la manière dont l'Internationale pose et résout les problèmes ne me convainc pas, je *crains* qu'on ne tombe dans l'opportunisme, les *garanties* ne sont pas suffisantes, etc. Sa position est donc une position de soupçon et de doute permanents. De cette manière, la position de la « gauche » est purement négative, elle exprime des *réserves*, sans les spécifier en termes concrets, et surtout sans définir en termes concrets ses points de vue, ses solutions. Elle finit par semer le doute et le manque de confiance, sans rien construire.

L'article commence par une hypothèse typiquement métaphysique. Le camarade Bordiga commence par cette question : peut-on exclure à 100 % la possibilité que l'Internationale tombe dans l'opportunisme ? Mais alors, on peut également dire qu'il est impossible d'exclure *a priori* que le camarade Bordiga devienne opportuniste lui aussi, que le pape devienne athée, que l'industriel Ford devienne communiste, etc. Dans le domaine des possibilités métaphysiques, on peut envisager toutes les extravagances qu'on voudra, mais un marxiste devrait poser la question de la manière suivante : existe-t-il la possibilité que l'Internationale communiste ne soit plus l'avant-garde du prolétariat. mais qu'elle se mette à devenir l'expression de l'aristocratie ouvrière corrompue par la bourgeoisie ? C'est ainsi qu'il faut poser la question, en termes marxistes, et alors chaque camarade peut facilement la résoudre.

L'article n'est qu'un tissu d'erreurs théoriques et pratiques que les camarades ne manqueront pas de relever. Nous nous bornons ici à en relever les points les plus caractéristiques.

Le camarade Bordiga dit à propos des cellules que le type d'organisation du Parti ne peut pas par lui-même en assurer le caractère politique ou le garantir contre les dégénérescences opportunistes. Nous affirmons au contraire que le type d'organisation en cellules assure mieux qu'aucun autre le caractère prolétarien du Parti communiste et que,

#### *Critique stérile et négative* 213

mieux qu'aucun autre, il garantit le Parti contre l'opportunisme. Or, après avoir répété la curieuse affirmation que le système des cellules convient très bien à la Russie, avant comme après la conquête du pouvoir, mais qu'il *ne va pas* dans les pays à régime démocratique bourgeois, le camarade Bordiga conclut : « Nous *ne sommes pas, nous, contre les cellules d'usine, ni contre les*

*groupes inscrits au Parti existant dans les usines, avec des fonctions précises* (1). » Mais alors, la gauche est-elle pour ou contre les cellules ? Et quelles sont ces *fonctions précises* que le camarade Bordiga évite de préciser ?

La gauche et le camarade Bordiga ne se déclarent pas explicitement contre la bolchevisation, mais seulement ils s'en *méfient* parce qu'elle se fonde sur une organisation en cellules que dominerait un réseau *tout-puissant* de fonctionnaires sélectionnés sur le critère de l'obéissance *aveugle* au léninisme. Que la direction locale du Parti doive être constituée d'éléments idéologiquement sélectionnés, voilà qui est hors de doute : sans cela, le Parti communiste ne serait pas ce qu'il est. Quant à l'obéissance *aveugle*, il s'agit d'un argument polémique assez vulgaire sur lequel il est inutile de s'attarder.

Curieux également ce qu'écrit le camarade Bordiga à propos du *léninisme*. Il écrit que si le léninisme n'est rien d'autre que le *marxisme* (2), alors il est inutile d'employer un terme semblable, mais il ajoute aussitôt après que la gauche emploiera les deux termes indifféremment. Non seulement il y a là une contradiction flagrante, mais il y a là contradiction également entre l'affirmation qu'on emploiera les deux termes indifféremment et le fait qu'on reconnaît dans le même temps que Lénine est « celui qui compléta, pour une part très importante, le marxisme » et que « son interprétation de la phase impérialiste du capitalisme, ses formulations de la question agraire et nationale sont des contributions fondamentales au développement de la méthode et du système marxistes » (3).

En ce qui concerne ses désaccords avec Lénine, le camarade Bordiga s'en tient assez maladroitement aux généralités et se garde de rien préciser. Des phrases comme : « Nous avons discuté et critiqué Lénine vivant et parlant et nous n'avons pas toujours été pleinement convaincus

par ses contre-affirmations », ou encore : « J'ai subi des éreintements de Lénine et ils ne m'ont pas convaincu » peuvent faire beaucoup d'effet parmi les petits-bourgeois, mais elles font hausser les épaules aux communistes et à tous les ouvriers révolutionnaires.

Sans préciser nullement l'ampleur de ses dissentiments avec Lénine, le camarade Bordiga s'en tire en affirmant qu'il ne considère pas le système tactique de Lénine comme exact, parce qu'il ne contient pas de garanties contre la possibilité d'applications opportunistes (1). Mais le camarade Bordiga serait plus sincère s'il déclarait qu'il repousse toute manœuvre tactique, dans la mesure où toute manœuvre tactique présente le danger de déviations opportunistes. La garantie contre les déviations ne consiste pas dans la tactique en soi, mais elle est en nous, dans notre conscience communiste, dans la vigilance et dans l'autocritique de tout le Parti, dans une ferme fidélité aux principes, dans l'effort qu'on fait pour ne jamais perdre de vue la fin révolutionnaire.

Nous n'entendons pas, par ces brèves observations, avoir épuisé les objections qu'appelle l'article du camarade Bordiga. C'est en vérité une mine d'erreurs et d'incongruités de tout genre.

Nous voudrions seulement relever encore les erreurs concernant l'anti-Parlement et la tactique du Parti envers les masses ouvrières favorables à l'Aventino. La tactique adoptée par le Parti - dit le camarade Bordiga - n'a été prévue par aucun congrès (2). Mais à part le fait qu'aucun congrès n'a prévu ni l'assassinat de Matteotti ni la réaction des grandes masses ni leur rassemblement du côté des illusions aventiniennes, quelle est la tactique qui, selon le camarade Bordiga, aurait dû être adoptée ? Il se garde bien de la formuler sous une forme quelconque et se borne à dire que « beaucoup aurait pu être fait et si peu le fut ».

L'article tout entier est un document de véritable décadence intellectuelle. Non seulement le camarade Bordiga se garde de tirer les conséquences logiques de ses condamnations, mais il se garde bien d'opposer aux directives qu'il critique des directives nouvelles exprimées dans une forme claire et concrète. Se borner, comme il le fait, à une critique négative, semer le doute, le scepticisme et la méfiance, sans

*Éléments de la situation*

215

rien proposer de constructif, voilà qui non seulement relève du manque de caractère mais révèle aussi un bien piètre respect et un bien piètre attachement au Parti et à l'Internationale.

Sans signature,

*L'Unità*, 30 septembre 1925.



## ÉLÉMENTS DE LA SITUATION (1)

L'importance politique du moment présent tient à ce qu'il permet de tirer certaines conclusions générales de l'expérience de cette période de luttes qui s'est ouverte avec les élections de 1924 et qui a culminé après l'assassinat de Matteotti. Les prévisions politiques que le Parti communiste avait faites au cours de cette période se sont aujourd'hui pleinement confirmées et cette confirmation constitue, pour ses mots d'ordre, la meilleure justification.

Si l'on désigne par là la période de crise politique ouverte par le fascisme après la marche sur Rome, la période « Matteotti » se caractérise par un conflit entre les différents groupes de la bourgeoisie et par la tentative qu'a faite une partie de la petite bourgeoisie de se mettre à la tête de la lutte contre le régime fasciste et d'entraîner derrière soi les autres classes susceptibles d'être mobilisées pour ce combat, le prolétariat et les paysans en particulier. La politique de l'Aventin a été l'expression de cette tentative. Sa faillite - aujourd'hui incontestable - confirme qu'à l'époque de l'impérialisme, la petite bourgeoisie ne peut prétendre diriger la lutte contre la réaction, forme et instrument de domination du capital et des agrariens.

L'écroulement de l'Aventin (2) a permis au fascisme de donner une impulsion vigoureuse à sa politique. Il faut voir celle-ci de *deux points de vue fondamentaux*.

D'une part, le fascisme poursuit avec toujours plus de résolution son plan d'*unification organique de toutes les forces de la bourgeoisie sous le contrôle d'un centre unique* (direc

tion du Parti fasciste, Grand Conseil (1)) et il a obtenu, sur ce point, des résultats incontestables. À l'égard des « compagnons de route », le succès a été complet : ces groupes n'ont plus d'existence autonome et les rescapés sont venus se fondre dans le fascisme. Depuis que les libéraux-nationaux sont passés au fascisme (2), on ne trouve plus, hors du fascisme, aucune force se proclamant ouvertement réactionnaire.

La lutte contre les vieux groupes dirigeants se poursuit, d'autre part, de manière toujours plus dure. Elle s'exprime tout particulièrement dans la lutte contre la franc-maçonnerie (3). Celle-ci représentait, en Italie, l'organisation de toutes les forces qui soutenaient l'État et assuraient sa cohésion ; le fascisme a compris qu'il devait revendiquer pour soi la totalité de cette fonction.

La presse d'opposition, qui assurait aux survivants des vieux groupes dirigeants prestige et influence dans l'opinion publique, est désormais incapable de jouer son rôle (4). Le fascisme s'empare systématiquement de tous les centres où s'organise, fût-ce partiellement ou platoniquement, la résistance à son action.

Dans le domaine économique, une série de mesures assurent la réalisation de ce plan d'unification et de centralisation. Il s'agit de fonder, contre toute contestation, la suprématie d'une oligarchie industrielle et agraire en lui assurant le contrôle de toute l'économie du pays (rétablissement de la taxe sur le blé, unification bancaire, modifications du code commercial, accords avec l'Amérique pour le règlement des dettes de guerre, etc.).

Second aspect de cette politique fasciste, la pression exercée sur les travailleurs - il s'agit de leur interdire absolument de s'organiser comme force et de les exclure systématiquement et de façon permanente de toute participation à la vie politique. Ce qui compte tout particulièrement en ce moment, c'est :

1° la nouvelle politique syndicale du fascisme (*loi fasciste sur les syndicats*) (5) ;

2° la loi sur les associations, approuvée même par le Sénat (6) ;

3° la réforme de l'administration (l'institution de podestats dans les communes de campagne et la décision de confier aux corporations la désignation des corps consultatifs muni

Il semble à première vue que cette politique ne rencontre que des succès. Mais il en va en réalité tout autrement ; l'action du fascisme ne laisse d'exaspérer toutes les contradictions sociales et elle suscite des restructurations et des regroupements qui contiennent les conditions d'une reprise prolétarienne certaine.

Certes, la disparition de l'Aventin ne mettra pas fin aux tentatives qu'accomplissent les vieilles classes dirigeantes pour s'opposer, sans se mêler toutefois au fascisme, à l'avènement du prolétariat comme classe dominante. En réalité, nous assistons aujourd'hui à un ample phénomène de remise en ordre et de recomposition. Les différents groupes et partis qui constituaient l'Aventin ou qui, sans lui appartenir, étaient restés extérieurs au fascisme, tentent de s'établir sur des positions qui leur permettront de continuer à exercer plus facilement leur fonction contre-révolutionnaire.

Les positions des partis qui ont enchaîné à l'Aventin les mouvements des masses travailleuses sont particulièrement importantes pour le prolétariat et pour le Parti communiste.

Le Parti maximaliste, qui a été le premier à prendre acte de la faillite de l'Aventin (2), penche toujours plus résolument en faveur de la contre-révolution. Et les preuves, ici, ne manquent point : tandis que les dirigeants maximalistes reprennent à leur compte les thèses de la démocratie d'Europe occidentale pour mener campagne contre l'État prolétarien russe, *l'Avanti !* fait sien le point de vue social-démocrate sur la nécessité de « l'intervention du capital américain » en Italie (3).

Si l'on tient compte de l'attitude des dirigeants maximalistes sur tous les autres points, on peut définir avec exactitude ce qu'est leur position. Sans aucun doute, elle exprime pour une part l'attitude de certaines couches de la population travailleuse, celles qui ont tendance à considérer qu'il suffit de résister passivement à la réaction et que point n'est besoin de s'efforcer systématiquement de réorganiser ses forces en vue de reconstituer un front de classe et de préparer la révolution. Les dirigeants du Parti maximaliste mettent en œuvre leur verbiage révolutionnaire et leurs attitudes gauchistes pour masquer cette inertie et cette passivité.

Leur propagande en faveur d'un nouveau rassemblement politique où se retrouveraient certains débris de l'Aventin, n'est que l'ultime avatar de ce verbiage. Ce dernier va de pair avec un travail négatif dans les secteurs où devrait s'exercer aujourd'hui l'activité d'un parti de la classe travailleuse.

C'est une entreprise du même ordre que celle des maximalistes que poursuivent les autres groupes : les unitaires et les républicains, auprès d'autres couches de la classe travailleuse et de la petite bourgeoisie antifasciste ; les populaires, dans les campagnes ; les autonomistes sardes, parmi les masses agricoles de Sardaigne, et l'Union nationale et la Démocratie sociale, parmi celles du Midi et de Sicile.

On prépare ainsi la formation d'un nouveau groupe « centriste », qui jouera un rôle analogue à celui qu'a tenu l'Aventin pendant la crise Matteotti. Si l'on veut préparer le prolétariat à la révolution et combattre victorieusement la réaction, il est indispensable de démasquer devant les masses sa véritable nature et de la mettre dans l'impossibilité d'exercer sur celles-ci une influence quelconque.

Dans la situation présente, le Parti communiste doit résoudre un problème fondamental : faire que le prolétariat retrouve son autonomie de classe révolutionnaire, qu'il se libère tout à fait de l'influence des classes, groupes et partis contre-révolutionnaires et qu'il soit capable de rassembler autour de soi et de guider toutes les forces qui peuvent être mobilisées pour lutter contre le capitalisme.

C'est pourquoi le Parti communiste doit intervenir activement dans tous les domaines qui s'offrent à lui, mettre à profit le moindre mouvement, le moindre conflit, la moindre lutte, même partielle et limitée, pour mobiliser les masses prolétariennes et donner à la résistance et à l'opposition au fascisme des travailleurs italiens un caractère de classe.

Le Parti communiste doit systématiquement combattre et démasquer ces groupes et ces partis politiques qui font passer dans le prolétariat l'influence d'autres classes et de catégories sociales étrangères à la révolution. Il doit s'employer à arracher à leur influence jusqu'aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière pour faire surgir à la base un front unique des forces de classe. Ce front unique doit avoir une forme organisée : celle que lui conféreront les comités

*Sur l'activité du Comité central du Parti 219*

ouvriers et paysans (1). On doit favoriser et encourager avec ténacité et persévérance toutes les

tentatives de constitution d'organes de masse représentatifs : c'est là le premier pas vers la réalisation pratique du front unique des comités ouvriers et paysans.

Sans signature,

*L'Unità*, 24 novembre 1925.

## SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI

Le camarade Amadeo Bordiga a fait parvenir au Comité central, comme matériel pour la discussion préparant au Congrès et celle du Congrès lui-même (2), une *Motion sur l'activité du Comité central du Parti* dont voici le texte :

Après avoir rappelé que le Parti n'a pas la possibilité de se prononcer sur l'orientation ni l'activité des organes qui le dirigent depuis le II<sup>e</sup> Congrès national (Rome, mars 1922) et que le Comité central actuel n'a jamais été élu ni jugé par un vote du Parti, vu qu'il a été substitué en juin 1923 à celui qui avait été élu par le Congrès de Rome (3) et qu'il a été remanié par la suite à de nombreuses reprises sur décision de l'Internationale (celle-ci exerçant là un droit indiscutable) ;

après avoir rappelé d'autre part qu'en fait les changements et remaniements du Comité central ont été souvent, et durant des périodes importantes, ignorés de la masse du Parti, et que la seule consultation qui ait eu lieu, à savoir la Conférence nationale de mai 1924, se prononça à une écrasante majorité contre la politique du nouveau Comité central et en faveur des directives du Congrès de Rome (4) ;

le Congrès déclare que l'action politique de l'actuel Comité central a été bien loin de répondre aux exigences de la lutte révolutionnaire du prolétariat italien et d'utiliser en un sens révolutionnaire et communiste les possibilités des situations qui se sont succédé, tant pour la préparation et la consolidation des forces de notre mouvement que pour la lutte et la résistance contre les forces ennemies, de sorte que le développement, au travers de l'expérience de la lutte de classes en Italie, des énergies s'encadrant de manière toujours plus

efficace dans une puissante et mûre organisation politique de classe, traditionnellement portée en avant jusqu'à la destitution de l'ancien Comité central, se trouve indiscutablement interrompu et compromis - dans la période que le Congrès est appelé aujourd'hui à juger - par la manière avec laquelle le Parti a été conduit par ses nouveaux dirigeants ;

considérant que l'activité du Comité central a manqué systématiquement d'homogénéité, de cohérence, de décision, que le travail pratique et le travail d'organisation ont été généralement désordonnés, chaotiques et dominés par les méthodes du fonctionnarisme et de la bureaucratie, d'une part, par le plus violent sectarisme, d'autre part, à l'égard d'une partie importante du Parti, sectarisme qui en a empoisonné l'atmosphère et qui n'a jamais hésité sur le choix des moyens, jusqu'à recourir aux plus nocifs pour l'unité du Parti et à ceux qui vont directement à l'encontre de ce reste de sérieux qui s'attache aux garanties statutaires qu'un Comité central a pourtant pour mission de protéger ;

considérant aussi le fait de persévérer dans la voie des directives suivies par le Comité central actuel signifierait s'engager dans une voie qui conduit de manière plus ou moins directe à courir de nouveau le risque de tomber dans l'opportunisme, dans les erreurs théoriques et dans les dégénérescences tactiques propres à la social-démocratie et désastreuses pour les destinées de la lutte prolétarienne ;

le Congrès passe à l'évaluation la plus détaillée des expériences du passé et entreprend de résoudre les questions de principe et de méthode dont la solution doit fournir l'orientation de la future action du Parti et la contribution de la Section italienne à la solution des problèmes analogues dans le domaine international.

Avant toute chose, il faut, quant au contenu de cette motion, examiner une question que nous n'appellerons « préalable » que parce que Bordiga lui-même la présente comme telle : les organes suprêmes de l'Internationale ont-ils ou n'ont-ils pas, selon Bordiga, le droit d'intervenir pour déterminer la composition des organes qui dirigent les diverses sections, voire pour guider la politique des dites sections ? En d'autres termes, l'Internationale communiste est-elle ou non un parti mondial, une organisation « centralisée », dirigée par un centre unique, selon une directive unique que les Congrès mondiaux établissent et confirment ? Le camarade Bordiga parle d'un « droit indiscutable », c'est-à-dire qu'il se met à l'abri, par une incise enfermée entre deux parenthèses, d'une discussion de principe sur ce point. Mais tant le premier

#### *Sur l'activité du Comité central du Parti 221*

que le second paragraphe de sa motion sont au contraire formulés de telle sorte qu'ils mettent précisément en question le principe que la petite incise prétend sauver. Si on accepte le principe de la centralisation, avec la valeur qu'il *doit* avoir dans un Parti mondial, l'affirmation que le Comité central n'a pas été élu dans un congrès du Parti mais désigné par des congrès mondiaux

ne présente aucun intérêt. Le Comité central a un pouvoir aussi légitime que celui qui avait été « élu » à Rome ou à Livourne. Bien mieux, ce fut le Comité central élu à Rome qui nia sa propre autorité et détruisit son propre pouvoir le jour où il voulut se servir de cette autorité et de ce pouvoir pour conduire le Parti hors des directives de l'Internationale, pour briser la discipline de l'Internationale, pour développer au sein de l'Internationale une lutte de fraction à laquelle le Parti ne l'avait jamais autorisé. Dans ces deux points de sa motion, le camarade Bordiga ne renonce donc pas à l'attitude qu'il avait prise au cours de la discussion envers quelques-uns des problèmes les plus importants concernant les directives de l'Internationale. Sa position par rapport à la « centralisation » de l'Internationale est identique à celle qu'il a prise en ce qui concerne la « dégénérescence opportuniste » de l'Internationale elle-même (1). En règle générale, il ne dit pas que l'Internationale est opportuniste, mais, par son attitude, il autorise les camarades à penser qu'il est convaincu qu'elle l'est, puisqu'il se comporte comme si elle l'était. Ce n'est que dans une organisation internationale qui ne serait plus le « Parti communiste mondial », mais qui aurait dégénéré en social-démocratie, que pourrait se justifier une lutte de fraction comme celle que Bordiga veut mener au sein de la IIIe Internationale. De manière analogue, dans la motion que nous sommes en train d'examiner, deux ou trois mots entre parenthèses permettent de « sauvegarder » les principes du centralisme, alors qu'en fait l'esprit de la motion les renie complètement.

Si nous avons examiné cette première question comme une question préalable, c'est uniquement parce que c'est ainsi que la présente Bordiga. Mais il est naïf de croire qu'il s'agit d'un « préalable ». Il s'agit d'un problème de fond. Le dilemme est clair : ou bien les positions du Parti sont conformes aux directives de l'Internationale et alors quand